

VISÓ

#3

2014

Regards sur le Portugal • Magazine des étudiants de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine •

PORTUGAL LA RÉSURRECTION DES ŒILLETS ?

DIPLÔMÉS

LE TRAVAIL EST DANS LE PRÉ 8

BARROSO

LA VÉRITÉ SUR SON PASSÉ
D'EXTRÊME GAUCHE 27

BUSINESS

L'ANGOLA RACHÈTE
LE PORTUGAL 34

MUSIQUE

LE NOUVEAU SON
DE LISBONNE 70

ijba

ijba.fr

VISÓ n°3•2014•3€



3 770003 575238





**CABO DA ROCA, À 42 KM
DE LISBONNE, LE POINT LE
PLUS À L'OUEST DE L'EUROPE
CONTINENTALE.**

QUARANTE PRINTEMPS

Quarante ans que le Portugal s'est délivré. Quarante ans de liberté, de conquêtes sociales et d'ouverture sur le monde. Mais en 2014, l'anniversaire a un goût amer. Trop longtemps que l'on avait plus parlé d'"exode" : dans les années 1960, des centaines de milliers de Portugais ont fui le pays, poussés par l'État salazariste et la misère. Aujourd'hui, c'est la jeune génération la plus qualifiée qui traverse les frontières pour échapper à une nouvelle dictature : celle de la finance.

Passage du temps de travail de 35 à 40 h, report de l'âge du départ à la retraite, coupes budgétaires et baisses de salaires... Les politiques imposées par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) suscitent des remous au sein de la société portugaise, pendant que le pays, transformé en laboratoire de l'austérité, boit la tasse. Et même quand le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, leur conseille de partir, difficile pour les jeunes d'aller de l'avant dans un pays qui coule. Partagés entre résignation et rébellion, beaucoup s'en vont, les autres résistent ou s'adaptent.

Pour la rédaction de Visó, il était important de rencontrer ceux dont on ne parle pas : ces Portugais qui ont fait le pari de rester et refusent un avenir sacrifié. Les diplômés qui redynamisent l'agriculture du pays, les jeunes de Coimbra qui vivent de débrouille et s'entraident pour suivre leurs études et expérimenter d'autres modes de vie, les anciens qui s'accrochent à leur campagne et s'organisent pour subsister, enfin, ceux qui défilent chaque jour dans les rues de Lisbonne pour défendre leurs droits. Tous partagent une même force et un même idéal. Chez ceux-là, la graine de la Révolution des œillets, après quarante printemps, bourgeonne à nouveau.

- Amandine Sanial
- Antony Milanesi
- Rédacteurs en chef



Pages

En bref	06	32	Qui était Espírito Santo ? Ricardo Ribeiro, ancien patron de la Banque Espírito Santo a su faire son beurre auprès de Salazar et des nazis.
Grand reportage	08	34	La mainmise de l'Angola Le cours de l'Histoire s'inverse. L'ancienne colonie investit en masse dans des secteurs clés de l'ex-métropole.
Les quadras qui montent	14	40	Barrancos fait tourner Loin de Lisbonne, le village le moins peuplé du pays a inventé les emplois tournants. Suffisant pour vaincre l'isolement ?
Un maire de combat	16	44	Un sac contre la faim Grâce à l'association Re-Food, les Lisboètes dans le besoin reçoivent chaque jour un sac de nourriture. 72 h à leurs côtés.
Mário Soares accuse	18	47	L'eldorado des retraités Le Portugal est devenu l'Eden des retraités aisés, venus de toute l'Europe. Sur les pas de Catherine et Louis, futurs expatriés.
Il était une fois la Révolution	22	48	Une ville pour deux pays Elle était portugaise, la cité d'Olivenza appartient aujourd'hui à l'Espagne. Un groupe d'irréductibles lusitaniens veut la reconquérir.
Les proies de l'austérité	30	54	Jeunesse autogérée À Coimbra, la ville qui accueille la plus vieille université du pays, certains étudiants vivent en communauté dans des "republicas".

Directeur de la publication : François Simon
 Coordination : Jean-François Brieu, Maria Santos-Sainz, François Simon
 Rédacteurs en chef : Amandine Sanial, Antony Milanese
 Secrétaires de rédaction : Julien Guintard, Michel Bessaguet
 Directeur artistique : Cyril Fernando
 Rédacteurs : Yoann Boffo, Diogo Cunha, Charlie Duplan, Ludovic Ferro, Jérémy Jeantet, Ludvine Laniepce, Mathieu Lehot, Marion Lizé, Antony Milanese, Jean-Yves Paillé, Damien Renoulet, Géraldine Robin, Thomas Saint-Cricq, Amandine Sanial, João Vasconcelos Sousa, Malik Teffahi-Richard, Lizzie Tohel, Morgane Thimel
 Conseiller iconographique : Marc de Tienda
 Remerciements : Inázia Rezola Clemente et Anabela Sousa Lopes, Escola Superior de Comunicação Social ; Luis Sobreira, lecteur de l'Institut Camões ; Isabel Barradas, Consulat du Portugal ; Belen Rodrigo, présidente de l'Association des correspondants étrangers ; Eduardo Gageiro, pour son aimable autorisation de publier sa photo, p.22.

Visó, magazine édité à 2 000 exemplaires et réalisé par les étudiants de master 2 en spécialité presse écrite, en collaboration avec les étudiants en journalisme de l'ESCS de Lisbonne.

Número spécial
 ISSN en cours
 Institut de journalisme
 Bordeaux-Aquitaine
 1, rue Jacques Ellul
 33000 Bordeaux
 05 57 12 20 20
www.ijba.u-bordeaux3.fr

Photo une : Patricia de Melo Moreira via AFP ImageForum

Imprimeur : PDG
 59 rue Jules Guesde, 33800 BORDEAUX

Distributeurs : Relay, SAD

ijba
 Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine



62



58



90



80



74



68



64

Pages

Grand entretien

Théoricien de l'Europe, spécialiste de Pessoa et amoureux des siens, le philosophe Eduardo Lourenço se prête au jeu des questions.

À la recherche du fado

Malmené de musées en galeries, le chant mélancolique lisboète est devenu la vitrine touristique du pays. Mais où est passé le « vrai » fado ?

Sound of Lisboa

Sorties des ghettos, les nouvelles tendances électro occupent le devant de la scène lisboète. Un pari tant social que culturel.

Azulejos disparus

Les azulejos sont l'un des éléments les plus significatifs de l'art décoratif portugais. Mais ils n'intéressent pas que les historiens de l'art...

Inês de Medeiros face caméra

Députée, comédienne, réalisatrice... L'artiste aux multiples visages nous éclaire sur la situation du cinéma de son pays.

La fúria Benfica

Le club de football de Lisbonne compte de très nombreux supporters qui figurent parmi les plus passionnés au monde.

Journalistes sous pressions

Censure, corruption et connivences... Retour sur quelques affaires qui ont élaboussé les médias portugais.

62

87

La fondation d'un traître

Symbole de l'excellence portugaise, le centre de recherches médicales Champalimaud porte le nom d'un homme controversé.

68

88

Ils auscultent la Terre

Situé à proximité d'une énorme faille sismique, le pays tremble plusieurs fois par an. Mais les scientifiques veillent.

70

90

Mousses sur le Tage

Ils déplient les écoutes, hissent la grand-voile, et virent à tribord. Un pied sur mer avec les élèves de l'École navale.

74

96

Lieux en mouvement

Plongée dans les endroits au passé atypique de Lisbonne. Ou comment un bordel peut devenir un bar cosy, classieux, mais toujours coquin.

78

100

Les cerises de la discorde

Deux entreprises de liqueur de cerise s'affrontent pour dominer le marché. Une lutte sans merci doublée d'un bras de fer familial.

80

101

Jambon de luxe

Le meilleur du monde serait-il portugais ? Dégustation du *porco preto* dans les collines de l'Alentejo, aux portes de l'Espagne.

84

102

Nos bonnes adresses

Dans un coin de rue, en haut d'un escalier, au détour d'un carrefour... Une journée type conseillée par la rédaction de Visó.

LES ARTS SANS MINISTÈRE

Les coupes généralisées dans les dépenses frappent aussi la culture. Au gouvernement, elle n'est plus représentée que par un secrétariat d'État au budget amputé de 15 % en 2011, de 23 % en 2012. En 2014, seul 0,1 % du budget total de l'État lui sont alloués. Le Portugal se passe de Ministère de la Culture. Et le milieu artistique de subventions. Le cinéma cherche désespérément des financements. En 2012, l'Institut du Cinéma et de l'Audiovisuel n'a pu soutenir aucun tournage. Le spectacle vivant survit avec des aides diminuées de 38 % entre 2009 et 2012. Le patrimoine est bradé. En juin, 85 œuvres de l'artiste Joan Miró pourraient être vendues aux enchères à Londres. L'État espère en tirer plus de 35 millions d'euros.

PANIQUE À L'HÔPITAL

L'attente pour un rendez-vous se compte en mois. Les conditions d'accueil se dégradent à vue d'œil. Longtemps l'un des plus performants d'Europe, le système de santé portugais est au bord de l'asphyxie. Principales cibles des coupes d'austérité imposées par Bruxelles, les services publics portugais sont en déliquescence et la santé en paie le prix fort, avec des réductions annuelles de budget aux alentours de 10 %. Baisse des remboursements, diminution des effectifs et augmentation des tickets modérateurs : 5 € pour une consultation en centre de santé, 20 € pour une visite aux urgences. À ce prix, le ticket ne modère pas seulement l'accès aux soins. Il le transforme en service de luxe.

IL N'A PAS BANQUÉ

Voilà un banquier heureux. Jorge Jardim Gonçalves, le fondateur de la BCP, la première banque privée du Portugal, a appris en mars qu'il n'aurait pas à payer l'amende d'un million d'euros que la Banque du Portugal voulait lui infliger. À coups d'attribution et de recours devant les greffes des tribunaux, Gonçalves est parvenu à faire prescrire les sanctions qu'il encourait pour avoir fraudé auprès du fisc. La nouvelle n'a pas manqué de faire polémique. La presse dénonçant au passage « une justice à deux vitesses ». À 79 ans, Jorge Jardim Gonçalves, peut poursuivre sa retraite tranquillement, avec une pension mensuelle de 170 000 €. Rien que ça !

LA DETTE PERSISTE

Soixante-dix-huit milliards d'euros : c'est le montant du prêt consenti au pays par la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) pendant trois ans pour faire face à sa dette. Cette mise sous tutelle devait prendre fin le 17 mai 2014, lors d'une douzième et dernière évaluation des finances portugaises. En échange, un programme d'austérité a été instauré : réduction des retraites et recul de 17 % des allocations chômage. Des secteurs-clés comme l'énergie et la Poste ont été privatisés. À l'occasion du dernier examen, en février dernier, l'Union européenne avait déclaré que le pays était « sur la bonne voie ». Ce même mois, les investisseurs ont sur-souscrit à un emprunt au taux de 5 % lancé par le Portugal qui a ainsi pu lever 3 milliards d'euros sur dix ans. Mais la dette représente toujours 130 % du PIB. Un habitant sur cinq vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté avec 409 € par mois.



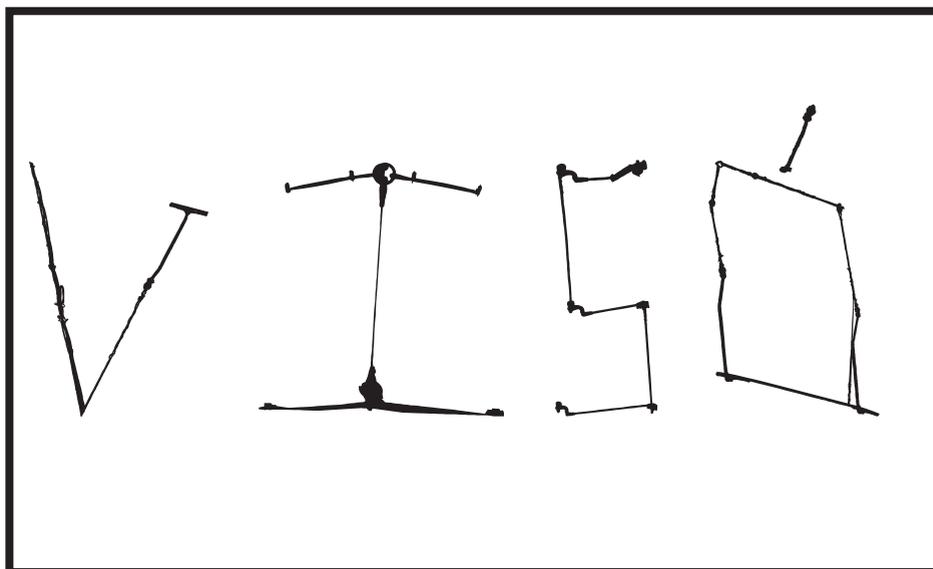
ÉLÉPHANTS BLANCS DE L'EURO

Dans certaines régions d'Afrique, on les appelle les « éléphants blancs ». Ces stades ultramodernes construits pour les grands événements sportifs puis laissés à l'abandon existent aussi au Portugal. En 2004, pour le championnat d'Europe de football, les Portugais ont construit neuf stades ultramodernes. Seul problème, ces structures, dont la capacité d'accueil approche parfois la population de leur ville d'implantation, sont devenues des gouffres financiers. À Leiria, le stade Magalhães Pessoa (voir photo) peut accueillir 30 000 personnes, quand la population de la ville est de 40 000 habitants. Sans compter que la liga Sagres, le championnat national, a un taux de remplissage de 44 %. Avec une moyenne de 2000 spectateurs par match, le club de Leiria a fini par déménager à cause d'un loyer trop lourd pour ses finances. Depuis 2004, la rénovation des arènes a coûté 1,1 milliard d'euros aux contribuables portugais. Sur les dix stades utilisés pendant l'Euro, quatre sont privés et deux sont à l'abandon.



LA POLICE DU TRAMWAY

Depuis le début de l'année, Lisbonne possède sa propre police d'écriture. Léo Burnett a imaginé un alphabet, directement inspiré des formes nées du croisement des câbles électriques qui alimentent les tramways. Un coup marketing original pour la ville car chaque lettre correspond à un arrêt précis, proche d'un site emblématique de Lisbonne. Il est désormais possible de s'organiser sa propre visite de la capitale en suivant simplement les lettres de son prénom. La police *LX type* est gratuitement téléchargeable sur le site lxtype.pt.



LA VIE RÊVÉE DES TRANS

Depuis le 15 mars 2011, le pays a adopté une législation particulièrement progressiste en matière de droits des transsexuels. Dans le cas d'un changement de sexe, les lois françaises et portugaises requièrent le diagnostic d'une dysphorie de genre (ou trouble de l'identité sexuelle) par au moins un médecin et un psychologue. En revanche, au Portugal, la stérilisation n'est plus obligatoire, contrairement à la France. La procédure s'en trouve allégée. La demande est déposée auprès d'un bureau d'état civil, qui doit rendre sa réponse sous huit jours. Une rapidité et une tolérance qui font des jaloux dans l'Hexagone. Selon les associations françaises, le processus de changement de sexe s'apparente à un parcours du combattant, du fait de la lenteur des procédures et des actes et contrôles médicaux exigés.

PEU CHÈRE LISBONNE

Le charme désuet de Lisbonne séduit les touristes du monde entier mais derrière les façades décrépies de la capitale se cache une particularité unique en Europe. Des loyers bloqués, parfois depuis plus de 100 ans, à cause de la possibilité de conclure des baux éternels et héréditaires. Les loyers sont dérisoires. Comptez moins de 100 € par mois pour des appartements supérieurs à 100 m² en plein centre historique. Les propriétaires rechignent à engager des travaux trop coûteux pour si peu. Plus de 11 000 immeubles sur les 55 000 de la capitale sont abandonnés, en ruine ou en mauvais état. Bloqués dans le passé, certains ne sont même pas reliés au réseau d'eau courante. Depuis 1990, la loi interdit les baux sans durée définie mais les locataires restent difficiles à expulser. La plupart des propriétaires attendent leur décès pour engager des travaux et relever la valeur locative.

FRAUDER N'EST PAS JOUER

Miser sur l'amour des Portugais pour le jeu. C'est le nouveau pari du gouvernement pour renflouer les caisses. Une loterie d'un nouveau genre a lieu chaque semaine depuis avril. Pour participer, une seule solution : exiger un ticket comprenant la TVA lors de ses achats. « La facture de la chance » offre à tous du rêve motorisé. L'État a acquis 52 Audi A4 d'une valeur de 35 000 € pièce et en offre une chaque semaine lors d'un grand show télévisé. Coût total de l'opération : 10 millions d'euros pour 600 à 800 millions de recettes supplémentaires espérées dans un pays où l'économie informelle représente plus du quart du PIB. Mais les heureux gagnants risquent la panne sèche. Environ un tiers des voitures en circulation dans le pays sont immobilisées car leurs propriétaires n'ont plus les moyens de payer les frais d'essence et d'autoroute.



L'AS DES FUITES

Le Julian Assange portugais s'appelle Rui Cruz (*ci-contre*). Ce jeune Lisboète est à l'origine du site Internet Tugaleaks. Ce portail 100 % portugais a été créé en 2010 dans la foulée de l'apparition de Wikileaks. Mais hormis la consonance, les deux sites Internet n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Rui Cruz, 26 ans, tient beaucoup plus de l'hacktiviste engagé que du lanceur d'alerte ou du dénicheur de documents top secrets. Il est le porte-parole de la communauté Anonymous au Portugal. L'internaute relaye essentiellement des informations sur la classe politique et les dérives des institutions de son pays, comme le budget en consommation de bouteilles d'eau des députés portugais qui se monte à 30 € par jour. On est loin des secrets d'État qui ont valu à Julian Assange un exil forcé à travers le monde.

AGRICULTEURS EN HERBE

Luís Alves a été le premier à miser sur un secteur inconnu au Portugal : les plantes aromatiques. Aujourd'hui, ils sont plus de 300 à s'être reconvertis pour le suivre dans son aventure. Rencontre avec le précurseur du mouvement, à l'origine d'une nouvelle sortie de crise.

■ Texte et photos Amandine Sanial

**CHRONIQUEUR TV, BUSINESSMAN
ET ÉCOLO : LUÍS ALVES EST
LE NOUVEAU VISAGE DE
L'AGRICULTURE PORTUGAISE.**



Avec près de 300 variétés de plantes aromatiques cultivées, Luís Alves est devenu le premier producteur du Portugal.

Assises, des jeunes femmes s'activent en silence autour des plantes, leur petite pince entre les doigts. On n'entend plus que le cliquetis du métal contre les grandes assiettes en terre cuite. En relevant la tête, elles aperçoivent au loin la fumée qui s'élève au-dessus des toits de Porto. Les feuilles tombent et remplissent l'assiette, laissant s'échapper une odeur de thym frais. Ici, sous le ciel minéral du Portugal agricole, on récolte des herbes aromatiques. « Pour les infusions, il faut couper bien ras », précise Luís Alves, le patron de l'exploitation. Entre deux visites, il garde toujours un œil sur le travail de ses petites mains. « Ce sont mes "filles", dit-il. Elles m'aident à cueillir et tailler les plantes. Moi, je m'occupe de la paperasse. »

Au Portugal, le chômage frappe un jeune sur trois. La plupart quittent le pays. Ceux qui restent cherchent des solutions. Luís a trouvé la sienne il y a dix ans, en plantant ses premières graines au milieu des barres d'immeubles, dans ce qu'il aime appeler « le poumon de la ville ». À l'origine, son père voulait faire de lui un banquier. Aujourd'hui, à Vila Nova de Gaia, sur seulement trois hectares, Luís fait pousser des herbes qui voyageront dans le monde entier, de la Suisse au Japon, avant

de se retrouver dans nos médicaments, nos huiles essentielles, nos tisanes et même nos cosmétiques. « Et tout ça avec, au départ, seulement 5 000 € ! »

De l'autre côté des serres, une dizaine d'apprentis gratte la terre, tête baissée entre les plants de mélisse, une casquette « Cantinho das Aromaticas » vissée sur le crâne. Son label, Luís Alves l'affiche partout : sur ses pots de fleurs, sur la devanture de sa petite boutique, et même sur les vêtements de ses employés. À 41 ans, il est devenu le premier producteur de plantes aromatiques et médicinales du pays. Et le symbole de tout un mouvement de jeunes retournés à la terre pour faire face à la crise.

Néo-paysan

À première vue, Luís n'a rien de l'agriculteur traditionnel. Bien loin de l'image éculée du vieux paysan édenté, son sourire impeccable et son dos musclé trahissent le gars de la ville, élevé au bitume et adepte du rugby le dimanche. Ses airs de fermier, il les traîne avec ses grosses chaussures de marche et une chemise à carreaux qui le boudine un peu.

Luís n'est pas plus conventionnel dans son



agriculture : sous une des serres, une énorme machine dernier cri sèche les feuilles pendant plusieurs jours. Les herbes sont ensuite entressées dans de grands containers multicolores, avant d'être emballées et expédiées chez l'Herbier du Diois, un grossiste de plantes aromatiques du sud de la France avec qui Luís travaille depuis ses débuts. La deuxième serre, entièrement contrôlée par ordinateur, abrite des dizaines de variétés de plantes soigneusement rangées par ordre alphabétique : ciboulette, thym au citron, verveine... Toutes ont leur flashcode. « Avec mon smartphone, je peux vérifier le temps d'arrosage, le nom latin de la plante, son prix, tout cela en quelques secondes. »

Pour exporter ses produits dans le monde entier et faire parler de lui, Luís est sur tous les fronts : en plus de son blog, il poste tous les jours des photos de son exploitation sur les réseaux sociaux, et a même monté son propre site web où il vend tee-shirts, tabliers et livres de recettes en plus de ses sachets d'infusion. Des produits dérivés des herbes qui poussent et séchent sur son exploitation, que l'on retrouve également sur les étagères de sa petite boutique à l'entrée de la ferme.

« Je reçois des gens tous les jours ici. Pour faire parler de moi bien sûr, mais surtout pour montrer ce qu'est la nouvelle agriculture portugaise. Les touristes atterrissent ici un peu par hasard, et repartent souvent les bras chargés de tisanes. » Luís est allé jusque devant les caméras pour faire connaître son projet : pendant sept ans, il avait sa propre chronique télé consacrée aux plantes aromatiques dans une émission sur la première chaîne nationale, la RTP1. Luís Alves est par-tout, et petit à petit, il s'est fait un nom : tous les ans, la totalité des plantes de sa production est vendue dans le monde entier. « Je dois même importer des herbes de France pour pouvoir répondre à la demande. » Le businessman s'est lancé récemment un nouveau défi : former des jeunes prêts à se lancer à leur tour dans l'aventure.

« ProDer », la bouée de sauvetage

Parti de rien il y a une dizaine d'années, Luís est aujourd'hui à la tête d'une entreprise qui brasse près de 325 000 € de chiffre d'affaires. À l'heure où le pays tout entier gronde contre l'Europe et ses politiques d'austérité, Luís, lui, ne peut s'empêcher de la remercier. Au Portugal, il est l'un des premiers à avoir bénéficié des aides du ProDer (Programa de desenvolvimento rural), un programme d'aide au développement rural lancé par l'Union européenne. « C'est la première fois de ma vie que je vois l'argent européen utilisé à bon escient. Avant, comme avec la PAC en France, on nous payait pour arrêter de cultiver. En 2008, tout ça a changé. Avec la crise, le Portugal a beaucoup investi sur les jeunes diplômés pour les inciter à rester au pays. »

Luís Alves, lui, n'a pas attendu le feu vert du gouvernement. En 2004, il propose un nouveau système de production entièrement bio, basé sur un plastique recyclable recouvrant la totalité des sols cultivés, qui protège les plantes des nitrates, tout en multipliant les pousses. « Si l'activité promet d'être rentable en cinq ans, le

Les employées de Luís trient les feuilles qui seront emballées et expédiées dans le monde entier.



Chaque herbe a son flashcode. Une façon simple et rapide pour les clients de découvrir les plantes et leurs bienfaits.

ProDer financera la moitié du projet. » En bonus, l'UE alloue 13 000 € aux agriculteurs de moins de 40 ans, pour leur permettre de franchir le pas. Jeune et diplômé en ingénierie agricole, Luís devient le premier d'une longue lignée de jeunes agriculteurs à bénéficier de l'aide du ProDer. « L'année de ma première récolte, j'ai réalisé mon rêve. J'étais tellement heureux, je me suis mis à courir tout nu dans mon pré ! »

En quatre ans, 300 nouveaux projets ont vu le jour. Tous autour des plantes aromatiques. Depuis, Luís s'applique à former cette nouvelle génération d'ovnis de l'agriculture,

dans leur domaine pour les dix prochaines années. Alors, quand ils voient mon exploitation, ils se disent "pourquoi pas moi ?" »

Tous pour un

L'Union européenne l'a bien compris, la campagne portugaise attire de plus en plus les jeunes diplômés. Le gouvernement de Lisbonne, lui, est encore loin du compte. Luís soupire, caressant du bout des doigts ses jeunes pousses au ras-du-sol. Ses mains sentent la menthe poivrée des dentifrices. « L'État ne fait rien pour nous aider. Et comme on ne lâchera pas l'affaire, on s'organise de notre côté. »

Rassemblés autour de Luís, les jeunes producteurs mutualisent les coûts, les graines et les contacts. Pas vraiment une coopérative, pas une association non plus, ce groupe d'amis bardés de diplômes d'architecte, de designer ou d'ingénieur en mécanique parlent tous deux ou trois langues, et se chargent eux-mêmes des relations internationales à l'export. « Nous sommes en train de créer un groupe d'agriculteurs complètement biologiques. » Motivés par des valeurs communes et la rage de s'en sortir, cette génération de néo-fermiers compte chaque jour de nouveaux membres, bien décidés à révolutionner l'agriculture traditionnelle.

Avec Nuno, Raquel ou Pedro, ils se retrouvent souvent entre deux tisanes, autour d'une bière ou d'une bouteille de vin. Les verres tintent, on parle graines, nouvelles tendances et machines d'occasion. Finalement, avec autant d'idées, tous auraient pu être designers, architectes ou réalisateurs. Mais sûrement jamais aussi heureux. ✘

QUAND LES JEUNES AU CHÔMAGE VOIENT MON EXPLOITATION, ILS SE DISENT : "POURQUOI PAS MOI ?"

Luís Alves

Toutes les plantes sont vendues en ligne, ou dans la boutique au coeur de l'exploitation.

jeunes et diplômés, venue s'enterrer au fin fond de la campagne portugaise et cultiver les terres abandonnées. Pour lui, aucun doute : dans cinq ans, la nouvelle agriculture portugaise sera celle des plantes aromatiques et médicinales, « la seule qui s'exporte vraiment aujourd'hui ». La plupart des petits nouveaux sont déjà dans les starting blocks. Luís leur donne simplement un coup de main en leur inculquant les bases de l'agriculture. « Les jeunes Portugais savent qu'ils n'auront pas de travail

LE COUP DE POUCE DE L'EUROPE

8,1 milliards d'euros

C'est la somme accordée par la nouvelle PAC à l'agriculture portugaise.

Votée par le Parlement européen en novembre dernier, la « nouvelle » Politique agricole commune (PAC) prévoit des aides de 4,5 milliards d'euros en paiements directs et 3,6 milliards d'euros pour le développement rural au Portugal, entre 2015 et 2020.

Une bonne nouvelle qui n'a pas fini d'attirer les jeunes diplômés : l'aide aux jeunes agriculteurs atteindra quant à elle 70 000 € et le soutien aux petites exploitations agricoles, 15 000 €. Dès 2015, chaque exploitation devrait recevoir une aide de 200 € par hectare.

(Sources : Parlement européen, Publico.pt)



L'ENVERS DU DÉCOR

Ils étaient avocats, designers ou architectes. Comme Luís Alves, ils sont les nouveaux agriculteurs du pays, poussés par la crise à se reconverter. Mais pour eux, la route vers le succès est encore longue.

■ Texte et photo Amandine Sanial

Six ans qu'elle travaille dans les champs, et toujours pas de vrai salaire. Raquel a 43 ans, un enfant, un diplôme de graphiste... Mais pas d'argent. Elle fait partie des nombreux diplômés qui ont suivi Luís Alves dans son aventure, sans pour autant connaître la même réussite. « Être maman et agricultrice, je ne le conseille à personne ! », soupire la jeune femme. Quand elle décide d'abandonner les petits boulots à Lisbonne pour rejoindre son compagnon à la campagne, dans la vieille maison de famille à Pegões, elle pense encore pouvoir trouver du travail comme caissière au supermarché du coin. Deux semaines plus tard, Raquel tombe enceinte. « J'ai choisi de me reconverter dans les plantes aromatiques un peu par hasard, après avoir pris quelques cours de botanique avec Luís. Je me disais que ça serait plus simple de travailler chez moi tout en élevant mon fils. » Raquel a récolté ses premières pousses toute seule, son petit Bruno sur un lit de camp sous la serre, à côté des herbes. Pendant plusieurs mois, elle travaille la nuit, le babyphone dans la poche, en plantant ses boutures. Sans l'aide de son père sur son exploitation à Estremoz, à 200 kilomètres à l'est de Lisbonne, ou sur les stands des marchés et des foires, elle n'aurait pas tenu une année. Loin de regretter sa nouvelle vie en pleine nature, Raquel n'avait pas imaginé que les plantes aromatiques puissent lui demander autant d'efforts : « Une femme seule ne peut pas y arriver. » Et si aujourd'hui, elle arrive

tant bien que mal à joindre les deux bouts, sans les 40 000 € d'aide du ProDer, rien n'aurait été possible. « Sans argent au départ, on n'a rien. Les jeunes n'ont que deux solutions : soit comme moi, ils bossent sept jours sur sept, soit ils reprennent les terres de leurs parents. »

Nuno Azeredo a choisi la deuxième option. Grâce aux 120 hectares légués par son grand-père viticulteur, il a pu monter sa propre exploitation de plantes aromatiques. Mais même aidé de deux employés et en travaillant à plein temps, il lui aura fallu plus de huit ans pour parvenir enfin à une récolte de qualité. « Au début, je ne comprenais rien à l'agriculture. J'ai mis des années à apprendre les bases, le nez fourré dans mes bouquins ». Pas facile non plus de se faire une place dans le paysage agricole quand on vient de la ville avec des idées neuves. « Les anciens voyaient mes plantations d'un mauvais œil. Ils ne comprennent pas l'agriculture biologique et certains me prennent encore pour un illuminé. Les premières années, je me suis fait quelques ennemis au village. Mais j'ai fini par m'en sortir, grâce à un peu de volonté et, comme les autres, grâce aux 150 000 € du ProDer. »

Vrais agriculteurs, faux précaires

Pour ces jeunes sans un rond, le soutien du ProDer reste encore le seul moyen de percer dans l'agriculture moderne. Mais depuis l'apparition de l'aide de Bruxelles en 2007, les jeunes diplômés

retournés à la terre ont dû faire face à de nouveaux obstacles. « Certains anciens agriculteurs en ont profité pour toucher les subventions européennes en fraudant. Les entreprises louent un bout de terrain sous le nom de leur femme, de leur fils... Le projet est le même, mais ils touchent l'argent du ProDer en se faisant passer pour de nouveaux arrivants », explique Raquel. Une arnaque qui ne vaut pas encore pour l'agriculture biologique, trop récente au Portugal, mais qui pourrait bien entacher les nouveaux projets agricoles d'ici quelques années. ✕

Pour une récolte d'herbes de qualité, Nuno Azeredo a dû attendre huit ans.



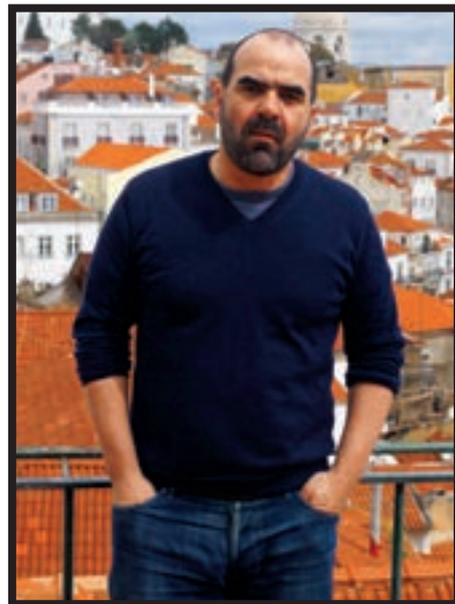
LES NOUVELLES VOIX DE LA RÉPUBLIQUE

Face à la crise qui frappe leur pays, ils ont décidé de s'engager.
Rencontre avec trois nouveaux visages de la politique portugaise.

■ Malik Teflahi-Richard

Daniel Oliveira

Éditorialiste au journal L'Expresso et chroniqueur sur la chaîne SIC Notícias, cet ancien dirigeant du Bloc de gauche de 44 ans a quitté ce mouvement politique en 2013. Il compte revenir en politique après les élections européennes.



Malik Teflahi-Richard

Quand j'avais 15 ans, j'étais inscrit dans un lycée très bourgeois, de droite. J'ai alors adhéré aux Jeunesses communistes. Je les ai quittées à vingt ans, à cause de la situation en Pologne et en Afghanistan. Puis, avec d'autres camarades, j'ai créé la plateforme de gauche en 1991, puis le Bloc de gauche en 1994. Un parti qui a beaucoup grandi depuis et qui représente aujourd'hui 10 % des voix.

En fait, au Portugal, la gauche n'a jamais été réellement au pouvoir. Parce que quand le gouvernement était socialiste, il dirigeait le pays avec la droite. Aujourd'hui, je suis en dé-

saccord avec le PS, notamment sur la question de l'euro. Je pense qu'il faut que l'on sorte de l'euro, pas du jour au lendemain, mais à moyen terme. Il n'y a pas eu un seul avantage pour le Portugal dans l'adoption de l'euro. C'est une monnaie inadaptée à l'économie portugaise, qui est plus proche d'une économie asiatique que de celle des grands pays européens. Notre main-d'œuvre est peu qualifiée et notre économie produit des biens à faible valeur ajoutée. L'euro est une monnaie trop forte, qui ne peut être dévaluée, et qui nuit à nos exportations. Comme on ne peut pas baisser son taux, nous sommes contraints de dévaloriser les autres fac-

teurs : les salaires, les prix des produits qu'on exporte. C'est de la folie !

Nous sommes en train de sacrifier notre futur, car le gouvernement dit aux jeunes « *Eh bien, partez !* » ou « *Mettez-vous à l'agriculture !* », quelle blague ! Comme si cela pouvait suffire à faire fonctionner une société. Moi, je veux que la jeunesse reste, je ne veux pas vivre dans un pays de vieux, mais je ne veux pas que les jeunes restent si c'est pour gagner 300 € ou 400 € par mois.

Je pense que la jeunesse d'aujourd'hui est profondément pro-européenne, mais pas pour des raisons politiques. Seulement pour la liberté de circulation et les échanges culturels. »

Miguel Frasquilho

Économiste de 48 ans, il est député du Parti social-démocrate (droite) depuis onze ans. Il a été secrétaire d'État au Trésor et aux Finances publiques en 2002-2003.

Je pense que le Portugal est en train de sortir de la crise. Nous en terminons avec notre programme d'ajustement économique et nous préparons maintenant la sortie du plan de sauvetage européen. Le problème, c'est qu'au départ, le programme économique avait été mal conçu, il y avait trop de protectionnisme, et donc, nous avons eu beaucoup plus de récession que prévu. Mais il fallait bien atteindre nos objectifs.

L'Europe, ce n'est pas une question de bien ou de mal, c'est quelque chose de nécessaire. Le Portugal était au bord de la faillite en 2011. Nous avons fait appel à l'aide internationale. Cette aide est venue de l'Union européenne, des États membres et du Fonds monétaire international. Mais il y avait des conditions, nous avons dû les respecter. Ce n'était pas une erreur de re-

joindre la zone euro, et il est totalement hors de question de la quitter.

Tout le monde sait que lorsqu'on traverse un processus d'ajustement comme le nôtre, il est possible, et même probable, que les inégalités sociales augmentent et que les conditions de vie se détériorent. C'est ce qui arrive quand on applique une politique d'austérité, ce n'est pas une surprise. Personne n'aime ça, je n'aime pas ça, mais nous devons en passer par là, nous n'avons pas le choix. J'ai confiance en notre avenir: Le pire de la crise est clairement derrière nous. Pour la première fois depuis des décennies, notre balance commerciale est excédentaire et les projections montrent que cela va continuer. Bon, les prochaines années vont être très difficiles pour la jeune génération, car nous devons continuer à nous désendetter et à réduire les dépenses publiques pour respecter notre enga-



D.R.

gement vis-à-vis de l'UE. Mais c'est la vie. Bien sûr, les jeunes émigrent. C'est tragique, mais je ne crois pas qu'il y ait d'alternative.

J'ai voté en faveur de l'union des gays en 2010. Mais je ne crois pas que cela doive s'appeler "mariage", parce que le mariage, c'est entre deux personnes de sexe opposé, pas vrai ? Seulement, les gens de même sexe qui décident de vivre ensemble doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'un couple de sexe opposé. »

Isabel Moreira

Cette avocate et écrivain de 38 ans, a été élue députée (Parti socialiste) en 2011. Son père, Adriano Moreira, ancien ministre de l'Outre-mer et ex-président du Parti conservateur, était une figure politique majeure du Portugal.

J'ai pleuré de joie lors de l'approbation du mariage entre personnes du même sexe, en janvier 2010, à l'Assemblée. C'est une de mes grandes fiertés. J'ai porté ce projet de loi avec des milliers d'autres. C'était insupportable pour moi de voir qu'un droit fondamental n'était pas accordé à mes concitoyens, sans aucune justification. En vérité, les "droits" sont, chez nous, réservés à certains privilégiés. C'est ce qui me choque. J'ai toujours défendu les droits fondamentaux. J'ai toujours lutté pour dépénaliser l'avortement, par exemple. J'ai été invitée à rejoindre les listes du PS aux dernières législatives et je n'ai pas hésité un seul instant.

Je suis de gauche, je suis socialiste et il me semblait que je pouvais apporter une contribution au monde dans lequel nous vivons. Même si je ne partage pas ses idées, c'est mon père qui m'a inculqué le goût de la politique, le sens de la justice. Mes combats, ces trois dernières années, m'ont amenée à lutter contre les coupes dans les pensions de retraites et contre les réductions des salaires des fonctionnaires. J'ai réussi, avec d'autres parlementaires, à faire invalider ces mesures devant le Tribunal constitutionnel. Contrairement à ce qu'on entend, le Portugal n'est pas en train de sortir de la crise et si rien n'est fait, la dette va devenir insoutenable.



Jorge Ferreira

L'État-providence sera détruit. Il est essentiel de restructurer cette dette, car il ne faut pas que le pays en souffre comme il en souffre aujourd'hui.

Nous avons une jeune génération plus qualifiée que jamais. Cette génération, en raison de cette austérité stupide, ne trouve pas sa place dans son propre pays. Nous n'aurons pas de développement futur, pas de croissance, sans le capital humain. Et nous sommes en train de la laisser partir. »

**BERNARDINO
SOARES,
UN MAIRE,
LE REFUS DES
PRIVATISATIONS.**



C'EST LA LUTTE MUNICIPALE

Face aux privatisations décrétées par le gouvernement de centre droit, Bernardino Soares, maire communiste de Loures, tente de riposter avec les moyens du bord.

■ Textes et photo Jean-Yves Paillé

Taciturne, épuisé mais calme, Bernardino Soares fait penser à un personnage de roman. Harcelé par les médias nationaux venus en masse, le maire communiste de Loures crie sa colère, une fois de plus. Depuis son élection en octobre 2013, l'ancien président du groupe parlementaire du Parti communiste portugais consacre toutes ses forces à cette ville de 200 000 habitants située à 20 km au nord de Lisbonne. Dix-huit municipalités l'ont rejoint dans sa lutte contre la privatisation de Valorsul, une entreprise de collecte de déchets. Tous ont désigné ce politique de 42 ans à l'allure débonnaire comme porte-parole du mouvement. Un soutien de poids pour Soares, qui n'est plus à un combat près. « Ici, les élus locaux de tous les partis n'en peuvent plus de voir brader des pans entiers du service public », martèle-t-il.

Puisque ses doléances ne sont pas prises en compte, Bernardino Soares a fini par taper du poing sur la table. Le 15 mars dernier, il a réuni maires, syndicats et travailleurs de l'usine concernée. Les syndicats et travailleurs ont déclaré quatre jours de grève. Alors que d'autres municipalités cassent le mouvement en faisant ramasser les déchets par d'autres entreprises, Soares décide de se solidariser totalement avec la grève. Pour faire plier le gouvernement de centre droit, « le combat se fait aussi dans la rue », répète-t-il.

20 mars. Le dernier jour de grève est aussi un jour de défaite. Lisbonne a tranché, et pas contre la privatisation. Soares est ulcéré : « C'est inac-

ceptable, le gouvernement acte la privatisation de l'usine Valorsul en plein mouvement de grève ! » Qu'importe. L'épreuve de force continue. Le communiste prévoit d'envisager tous « les recours possibles ». Campagnes d'affichage, rencontres publiques une à deux fois par mois. L'édile y croit dur comme fer, la mobilisation populaire vaincra. En parallèle, il porte l'affaire devant la justice le 3 avril. Pour contester la privatisation de l'entreprise nationale de collecte des déchets EGF, qui possède 51 % des parts de Valorsul. Privatisation qui violerait la loi selon lui, car d'après la législation, elle ne peut être décidée sans que les offres éventuelles de reprise ne soient connues.

Budget dramatique

Si Valorsul est vendue, l'État empochera 170 millions d'euros... et Loures souffrira un peu plus. L'équilibre budgétaire de la ville est déjà vacillant. Bernardino Soares est aussi révolté qu'impuissant : « Depuis 2010, l'État a ponctionné 3,5 millions d'euros sur notre budget », s'étrangle-t-il. En ajoutant les dettes accumulées précédemment, le bilan pèse lourd. 27,5 millions d'euros de dettes doivent être remboursés dans l'année à différents fournisseurs, notamment dans le secteur du bâtiment. Aussi combattif qu'il puisse être, l'édile a parfois l'impression de se battre contre des moulins à vent. « La vraie solution doit venir de la politique nationale », affirme-t-il. Mais le pays n'a-t-il pas besoin de ce type de Don Quichotte ? ✕

TROIS QUESTIONS À

MARCO LISI

Politologue à l'Université des Sciences sociales de Lisbonne, spécialiste de la transformation des partis politiques et du comportement électoral.

Comment expliquer le succès des communistes lors des élections municipales ?

C'est surtout un succès comparé aux élections de 2009. La Coalition démocratique unitaire, en réalité totalement dominée par le Parti communiste, a gagné 34 mairies en 2013, un dixième des villes du pays, soit six de plus que lors des échéances précédentes. Ils ont présenté de nouveaux candidats compétents. La plupart sont de jeunes cadres du parti sensibles aux problématiques locales. La crise du Bloc de gauche et du Parti socialiste (PS) en a fait un parti crédible. Le contexte de crise était aussi favorable aux votes protestataires.

Pourquoi réalisent-ils de meilleurs scores au sud du pays ?

La concentration des voix dans l'Alentejo (région qui couvre presque tout le sud du pays) et dans la ceinture industrielle de Lisbonne s'explique par l'importance de la classe ouvrière, notamment dans l'agriculture, la sécularisation de la population, les vastes propriétés foncières, l'importance du lien entre les coopératives et les syndicats. C'est là que s'organise le Parti communiste clandestin qui se battait contre le régime autoritaire. Après la Révolution des œillets, entre 1976 et 1978, il a consolidé ses bastions en mettant en œuvre les réformes agraires (nationalisation des terres). Aujourd'hui, les habitants de cette région sont également plus pauvres et plus critiques à l'égard du gouvernement qu'ailleurs.

Comment le Parti communiste dirige-t-il les villes ?

Leur marge de manœuvre est limitée car la plupart des services publics sont centralisés, dirigés par le gouvernement. Les communistes mettent l'accent sur le logement et les services sociaux (santé, eau, retraités, etc.). Ils incluent les citoyens qui peuvent participer à l'élaboration du budget. On compte beaucoup moins de cas de corruption, comparé aux villes dirigées par les deux principaux partis, le PS et le Parti social démocrate. Les activités culturelles sont plus présentes qu'ailleurs. Toutefois, avec la crise, le nombre d'événements a diminué. ✕



« Nous voulons récupérer notre argent. Non aux coupes. » Les salariés de Valorsul sont en lutte contre la privatisation de leur usine.



« LES JEUNES DOIVENT
COMPRENDRE QUE CE
RÉGIME NE LES MÈNE
NULLE PART. »

👤 Mário Soares

« ICI, IL EXISTE UNE EXTRÊME DROITE, C'EST LE GOUVERNEMENT »

L'ancien président socialiste Mário Soares s'indigne des politiques d'austérité réclamées par Bruxelles et appliquées par le gouvernement portugais. Farouche opposant à la dictature de Salazar en son temps, il prédit un avenir sombre à la démocratie. À 89 ans, il réclame une nouvelle révolution.

■ Diogo Cunha & Thomas Saint-Cricq



AFP Image Forum

Mário Soares s'adresse à la foule, le 23 avril 1975, un an après la Révolution. Le Portugal s'engage alors sur la voie de la démocratie.

Vous avez récemment déclaré : « L'austérité va conduire l'Europe à la dictature ». Vous croyez que, 40 ans après, le Portugal peut en finir avec la démocratie ?

Oui, nous en prenons le chemin... Je pense que le gouvernement devrait tomber dans les prochains mois. C'est une coalition menée par le Parti social démocrate [PSD, centre droit, ndlr], un parti populiste qui n'a de social démocrate que le nom. Le PSD est allié au Parti populaire [PP, droite libérale] qui se dit démocrate chrétien alors qu'il s'agit avant tout d'un parti conservateur de droite. Aujourd'hui, le gouvernement ne sait plus quoi faire. Il va perdre les prochaines élections.

Vous appelez à une « révolution pacifique ». Une nouvelle révolution est-elle possible ?

Oui, je l'espère. Je suis avant tout un homme de gauche. Lors de la dernière grande manifestation contre le gouvernement à Lisbonne, les gardes militaires criaient : « *Si le gouvernement ne part pas, ça ira mal !* » Aujourd'hui, un ministre ne peut plus sortir dans la rue sans être traité de voleur. Nous ne sommes pas à l'abri d'un changement brutal et violent. Je n'aime pas ça. Il y a quelques mois, j'avais déjà alerté le gouvernement. On m'a répondu que j'at-

tisais la violence. Heureusement pour moi, le Pape François a dit exactement la même chose. Lui, c'est un homme de gauche, véritablement sérieux et en faveur des pauvres. Il peut contribuer à lutter contre les doctrines néolibérales.

Durant votre jeunesse, votre ennemie, la dictature de Salazar était physiquement identifiable. Désormais, les adversaires que vous désignez, l'austérité ou le néolibéralisme, restent abstraits. Comment voulez-vous que la jeunesse portugaise se mobilise face à quelque chose qui n'a pas de visage ?

Les jeunes Portugais doivent comprendre que ce régime ne les mène nulle part. Il est même en train de les détruire. De nombreux jeunes souhaitent gagner de l'argent facilement, et le gouvernement se dit prêt à les payer. Savez-vous que la majorité des employés de l'administration portugaise ont moins de 25 ans ? Ils sont bien rémunérés, ils mangent dans les bons restaurants, ils font ce qu'ils souhaitent sans travailler énormément. Pour ces gens-là, tout va bien dans le pays. À côté de cette minorité, il y a une foule de jeunes qui se fait arnaquer. On leur hurle clairement « *Allez-vous-en !* ». Le gouvernement veut qu'ils partent,

émigrent, fichent le camp !

Désormais, les plus grands cerveaux en devenir du Portugal sont déjà installés à l'étranger...

La gauche n'est-elle pas responsable ? L'émigration des jeunes diplômés a commencé sous le gouvernement précédent, celui du socialiste José Sócrates.

Non. Le gouvernement de Sócrates était bon. Il a réalisé des choses fantastiques : une merveilleuse réforme de l'éducation, il a protégé la jeunesse...

Pourtant, c'est sous ce gouvernement de gauche, en 2007, que les téléspectateurs de la première chaîne du pays ont désigné en prime time António Salazar comme « le plus grand de tous les Portugais », dans une émission très populaire.

Ce sont des fantaisies. Cela ne représente rien. Absolument rien.

Vu de l'extérieur, cela peut quand même paraître inquiétant...

Non. Cela veut dire qu'il existe une extrême droite au Portugal. C'est le gouvernement.

Quel bilan dressez-vous de 40 années de démocratie ?

Elles ont été excellentes. Nous avons fait du mieux que nous avons pu. On a développé nos universités. Elles rivalisent aujourd'hui avec les meilleures du monde. Nous avons établi une couverture santé nationale gratuite pour tous... Maintenant, une partie des gens paye pour se soigner. Les autres meurent sans soins. On avait tout : un vrai État social avec des syndicats revendiquant leurs droits, une bonne entente entre les syndicats, les entreprises et les banques. Maintenant, il n'y a plus rien. Les commandes sont tenues par la droite et l'extrême droite. C'est pour cela que je dis que nous sommes sur le chemin de la dictature.

Justement, qui dirige le Portugal aujourd'hui ? Pedro Passos Coelho, le Premier ministre, Angela Merkel ou la troïka ?

Le pays entier est dominé par la Troïka [Commission européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne, ndlr]. Et ces messieurs de la Troïka dépendent selon moi des marchés. Ils dirigent beaucoup notre politique et pourtant personne ne sait ni qui ils sont, ni d'où ils viennent. Monsieur Passos



L'ancien président réclame aujourd'hui « une révolution pacifique ».



AFP Image Forum

Coelho leur obéit et accepte docilement ce que lui demande Madame Merkel. Au fond, c'est elle qui impose la politique d'austérité dans notre pays.

J'ai le sentiment que notre gouvernement et notre président actuels préfèrent les marchés aux citoyens. Ils ont privatisé la Poste, vendu les principales entreprises à la Chine, et veulent privatiser l'eau. L'eau ! Vous imaginez ? Le président Cavaco Silva a déclaré que nous mettrions 25 ans à rétablir la situation économique. C'est une folie complète de dire une chose pareille. Il ne se comporte pas en président.

Quel modèle pourrait sortir le Portugal de cette situation ? En Italie, Matteo Renzi, le nouveau Premier ministre, a lancé mi-mars un plan de relance de 80 milliards d'euros en réduisant les impôts des plus pauvres.

Je ne connais pas précisément son modèle, mais voilà un homme très intéressant. Matteo Renzi, c'est un véritable homme de gauche. Je suis certain que notre pays fonctionnerait sainement si nous avions une personnalité comme lui au Portugal. D'ailleurs avec lui, ce gouvernement ne serait déjà peut-être plus en place.

Au sein du pays, il n'y a donc pas de personnalité qui pourrait incarner le changement lors des élections législatives l'an prochain ?

Il y a des milliers de socialistes qui veulent changer les choses. Vous pouvez en parler avec António Costa [Parti socialiste, ndlr] le maire de Lisbonne, ou avec Rui Moreira [PP, conservateur, ndlr], le maire de Porto. Mais, je ne peux pas me permettre de désigner une personnalité en particulier. Je suis seulement une figure historique du PS, j'ai toujours la carte

numéro un du parti, mais je ne veux pas avoir d'influence.

C'est vous qui avez négocié l'adhésion du Portugal à l'Europe jusqu'en 1986. Avec l'émigration et l'austérité, l'Europe dont vous rêviez est-elle devenue un cauchemar pour les Portugais ?

Non. Je suis pour l'Europe, je suis pour l'euro. La priorité absolue est que la Commission européenne change. Monsieur le président Barroso, qui est un Portugais, est en train de faire ses valises. Les prochaines élections européennes en mai vont désigner pour la première fois le président de la Commission par un vote citoyen. J'espère que les choses vont changer. Dans le bon sens, cela veut dire, dans le sens de la gauche.

C'est ce que vous espérez, mais en réalité, comme en France, le nationalisme est en train de monter.

Madame, cette Madame... Le Pen ? C'est ça Le Pen, elle est intelligente. Elle fait tout pour séduire les électeurs de gauche. Et pourtant c'est une femme d'extrême droite. Ça me fait mal... ✕

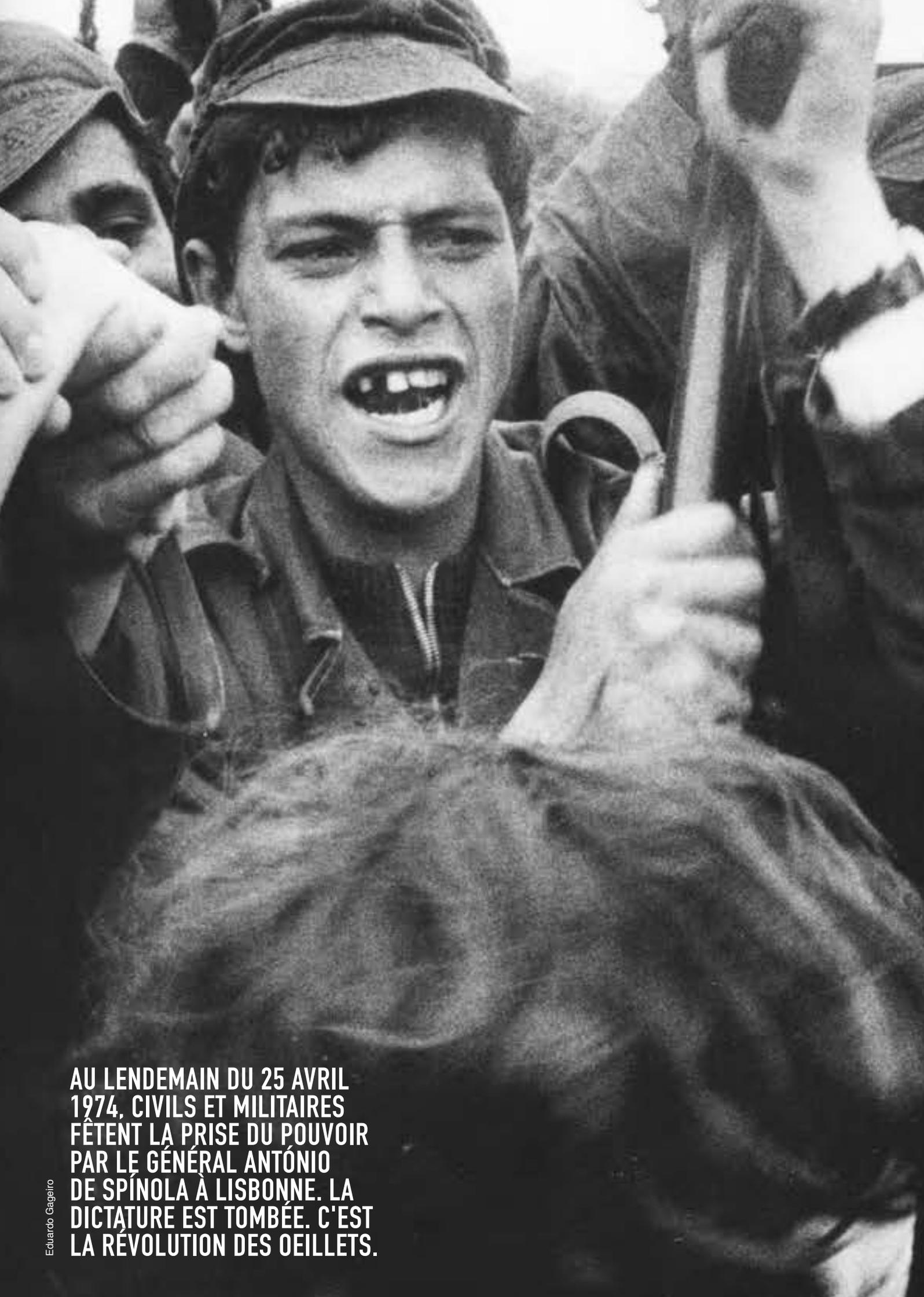
Le 12 juin 1985, il signe à Madrid l'adhésion du Portugal à la CEE. Il continue de croire à l'Europe à condition que « la Commission change ».

Mário Soares en quatre dates

- 1970. Banni du Portugal par Salazar, il s'exile à Paris et reviendra au pays en train dès le lendemain de la Révolution.
- 1976. Les deuxièmes élections législatives de l'histoire du pays le propulsent au poste de Premier ministre. Durant son second mandat

(1983-1985) à la tête du gouvernement, il négocie et obtient l'intégration de son pays à la Communauté économique européenne.

- 1986. Il devient président du Portugal et le restera jusqu'en 1996 au terme d'un second mandat.
- 2006. Il perd les élections présidentielles face à Aníbal Cavaco Silva, le candidat de la droite et président actuel, et se retire de la vie politique.



AU LENDEMAIN DU 25 AVRIL
1974, CIVILS ET MILITAIRES
FÊTENT LA PRISE DU POUVOIR
PAR LE GÉNÉRAL ANTÓNIO
DE SPÍNOLA À LISBONNE. LA
DICTATURE EST TOMBÉE. C'EST
LA RÉVOLUTION DES OEILLETS.

RÉVOLUTION DES ŒILLETS





CE QUI A CHANGÉ

TUTELLE DES HOMMES

Avant la Révolution, les femmes sont placées sous la tutelle de leur père ou de leur conjoint. Ces derniers gèrent les biens communs du foyer mais aussi les biens propres de leurs conjointes et de leurs filles mineures. Avant 1969, les femmes ne peuvent se rendre à l'étranger sans autorisation. Dans le cas d'une famille monoparentale, la mère célibataire, pourtant considérée comme le chef de famille, n'a aucune protection juridique. Les femmes devront attendre le début des années soixante-dix pour pouvoir voter, à moins d'être le chef de famille ou de disposer d'un niveau d'instruction équivalent à un cours moyen ou supérieur.

DISPOSER DE SON CORPS

De deux à huit ans de prison : la peine encourue par les femmes qui avortent sous la dictature. Les médecins n'ont pas le droit de leur prescrire des contraceptifs oraux, même à titre thérapeutique. Estimés à 100 000 par an, les avortements clandestins constituent la troisième cause de mortalité féminine avant la Révolution. Depuis 2007, les femmes ont le droit d'avorter. Entre 1970 et 2012, le nombre de médecins quintuple, passant de 8 156 à 44 000.

CARRIÈRES

Avant le 25 avril, les femmes ne pouvaient exercer une activité professionnelle sans l'autorisation de leur mari. L'accès aux carrières de magistrats, diplomates, militaires et politiciens leur était interdit. En 1974, elles ne représentaient qu'un quart des salariés. Une sur cinq travaillait à l'extérieur de la maison. Les femmes gagnaient alors 40 % de moins que les hommes.

AU TRAVAIL

Droit de grève, droit de réunion et de manifestation, création de commissions de travailleurs et libertés syndicales figurent parmi les conquêtes d'avril 1974. La Révolution instaure également le salaire minimum, le 13^e mois, la sécurité sociale pour tous, la généralisation des pensions et les allocations chômage.

■ Jean-Yves Paillé

Capitaine d'avril

À L'EXTRÊME GAUCHE DE L'ARMÉE

Otelo Saraiva de Carvalho, le capitaine de la Révolution des œillets, est entré dans tous les livres d'histoire. Il a contribué à faire tomber la dictature vieille de 48 ans. Aujourd'hui, le militaire d'extrême gauche n'a toujours pas sa langue dans la poche.

■ Texte et photo Ludivine Laniepce

Figure emblématique des grandes heures de l'histoire portugaise, Otelo Saraiva de Carvalho déambule dans les couloirs de l'Association du 25 Avril comme s'il était chez lui. À l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution, les débats et les interviews s'enchaînent à un rythme effréné. Ici, la majorité des adhérents sont des militaires. Des hommes âgés et engagés. Mais le colonel Carvalho, 77 ans, aujourd'hui à la retraite, a quelque chose en plus, avec sa gouaille toute portugaise et son français bien maîtrisé. Habité par la cause du peuple.

Lieutenant en 1960, capitaine en 1965, commandant en 1973. Cette année-là, un décret-loi accélère la promotion de civils et de miliciens au grade de capitaine dans l'armée régulière. Cette injustice, pour soutenir la guerre d'Angola (1961-1974), réveille la conscience politique des militaires de carrière comme Carvalho. En 1974, premier coup d'éclat. Il coordonne les opérations militaires qui mèneront au renversement du régime fasciste. Sous ses ordres, quelque 5 000 soldats marchent dans tout le pays pour la libération. Plus tard, il se présente à l'élection présidentielle. Avec seulement 16 % des voix, il ne rencontrera pas le succès aux urnes.

Pourtant, le colonel Carvalho n'est pas un héros lisse et des zones d'ombre entachent son parcours. Il paiera ainsi au prix fort sa proximité avec Castro, qui le sacrera hôte d'honneur en 1975. Longtemps, il a carressé l'espoir de faire du Portugal un « petit Cuba ». En 1984, il est arrêté, soupçonné d'être le fondateur d'un groupe terroriste d'extrême gauche, les FP-25. Condamné à dix-huit ans de prison en 1987, il sera libéré deux ans plus tard, et gracié en 1996. Il a toujours nié toute implication dans la bande armée.

L'HOMME DES COUPS

La controverse fait partie du mythe Carvalho. Tout au long de sa vie, il a acquis l'estime durable des figures intellectuelles, politiques et militaires de son temps. Sincère sans séduc-

tion, combatif sans autoritarisme, fier sans orgueil. L'hypersensibilité du militaire d'extrême gauche à l'injustice l'a toujours porté en avant. L'homme du coup militaire est aussi l'homme des coups verbaux. En 2012, le colonel Carvalho fait une déclaration fracassante à Lusa, l'agence de presse portugaise, en réaction à l'appauvrissement de la société. Des propos brûlants qu'il réitère aujourd'hui encore, poing sur la table, au nom de la liberté d'opinion et d'expression. « *C'est un devoir patriotique pour les forces armées de faire chuter le gouvernement, même élu par des élections libres dans une démocratie représentative.* » Un coup de tonnerre dans un pays frappé de plein fouet par la crise économique. Une plainte est immédiatement enregistrée à son encontre pour incitation à la violence. Caustique, il se souvient avoir téléphoné au procureur général de la République. Un ami. « *Je viens de prendre connaissance de la plainte. Alors, quand viendrez-vous m'arrêter ?* », ironise-t-il au bout de la ligne. Après quelques rires gênés, il s'entend dire que « *Monsieur le colonel ne sera pas inquiet, car tout ça, c'est bon pour la poubelle.* » Le coup militaire du 25 avril a été une responsabilité lourde de conséquences. « *J'en éprouve une certaine fierté, bien sûr, mais aujourd'hui je me sens coupable. Certains disent qu'au moins, sous le régime de Salazar, il y avait un peu plus de travail. C'est terrible d'entendre ça maintenant.* » Un constat amer pour celui qui s'est battu pour la liberté de son peuple et la démocratie participative. Après la Révolution, le colonel Carvalho continue d'occuper des terres et de réquisitionner des maisons pour les remettre aux paysans et aux pêcheurs. Il participe également à la formation de commissions de travailleurs, dans les usines et les campagnes. Aujourd'hui, le peuple semble lui échapper. Les mentalités ont changé. Mais pour autant, pas question de sortir de l'Union européenne, même si le Portugal semble être redevenu un pays auquel on porte moins d'attention à Bruxelles. « *L'adhésion à l'Union européenne et à la zone euro a été fructueuse. Le moindre mal est d'y rester. La sortie serait plus tragique encore.* » ✕



**« C'EST UN DEVOIR
PATRIOTIQUE POUR
LES FORCES ARMÉES
DE FAIRE CHUTER LE
GOUVERNEMENT. »**

 Otelo Saraiva de Carvalho

Ô GRÂNDOLA

Trois générations, trois personnalités, reviennent ensemble sur la chanson qui a donné le signal de l'insurrection en 1974.

■ Texte Géraldine Robin, photos Morgane Thimel

À l'Association José Afonso (AJA) de Lisbonne, trois personnes débattent du personnage. José Afonso, surnommé Zeca, est le compositeur de *Grândola, Vila Morena*, l'hymne de la Révolution. Diffusée à la radio le 25 avril 1974, à minuit, elle signala le lancement des opérations par les militaires. Quarante ans après, ce chant n'a rien perdu de sa portée révolutionnaire. En 2013, il fut entonné à l'Assemblée nationale, lors de la présentation du nouveau plan d'austérité. Désormais, il est repris par les manifestants. Hier l'Estado Novo, aujourd'hui la Troïka. Et toujours, cette chanson convertie en hymne, en ode à la liberté. Une arme sonore et pacifiste, gravée dans l'imaginaire portugais.

Anália Gomès, 59 ans, présidente de l'AJA, témoin de la Révolution à 19 ans

« La chanson a été composée en 1964, mais son message est toujours d'actualité. Afonso a choisi d'évoquer Grândola, car c'est une ville profondément communiste, où beaucoup d'habitants ont été persécutés. Ils vivaient dans une extrême pauvreté, c'était majoritairement des paysans journaliers. Et quand Zeca y est allé pour un concert, il a été très touché par cet esprit d'entraide, de fraternité qui régnait dans la bourgade. Cela se retrouve dans les paroles qui évoquent la solidarité, l'amitié. On peut l'interpréter comme un message de propagande politique, mais pour moi, ce n'en est pas un. Il faut savoir que c'était la seconde chanson diffusée à la radio confirmant le lancement de la Révolution ! La première était un titre banal de l'Éurovision, diffusée à 23 h, connu de tous, pour n'éveiller aucun soupçon. »

João Barroso, 35 ans, sur les traces de ses parents engagés

« Cette chanson, c'est un peu comme *Get Up Stand Up* de Bob Marley. Le message est clair : le pouvoir doit être entre les mains du peuple. La première fois que Zeca l'a chantée, c'était en 1973, à Saint-Jacques-de-Compostelle. Juste après la première tentative avortée de révolution, alors que les années de guerres coloniales avaient épuisé les ressources économiques et humaines du pays. Elle m'a beaucoup marquée, mes parents l'écoutaient quand j'étais enfant. Ils m'ont expliqué les paroles. Elle ne m'a jamais quittée. »

Rui Mota, 68 ans, co-fondateur de l'AJA, en exil à Amsterdam au moment de la Révolution

« C'est le symbole de la fin d'une dictature pour les gens de ma génération. Le début de la liberté, du droit de se rassembler, de se rencontrer. Nous avons créé l'association en 1987, peu de temps après la mort de Zeca, pour célébrer son héritage. Je ne lui ai jamais parlé directement, mais il était, paraît-il, très attachant. C'était un intellectuel : compositeur, professeur de philosophie et d'histoire, poète... et un grand humaniste. » ✕

*Grândola, ville brune,
Terre de fraternité,
Seul le peuple ordonne
En ton sein, ô cité,
En ton sein, ô cité,
Seul le peuple ordonne,
Terre de fraternité,
Grândola, ville brune,
A chaque coin un ami,
Sur chaque visage, l'égalité*

www.youtube.com/watch?v=galWqy4e7ls



Thierry Monasse via AFP



QUAND BARROSO ADMIRAIT MAO

José Manuel Barroso était un des leaders étudiants d'extrême gauche à la faculté de Lisbonne après la Révolution. Le président de la Commission européenne est passé en quelques années du maoïsme le plus dur au libéralisme le plus souple. Itinéraire d'un opportuniste.

■ Jean-Yves Paillé & Thomas Saint-Cricq

Étape 1 : un tribun d'exception

7 novembre 1974. Le monde étudiant lisboète est en effervescence. Dans des assemblées générales surchauffées, il conspu les derniers partisans du régime fasciste encore au pouvoir sept mois plus tôt. Ce jour-là, les révoltés découvrent en José Manuel Durao Barroso, 18 ans, un tribun envoûtant. Ana Gomes, ex-membre de la Fédération étudiante affiliée au Mouvement de réorganisation du parti prolétarien (MRPP), un parti maoïste, se souvient : « Ce jour-là, mes camarades l'ont vu à la tribune pour la première fois. Ils étaient impressionnés. Ils s'exclamaient : "C'est qui ce gars ?!" »

Aux élections étudiantes, le parti maoïste place le jeune homme sur sa liste. Le fougueux étudiant en première année de droit monte rapidement en grade. « Sa détermination totale, sa connaissance du mouvement des masses et sa tactique aboutie » lui permettent de prendre en quelques mois la tête de la Fédération. C'est un révolutionnaire acharné. « On ne peut pas dire que l'esprit d'ouverture était son truc, il était toujours dans la droite ligne du

parti », sourit Fernando Rosas, l'un des fondateurs du MRPP, aujourd'hui professeur d'histoire à l'Université de Lisbonne.

Le jeune Barroso est un dur. À 19 ans, il harangue les foules et fait voter des purges, c'est-à-dire l'expulsion de professeurs proches du régime de Salazar. « Il allait parfois encore plus loin. Mais l'État ne reconnaissait pas la légitimité de ses décisions », détaille Garcia Pereira, un autre historien du parti maoïste.

Dans les réunions du MRPP, Barroso lit les textes de Mao, Lénine et Marx. Il se forge une culture politique en béton. À défaut d'être « un grand théoricien » selon Rosas, il est toujours dans l'action. L'enseignant se souvient de Barroso déboulant au volant d'un camion rempli du mobilier de la faculté de droit pour décorer les locaux des camarades maoïstes. Mais là, ça ne passe pas. « L'expropriation prolétarienne » justifiée par Barroso est refusée par ses amis. L'étudiant frustré doit rendre fissa les meubles à l'université.

Étape 2 : des amitiés « douteuses »

Barroso l'a décidé : il ne donnera pas sa vie à la Révolution. Il est d'ailleurs exclu du MRPP en 1979. Pour Garcia Pereira, actuel leader du parti maoïste, ce départ s'explique par des amitiés douteuses que l'étudiant avait nouées à l'époque. Avec Pedro Santana Lopes, par exemple, alors leader du MID, un mouvement étudiant d'extrême droite. Autre piste expliquant ce changement de cap : à la fin des années 1970, Barroso doit se rendre au chevet de son père dans un hôpital londonien. Malade d'un cancer, ce fervent monarchiste aurait demandé à son fils d'arrêter « ses bêtises ».

En 1979, donc, José Manuel Barroso mise sur un nouveau cheval. Le pays s'engage dans la voie démocratique. L'ancien maoïste rejoint le PSD en 1980, un jeune parti de centre droit qui vient d'accéder au pouvoir grâce à une coalition. Barroso, 24 ans, reprend le cours de son ascension. La droite, éclatée au temps de la Révolution, a besoin de cadres. La formation politique de Barroso au MRPP, faite de rigueur et d'efficacité, lui permet aussitôt de graver les échelons.

Les témoins de l'époque résu-

ment aujourd'hui cette activité d'un seul mot : ambition. 40 ans plus tard, Garcia Pereira rit... jaune : « C'était un passager fortuit de la Révolution. Il n'a pas retiré les avantages qu'il pensait obtenir de son passage chez nous. Il a vite compris que ça ne marcherait pas. » Ana Gomes se souvient de ses retrouvailles avec l'ex-révolutionnaire au printemps 2002. Alors ambassadrice en Indonésie, elle lui annonce sa décision de rejoindre le Parti socialiste. Question d'idéal. Barroso ironise : « L'idéologie, qu'est-ce que c'est que ça ? Écoute-moi, l'important c'est une structure pour arriver au pouvoir ». Et de renchérir : « Viens au PSD, tu auras tout ce que tu voudras ! »

Étape 3 : sur les bords du Lac Léman

Nous sommes en 1980. Son bureau est celui de Lénine. Ou presque. José Manuel Barroso étudie depuis un an les Sciences politiques à l'Université de Genève. Depuis le 3^e étage qui surplombe la brasserie Landolt, le café refuge de Lénine durant son exil suisse, le jeune Barroso prépare les cours de méthodologie qu'il dispense aux étudiants de première année. Le « petit Portugais » partage son antre avec le professeur Dusan Sidjanski. Le chercheur serbe, chantre du fédéralisme européen, a choisi Barroso comme assistant parmi vingt autres prétendants. « C'était le meilleur », assure aujourd'hui le vieil universitaire. Barroso reste quatre ans sur les bords du Léman. Il laisse le souvenir d'un homme « calme, ouvert et très discret ». Aux côtés de son mentor, il se lance dans un nouveau combat, la construction européenne.

Épilogue

Barroso goûte au pouvoir, le vrai, une première fois en 1985. Dans son pays natal, il est nommé secrétaire d'État à l'Administration, sur recommandation d'un jeune du PSD. Son ami et ancien rival Santana Lopes. Une accession au sommet logique pour « un intellectuel très fin, un homme pluripolitique », selon Sidjanski. Un homme, surtout, qui ne rêve que de ça.

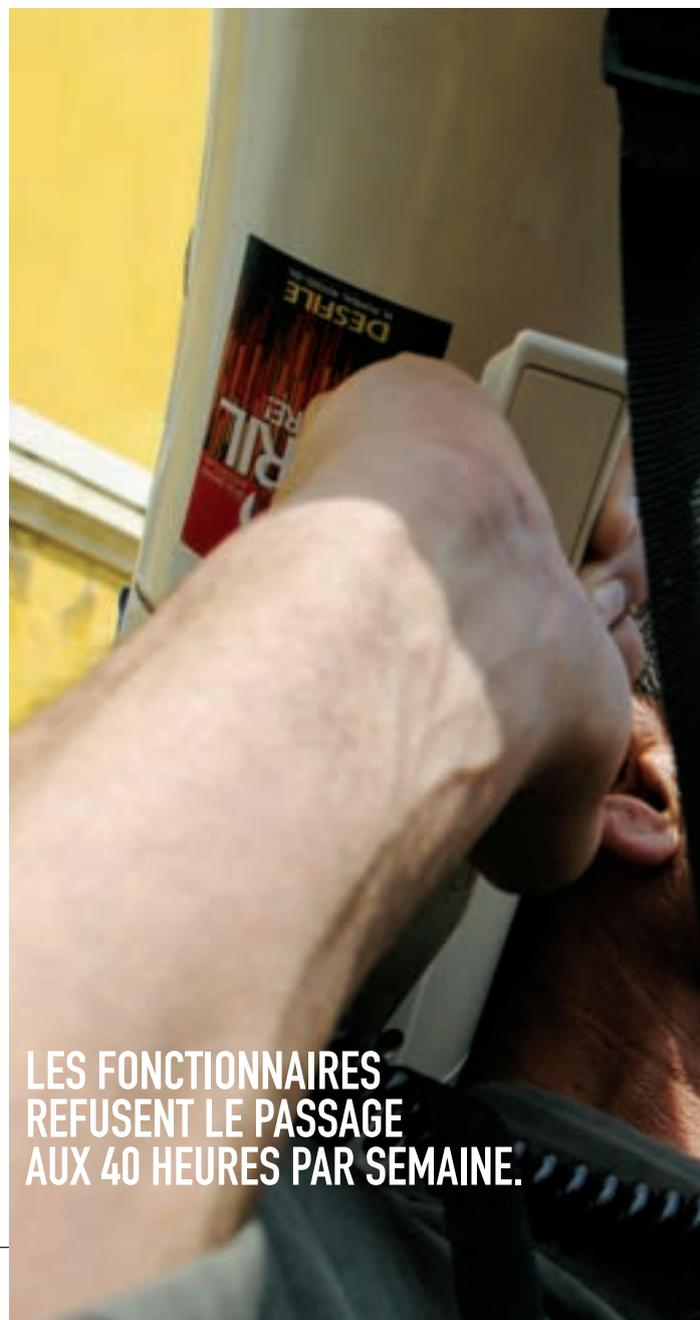
Barroso sera finalement nommé Premier ministre en avril 2002. L'Européen convaincu mène alors une politique atlantiste, soutenant Tony Blair et George W. Bush dans la guerre d'Irak. Aujourd'hui, l'actuel président de la Commission européenne serait, selon ses proches, très ami avec Vladimir Poutine. Mais il n'est pas à un grand écart près. ✕



TOUS LES JOURS, LES PORTUGAIS MANIFESTENT À LISBONNE. MAIS GARDENT LE SOURIRE FACE À L'AUSTÉRITÉ.



LES RETRAITÉS VEULENT SAUVER LEUR PENSIONS.



LES FONCTIONNAIRES REFUSENT LE PASSAGE AUX 40 HEURES PAR SEMAINE.



LES INSPECTEURS DE
SÉCURITÉ SANITAIRE
DÉFILENT CONTRE LES
COUPES DES SALAIRES.

LES PROIES DE L'AUSTÉRITÉ

Déprimés ou révoltés, les jeunes n'espèrent plus rien de Bruxelles. Depuis 2011, les prix augmentent et les salaires baissent. En échange de leurs milliards, l'Europe et le FMI imposent un programme de sacrifices sociaux.

■ Textes et photo Yoann Boffo

Les drapeaux s'agitent, les sons crachent slogans et chants révolutionnaires. Chaque jour, la capitale portugaise et son million d'habitants bruissent d'une nouvelle colère. Les policiers un jour, les artisans le lendemain envahissent la place du Commerce pour crier leur mécontentement sous les fenêtres du ministère des Finances. Par corps de métier ou tous ensemble, la cible est toujours la même : la politique d'austérité imposée par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne, la Commission européenne et appliquée par le gouvernement. Le 28 mars, Journée nationale de la jeunesse, les moins de 35 ans sont descendus dans la rue pour demander « le droit de vivre et travailler avec des droits dans leur pays ». Comme chaque année depuis six ans.

Rafael Louro était dans le cortège. Le jeune homme cache sa timidité derrière des sourcils broussailleux et une barbe naissante. Il est employé au Bureau des Finances. Comme les autres fonctionnaires, il est en première ligne face à la réduction des dépenses publiques. Aujourd'hui, il travaille plus longtemps qu'il y a quatre ans pour un salaire inférieur. Son revenu brut est passé de 1200 € à 900 €. Au fil des années, son quotidien se dégrade. Sans l'aide de ses parents, il finirait le mois les poches vides. « *Pourtant, je gagne plus que la majorité des fonctionnaires* », tient-il à préciser. Le bulletin de salaire des employés de l'État est le plus souvent compris entre 500 et 600 €. Celui d'Anabela Larenjeira, institutrice en début de carrière, est à peine supérieur. Avec 800 €, la jeune

femme aux traits fins et au visage constellé de tâches de rousseur dénonce la dévalorisation de l'éducation dans son pays. Sa voix est pleine d'amertume. « *On est bien loin de la promesse de développement formulée par l'Europe à notre entrée dans l'Union en 1986.* »

La hausse des impôts taille aussi sévèrement les salaires. Les fiches de paie de tous les travailleurs se sont allongées. De nouvelles lignes dédiées aux retenues sur salaire sont apparues. En 2012, ce type de taxe n'existait pas. Aujourd'hui, chaque travailleur verse 11,5 % de son salaire à l'État. Le salaire net de Rafael atteint 796 € et celui d'Anabela 708 €. Depuis 2011, le Portugal est sous perfusion internationale. 78 milliards d'euros, prêtés par l'Europe et le FMI, doivent être injectés dans l'économie du pays pour combler la dette publique qui s'élève à 128,8 % du PIB. En contrepartie, la prescription est sévère : une réduction des dépenses publiques d'au moins 4,8 milliards d'euros avant 2015 pour revenir à un déficit public inférieur à 3 %. Les effets s'en ressentent en permanence. Les impôts augmentent, les salaires baissent et l'accès à l'emploi est chaque jour plus difficile. La jeunesse en est la première victime.

Gagner moins, payer plus

Les privations sont désormais le lot quotidien de la plupart des Portugais. Les taxes se sont ajoutées à l'inflation pour peser sur l'ensemble des prix. La plupart des biens vendus au Portugal sont aujourd'hui importés. Finies les sorties au restaurant ou au cinéma dont

le ticket d'entrée a bondi de 3 à 6 € en deux ans. L'augmentation des dépenses incompressibles laisse peu de place aux loisirs. Pour venir travailler à Lisbonne, Rafael prend le train tous les jours. Son abonnement mensuel est passé de 29 € par mois à 39 € pour un service moins efficace. Des lignes disparaissent, l'attente s'allonge. Il est de plus en plus difficile de gagner la capitale depuis la banlieue. Encore plus pour les régions environnantes. Certains jours il n'y a qu'un seul bus pour venir depuis l'Alentejo, le sud du pays. Et se loger à Lisbonne est presque impossible pour la plupart des gens. Le prix de la location en T1 est en moyenne de 400 € quand le salaire minimum est de 485 €. Le lieu d'habitation est devenu un critère discriminant à l'embauche.

Une précarité oubliée refait surface. Pour échapper à la hausse des impôts, les entreprises recourent massivement aux *recibos verde*, ou reçus verts. Ce contrat n'est pas sans rappeler le statut d'auto-entrepreneur français. Mis en place sous Salazar et tombé en désuétude, il fait un retour en force. L'employé devient un prestataire de service en contrat avec une entreprise pour une durée déterminée et souvent très courte. Toutes les charges salariales sont réglées par l'employé. Les sociétés usent et abusent du *recibo verde* en transformant des postes pérennes en missions successives confiées parfois à la même personne pendant plusieurs années. Un travailleur sur cinq est engagé sous le régime du reçu vert. L'État en emploie environ 160 000, en majorité des jeunes.

Les études ne sont plus un refuge contre le chômage. Le niveau de diplôme est en chute

 **40H**
Le temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires a augmenté. Pas leur salaire. Les travailleurs de la fonction publique effectuent maintenant un travail de 40 h payé 35 h.

 **+20€**
Malgré la hausse des cotisations de sécurité sociale, le prix de la consultation médicale généraliste a bondi de 5 à 25 €. Tous les examens hospitaliers sont également à charge totale du patient.

+200%
 Le prix de six œufs est passé de 0,50 € à 1,50 €. Depuis 2012, les prix des biens de consommation ont explosé sous le double effet de l'inflation et des mesures d'austérité.



Pour Anabela et Rafael, il faut revenir à l'idéal de la Révolution des œillets.

libre depuis la mise en place de la politique d'austérité. Le Portugal est désormais le pays européen qui investit le moins dans l'éducation. Les universités publiques, dont la gratuité est normalement garantie par la Constitution, affichent maintenant un droit d'entrée d'au moins 1000 € par an. Des bourses, aux critères drastiques et au versement aléatoire, permettent tout juste de couvrir cette somme. Beaucoup d'étudiants renoncent aux études supérieures. L'argent récolté à l'inscription permet de compenser les coupes budgétaires mais la mise en place des frais a entraîné une chute sans précédent du nombre d'étudiants. Et donc de la principale source de revenus des universités. La faculté d'Architecture de Lisbonne est déjà victime de ce cercle vicieux. Elle n'est plus en mesure de rémunérer ses salariés.

Achever la révolution

Face au matraquage, beaucoup de jeunes choisissent l'exil. Entre 2012 et 2013, la population active a diminué de 1,8 % sous le coup de l'émigration. Rafael ne s'imagine pas vivre loin de son pays, de sa famille. Il explique

pourtant que son ex-femme a déjà sauté le pas : « Elle se rend en Andorre six mois par an pour la saison touristique. Elle cumule plusieurs emplois saisonniers et travaille 16 h par jour pour améliorer son quotidien le reste de l'année. »

Pour Anabela, le salut est dans le combat. La jeune institutrice n'attend plus d'amélioration en provenance de Bruxelles mais elle reste déterminée. « L'austérité est un programme d'agression du Portugal. Il faut y résister. » Son souhait le plus cher est de retrouver les valeurs de la révolution du 25 avril 1974. Avec l'avènement de la démocratie, le pays a connu un formidable élan social. De la mise en place d'un système de santé à la création d'un droit du travail, les conditions de vie se sont considérablement améliorées. Une euphorie depuis longtemps oubliée. La jeunesse portugaise regarde aujourd'hui vers le glorieux passé de ses parents pour construire son avenir. Rafael ose même l'analogie avec le présent : « L'Europe impose au pays une situation sociale proche de celle des années Salazar. La Révolution des œillets est inachevée. Il faut retrouver son souffle. » Le 28 mars, la manifestation nationale pour la jeunesse est partie du quartier général des militaires révolutionnaires de 1974. Tout un symbole. ✘

**L'AUSTÉRITÉ
EST UN
PROGRAMME
D'AGRESSION
DU PORTUGAL.
IL FAUT Y
RÉSISTER.**

✉ Anabela Larenjeira

+55%

Les mesures décidées par l'Europe et le FMI ont fait augmenter le prix d'un aller simple dans le métro lisboète de 0,90 € à 1,40 € en l'espace de deux ans.



38%

C'est le pourcentage de jeunes qui renoncent à des études supérieures faute de moyens financiers. L'université publique est devenue payante et les bourses se sont réduites.



485€

Le montant du salaire minimum n'a plus été revalorisé depuis 2011. Une première depuis la Révolution des œillets en 1974.

LE BANQUIER AMI DES FASCISTES

Ricardo Ribeiro Do Espírito Santo Silva fut le plus illustre patron de la banque qui porte son nom. Pendant trente ans, il n'a pas hésité à s'appuyer sur les nazis et sur Salazar pour accroître sa fortune.

■ Jean-Yves Paillé

Nous sommes la banque de tous les régimes. » En 1991, cette déclaration assez stupéfiante de Ricardo Salgado, actuel dirigeant du groupe financier Espírito Santo, résume l'histoire trouble de l'entreprise née en 1869. Il faut dire que le plus vieux banquier en activité du pays a de quoi tenir. Son grand-père, Ricardo Ribeiro Do Espírito Santo Silva, a fait la fortune de la famille en fricotant avec les nationaux-socialistes qui ont étendu leur hégémonie sur l'Europe durant les années 1930 et 1940. Aujourd'hui, la Banque Espírito Santo, qu'on appelle plus couramment la BES, est le premier établissement privé du pays, avec un capital propre de plus de sept milliards d'euros. Installé dans les secteurs de la santé et des assurances, le capital détenu par Ricardo Salgado doit son développement exponentiel à cet aïeul aux fréquentations douteuses. Grâce à une vision des affaires dénuée d'éthique, la petite banque d'échange monétaire qui ne disposait que d'une modeste affaire espagnole de loterie est devenue un des plus puissants groupes du pays. Mais comment ?

Des nazis en or

L'enfer de la crise de 1929 est passé. À la fin des années 1930, les portes du paradis de la rentabilité s'ouvrent à Ricardo Espírito Santo. Pour ce faire, il développe l'entreprise familiale par tous les moyens. Le champion de golf, bel homme élancé, ne cache pas ses sympathies idéologiques pour le national-socialisme, même si sa femme

est juive. Durant la guerre civile espagnole, Ricardo investit dans les armes de guerre à destination des nazis.

En 1940, il n'hésite pas à sortir de son rôle de banquier pour endosser un costume original : agent de renseignement d'Hitler. Dans son chalet de Cascais (Algarve), il accueille son ami l'ex-roi Edouard VIII, en exil à Lisbonne pendant plusieurs semaines. Ce dernier renonce à la couronne d'Angleterre en décembre 1936. Raison officielle : sa relation décriée avec une actrice américaine roturière. Raison officieuse : comme Ricardo Espírito Santo, le nazisme trouve grâce à ses yeux. Une aubaine pour Hitler. Le *Führer* espère remettre l'ex-roi sur le trône pour favoriser une potentielle occupation de l'Angleterre. Raté. Le prince de Galles cède à la pression des diplomates anglais et accepte à contrecœur de partir pour devenir gouverneur des Bahamas. « *L'agent Espírito Santo* », comme l'appelle l'ambassadeur d'Allemagne au Portugal, a tout fait pour que les désirs d'Hitler deviennent réalité en jouant l'intermédiaire entre les deux parties. Mais le banquier n'a pas tout perdu. Il a avancé ses pions affairistes.

En 1941, il passe à la vitesse supérieure. Il multiplie les financements dans l'arsenal militaire, convaincu que la *Wehrmacht* gagnera le conflit. En échange, les nazis le laissent spéculer et profiter des retombées économiques des produits vendus au marché noir. Ricardo s'associe avec la *Reichsbank*, la banque centrale allemande. Il l'aide à installer une antenne au Portugal, contre un flot d'escudos, la monnaie locale que Ri-

cardo envoie faire fructifier outre-Rhin. Les investissements s'avèrent on ne peut plus rentables. Mais pour ne pas froisser Salazar, le patron de la BES souffle le chaud et le froid. Il commerce aussi avec les Anglais. Il le sait, l'alliance traditionnelle avec l'Angleterre ne doit pas être remise en cause : elle constitue un pilier de la sacro-sainte neutralité portugaise dans le conflit. Pourtant, pour l'ambassadeur britannique du Portugal, Ricardo a choisi de se placer d'un côté bien précis de la barricade. « *Ses transactions sont telles qu'elles menacent la neutralité du Portugal* », déclare-t-il. Espírito Santo sent que le vent tourne en 1942. Désormais, tous les partenaires l'intéressent. En février 1943, proches de tomber entre les mains des alliés, plus de 200 kg de lingots allemands de 12 kg chacun, frappés de la croix gammée, sont rachetés par le banquier à bas prix. Un or volé aux juifs et aux banques centrales. Il le fait fondre, le transforme en barres d'un kilo, les stocke avant de les revendre à l'international. Comme si de rien n'était. De 1940 à 1945, l'action du groupe quadruple. Une période en or. À ses nombreux détracteurs, Ricardo répète : « *Je fais d'abord de l'argent* ».

Pour l'amour du dictateur

Concernant les rapports purement nationaux, le coup de foudre amical et idéologique a lieu lorsque Salazar et Ricardo Espírito Santo se sont rencontrés en 1935. Une admiration réciproque naît. Elle se traduira par vingt ans d'amitié sans ombre. Une période faste pour le patron de la BES qui devient la principale figure économique du pays. Le grand chef se gargarise de ses résultats annuels qui explosent au début des années 1950.

Salazar rencontre régulièrement les patriarches des grandes familles économiques portugaises, avec lesquelles il entretient des relations cordiales. Ricardo Espírito Santo, lui, est plus qu'un simple comparse ; c'est un frère jumeau. Presque tous les dimanches, vers 17 h, il retrouve le président dans sa majestueuse résidence. Son amour de l'art, qui lui vaut le surnom de prince de la Renaissance, la politique, la vie de famille... Autant de sujets qui alimentent ses discussions intimes avec le dictateur. Espírito Santo devient les yeux et les oreilles de Salazar. Il est son homme, son espion. Le banquier surveille discrètement les puissantes familles lisboètes que Salazar veut à sa botte. Les deux hommes ne se quittent jamais. Leur relation les amènent à entretenir une correspondance régulière lorsque l'un d'eux part en vacances. Espírito Santo le sait : il n'est pas et ne sera jamais l'égal de l'homme le plus craint du pays. Il excelle dans la flagornerie ; en devient obséquieux. « *Votre personne est la preuve que l'homme est à l'image de Dieu* », écrit-il. Derrière l'amitié

SES TRANSACTIONS MENACENT LA NEUTRALITÉ DU PORTUGAL.

☞ L'ambassadeur d'Angleterre au Portugal à propos d'Espírito Santo

VOTRE PERSONNE EST LA PREUVE QUE L'HOMME EST À L'IMAGE DE DIEU.

✉ Ricardo Espírito Santo
dans une lettre à Salazar

sincère, Ricardo n'en est pas moins calculateur. Il sait encore mieux maintenir l'équilibre entre relation intime et intérêts économiques bien compris.

« Élément dangereux »

Le banquier voit juste. Dans les coups durs, il peut compter sur son ami dominant. Les transactions d'Espírito Santo avec les nazis ne sont pas passées inaperçues. À la libération, c'est le revers de fortune. Ricardo est interdit de séjour aux États-Unis et en France. Le 27 avril 1945, à quelques semaines de la fin de la guerre, le financier s'en rend compte... lorsqu'il passe la frontière française. La police l'arrête, le qualifie « d'élément dangereux ». Ricardo est mis en garde à vue. Quatre heures plus tard, Salazar est au courant de l'incident. Il intervient en personne, sans tarder, auprès des autorités françaises. Ricardo ne "croupira" qu'un jour et demi en prison. Il en ressort très affecté, mais reconnaissant. De retour au pays, il se lance dans une nouvelle croisade. Le voilà dans le rôle d'un des dirigeants de la Légion portugaise, milice paramilitaire qui a pour objectif de combattre la menace communiste et anarchiste. Discret, comme le désire Salazar, il n'hésite pourtant pas à parader lors des défilés de la Légion. Il y arbore fièrement sa chemise verte de fasciste. Pas pour longtemps. Il meurt foudroyé par une attaque cardiaque, à 55 ans, le 2 février 1955. Le décès émeut profondément le fidèle Salazar. Lui qui se fait d'ordinaire rare aux obsèques des puissants fait une exception. Il suit le cercueil de son éternel compagnon. « *La possibilité de sa mort ne m'avait jamais traversé l'esprit. Je me réveille dans une réalité douloureuse* », pleure-t-il. Fort heureusement, la banque Espírito Santo, elle, a toujours le cœur et les artères solides. ✕

Archives historiques de la banque Espírito Santo



UNE DES RARES
PHOTOS DE SALAZAR
(À GAUCHE) AVEC
SON AMI RICARDO
ESPÍRITO SANTO.

LE FESTIN DES INSATIABLES

Parfois, l'histoire bégaye. Jusqu'en 1975 le Portugal se servait allégrement dans les ressources de sa colonie angolaise. Aujourd'hui, le pays, en crise, se vend corps et âme à une dictature richissime. Un groupe d'entrepreneurs angolais, proche du président africain Dos Santos, rachète une à une les entreprises clés du pays.

■ Damien Renoulet et Yoann Boffo

Sac de marque à la main, montre en or clinquante au poignet, apprêtés avec soin, ils ont envahi l'avenue de la Liberté. Industriels, banquiers, hommes et femmes d'affaires : ce sont les nouveaux visages de l'Angola. « Leur présence est très récente », peut-on entendre en remontant l'artère centrale de Lisbonne. La plupart réside à une demi-heure de la capitale, à Quinta da Marina. Une ville dans la ville où se concentrent de somptueuses villas plantées face à l'océan. La route aux allures de vermicelle s'enroule autour de bâtisses de plusieurs étages accrochées à flanc de colline.

Des demeures aux courbes ultra-modernes, des espaces de verre alternant avec des cubes de béton, le gazon coiffé à ras et les haies taillées au cordeau : tout ici respire l'opulence. Des caméras de surveillance sont installées à l'entrée des maisons. Du fil barbelé parfois. Seul le bruissement du vent, musical et chantonnant, rompt le silence. Plus haut, des hôtels de grand standing côtoient des terrains de golf. Dans ce décor de carte postale, des Angolais sont là pour le business. Et depuis quelques mois, Lisbonne leur fait les yeux doux.

15 milliards d'investissements

Le Portugal respire même à pleins poumons l'air angolais. Les investissements débarquent en masse sur les rives du Tage et se multiplient. L'ancienne colonie place ses pétrodollars dans plus d'une vingtaine de sociétés portugaises, côtés ou non, allant de Galp

(pétrole), aux banques (BCP, BPI), en passant par les télécoms (Unitel). Récemment, de généreux mécènes ont jeté leur dévolu sur d'importants médias.

La liste est longue comme le pont Vasco da Gama. C'est le cas d'Alvaro Sobrinho, un homme d'affaires, qui s'est emparé, via sa holding Newshold, d'actifs prestigieux dans

le secteur des journaux en crise. Son dernier jouet : l'hebdomadaire Sol et le quotidien I. António Mosquito trône également en bonne place. Cet industriel, proche d'Isabel dos Santos, la fille milliardaire du président angolais, s'est offert en novembre dernier 27,5 % du groupe de presse Controlinveste. Jamais rassasié, celui-ci lorgne aujourd'hui sur la chaîne privée TVI. « Ces derniers achats sont probablement effectués avec les capitaux de la présidence », avance Jorge Costa, l'un des dirigeants du Bloc de gauche (*Bloco de Esquerda* en portugais, BE).

Le contrôle des médias est une façon d'asseoir le pouvoir de Luanda sur son propre pays et son image au Portugal. L'investissement se chiffrerait entre 10 et 15 milliards d'euros.

Machine à laver l'argent sale

Une majorité de proches du président angolais s'active ainsi

dans l'ombre. Malgré les suspensions, les interrogations, l'Union européenne acquiesce sans sourciller. « L'UE ne bouge pas notamment parce que Barroso est président de la Commission et qu'il est très lié à l'Angola. Principalement par la Banque Espírito Santo qui a financé son stage à Washington à l'université de Georgetown après son premier poste au gouvernement », explique l'eurodéputée PS Ana Gomes. Heureux hasard, le MPLA, le parti au pouvoir en Angola, occupe la vice-présidence de l'Internationale socialiste. Ses membres côtoient des chefs d'État comme François Hollande. Se doter d'une façade honorable s'inscrit dans une stratégie visant à légitimer des mouve-



Damien Renoulet

Un havre de paix pour Angolais fortunés : Quinta Da Marina, son golf et ses fils barbelés.

A photograph showing two men in dark suits and red ties walking on a green lawn. The man in the foreground is older, with grey hair, and is looking down. The man behind him is younger, with dark hair, and is also looking down. They are walking from left to right. The background is a bright green lawn.

MARS 2009, PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE D'UN PRÉSIDENT ANGOLAIS À LISBONNE DEPUIS L'INDÉPENDANCE. L'ANCIENNE COLONIE EST DEVENUE UN PARTENAIRE VITAL.

ments de capitaux. « *Le Portugal est le seul pays d'Europe qui se trouve utilisé par l'élite économique de son ancienne colonie comme un point d'appui pour l'accumulation et le recyclage de devises.* » explique Jorge Costa.

Le pays servirait ainsi de plaque tournante au blanchiment d'argent. Une façon également pour l'élite d'assurer ses arrières dans l'hypothèse d'un brutal changement politique. Ces fonds sont ensuite réinjectés dans le système bancaire international. Les Angolais s'approprient ainsi des parts de marché précédemment conquises par les entreprises portugaises, ainsi que leurs technologies. « *Une fois leurs achats effectués, ces derniers tournent le dos au marché portugais et s'orientent vers le reste du monde. Les autres nations acceptent l'argent angolais avec réticence. En passant par des entreprises portugaises, cet argent gagne en respectabilité.* » Confronté à des difficultés économiques d'une ampleur inédite, le gouvernement Coelho réfrène ses critiques. « *Personne n'en parle car tout le monde s'est mis à gagner de l'argent. Avec la crise, le Portugal est devenu encore plus dépendant de l'argent sale.* » D'autant que les bienfaiteurs angolais se

montrent généreux : nombre d'anciens ministres siègent au conseil d'administration de leurs entreprises.

Bouche cousue

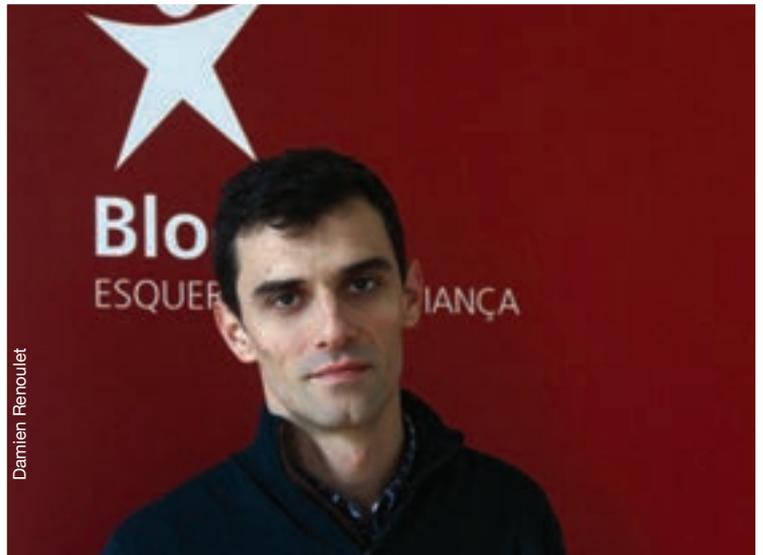
Cette situation de dépendance embarrasse tout de même Lisbonne. À la moindre entorse, Luanda montre les dents. En septembre dernier, Rui Machete, ministre des Affaires étrangères, se voit contraint de présenter des excuses diplomatiques après une enquête sur un officiel angolais. La presse portugaise crie à la subordination. Deux mois plus tard, quatorze députés atterrissent à Luanda pour tenter de décrier les relations tendues entre les deux pays. À l'exception du Bloc de gauche, toutes les formations politiques font le déplacement. L'affaire sera finalement classée. Dans cette valse des capitaux, aucun emploi supplémentaire n'est créé. Aucune innovation supplémentaire ne pointe le bout de son nez. Lisbonne encourage même la fuite de ses cerveaux en bande organisée vers... l'Angola. ✕

Rui Machete est accusé de subordination à la présidence angolaise par des médias.

Le député Jorge Costa, dénonce la mainmise de l'Angola sur le Portugal.



Patricia De Melo Moreira via AFP image forum



Damien Renoulet

QUAND LES COURBES SE CROISENT

Le cours de l'Histoire s'inverse entre le Portugal et son ancienne colonie. Cet État du sud-ouest de l'Afrique, dirigé d'une main de fer par la famille Dos Santos, est dopé par une croissance vertigineuse : 15 % en moyenne depuis le début des années 2000. C'est surtout l'un des pays les plus corrompus du monde (153^e place sur 176 au classement de Transparency International). 70 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Le Portugal, lui, est englué dans une crise économique profonde. Son taux de chômage avoisine les 17 %, sans oublier une récession aggravée par une politique d'austérité musclée. En 2013, sa balance commerciale envers Luanda a versé dans le rouge pour la première fois. Lisbonne importe aujourd'hui davantage de pétrole angolais qu'elle ne parvient à exporter ses produits. ✕

LA PRINCESSE AU PORTEFEUILLE

De gestionnaire ratée d'un restaurant médiocre de Luanda à requin du business international, la route n'est pas si longue. Isabel Dos Santos a investi tous azimuts au Portugal, judicieusement aidée par son père, José Eduardo Dos Santos, président de l'Angola depuis 1979.

■ Yoann Boffo et Damien Renoulet

Trois milliards de dollars. En seulement dix ans, Isabel Dos Santos est devenue, d'après le magazine *Forbes*, la première milliardaire africaine. Surnommée ironiquement la *Princesa* par les sujets de son père, elle est aujourd'hui l'une des responsables de l'afflux des capitaux angolais au Portugal.

Elle s'est accaparée, à 41 ans, les secteurs de la banque, de la construction et des télécoms. Pour mieux gérer ses affaires, elle dispose d'un petit pied-à-terre au Ritz de Lisbonne : une suite attirée à 6 000 € la nuit. Elle y arpente régulièrement les couloirs en jean et baskets. Isabel cultive une image d'accessibilité. Avec discrétion et en évitant la presse, la pieuvre jette maintenant ses dollars tentaculaires à l'assaut des grandes entreprises portugaises.

Affaires entre amis

Papa ne sera pas dictateur éternellement. Il faut penser à l'avenir. Mettre un pécule en sûreté et s'assurer des amitiés à l'étranger. Isabel calcule, préférant la prudence. Première tentative en 1997, à 24 ans, avec un restaurant, pompeusement appelé le Miami Beach. Flop monumental. En 2001, au révolée de ses études – abandonnées en cours de route – d'ingénieur au King's College de Londres, Isabel entre au capital d'Unitel, une entreprise de téléphonie qui opère à la fois au Portugal et en Angola. Premier cadeau d'un père aimant à sa fille chérie : le président de la société est le général Leopoldino Fragoso do Nascimento, un proche du président angolais.

Petits capitaux deviennent grands. La fortune d'Isabel grossit et ses ambitions aussi. Elle s'associe avec l'homme d'affaire portugais Américo Amorim. Il va être sa porte d'entrée vers la péninsule ibérique. Isabel partage à parts égales avec son parrain des entreprises de construction et des banques. Ils créent ensemble Banco BIC, un établissement visant à soutenir et à faciliter les investissements des Angolais au Portugal. Grâce au réseau d'Américo Amorim, Banco BIC acquiert, en 2011, l'établisse-

ment public Banco Portugues de Negócios lors de sa privatisation. Luís Mira Amaral, ancien ministre du Travail et de la Sécurité sociale puis de l'Industrie et de l'Énergie entre au conseil d'administration.

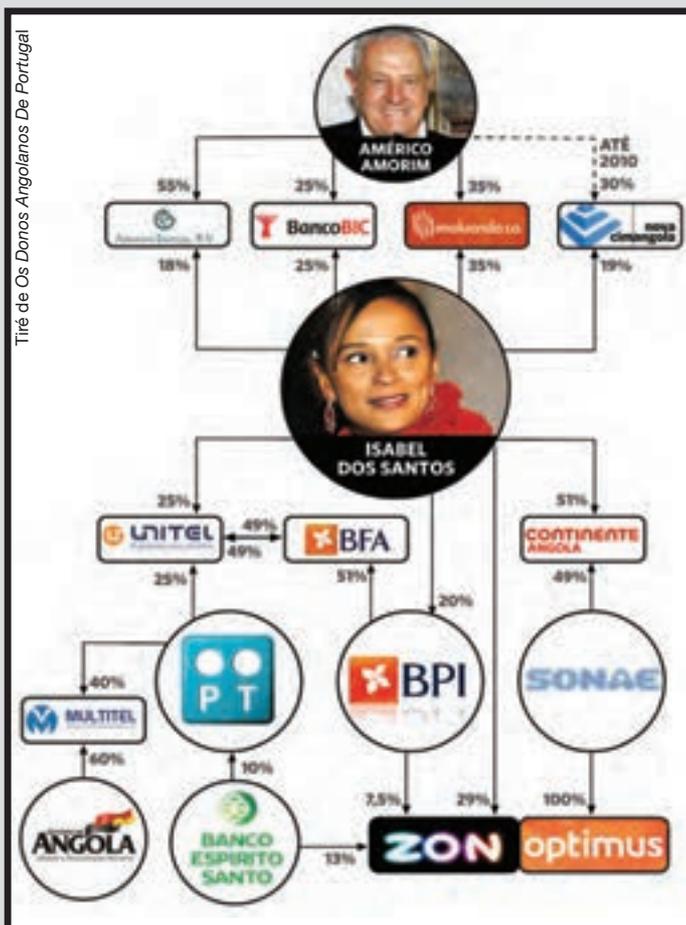
Les relations, c'est important : Isabel Dos Santos soigne ses comparses. Elle acquiert des parts dans la BPI, une banque portugaise d'investissement. Le directeur exécutif est l'ancien direc-

teur de cabinet du ministère des Finances du Portugal et Artur Santos Silva, ancien secrétaire d'État au Trésor et gouverneur de la Banque du Portugal, est membre du conseil d'administration. En 2003, José Manuel Barroso, Premier ministre d'alors et futur président de la Commission européenne (2004-2014), est l'invité très remarqué de son fastueux mariage à Luanda avec le collectionneur d'art Sindika Dokolo.

Soigner son image

Pour avancer, il faut aussi savoir rendre service. La chaîne de supermarché Continente, propriété du groupe Sonae, a obtenu l'an dernier l'approbation du Conseil des ministres angolais pour s'implanter dans le pays grâce à l'entrée au capital d'Isabel Dos Santos. Heureux hasard, Sonae est également propriétaire de Zon. Un bouquet de chaînes de télévision par satellite dont la Princesse a aussi obtenu la fusion avec son entreprise Optimus en 2013.

Comme la plupart de ses compatriotes investisseurs, Isabel Dos Santos s'intéresse de près aux médias, vecteurs privilégiés de la propagande du gouvernement angolais. Le Portugal et l'Angola partagent la même langue, une partie de leurs journaux télévisés et de leurs kiosques. Isabel Dos Santos tient à soigner son image sur les deux continents. Elle affirmait l'an dernier à *Financial Times*, dans une de ses rares interviews, « ne pas faire de politique mais du business. » On l'avait compris... ✘



L'ELDORADO AFRICAIN

Le miracle économique angolais attire un nombre grandissant d'émigrés portugais. Après des années de guerre civile, le pays est à reconstruire. Face à la crise, beaucoup tentent l'aventure en Afrique lusophone.

■ Damien Renoulet et Yoann Boffo

La file d'attente commence dans la rue. Plusieurs minutes sont nécessaires pour pénétrer dans le consulat d'Angola à Lisbonne. Reste encore le portique détecteur de métaux à passer, puis une armoire à glace, moustachue et joviale, vérifie les papiers d'identité. Pour les passeports angolais, direction l'escalier et une petite salle à l'abri des regards. Pour les Européens, c'est directement à droite, dans « la grande salle ». Entassées sur des strapontins, des familles côtoient des hommes d'affaires sous l'œil de quelques vigiles. L'atmosphère de cette pièce sans fenêtre est étouffante. Tous attendent d'être appelés au guichet. Plusieurs heures de patience pour obtenir le précieux sésame : un visa pour Luanda, la capitale de l'Angola.

Dans la masse des candidats à l'immigration, le gouvernement du président angolais Dos Santos fait son marché. Les ingénieurs spécialistes du pétrole passent sans problème. Les autres doivent présenter un contrat de

travail, trouver un parrain, justifier d'une adresse sur place et rejoindre une association locale.

On estime à environ 110 000 le nombre de Portugais installés à Luanda aujourd'hui. 10 000 de leurs compatriotes les rejoignent chaque année. La crise a précipité les départs vers l'ancienne colonie et ses 9 % de croissance annuelle. Même la compagnie aérienne Brussels Airlines a vu ses vols pour Luanda au départ de Lisbonne et Porto exploser et passer de 74 000 passagers en 2008 à 1 665 000 en 2013. Toutes compagnies confondues, 22 avions pleins à craquer de candidats à l'exil quittent chaque semaine le sol européen.

Expatriés, aventuriers, jeunes diplômés, hommes d'affaires ou ouvriers qualifiés : tous espèrent rencontrer la fortune, attirés par les perspectives d'emploi et les salaires dépassant aisément les 5 000 € sur place. La réalité n'est pourtant pas aussi simple. Les prix de l'immobilier, dans la capitale

angolaise, sont parmi les plus élevés du monde et le coût de la vie est exorbitant.

L'animosité des locaux

« Les jeunes Angolais pensent que le Portugal exporte son chômage », explique Irène Dos Santos, chercheuse à l'Université Nouvelle de Lisbonne. Et pour cause. Les nouveaux venus, souvent très diplômés, s'emparent des postes les plus élevés dans la hiérarchie. Les problèmes commencent : la compagnie pétrolière d'État, Sonangol, paye davantage ses ingénieurs portugais que ses ingénieurs angolais pour des fonctions équivalentes. Et puis, l'arrivée de la diaspora portugaise ravive des souvenirs douloureux parmi la population. « C'est la figure du colon qui réapparaît », souligne Irène Dos Santos. Les travailleurs immigrés s'installent d'ailleurs dans des communautés fermées et gardées. Ils vivent entre eux. « Quand le président angolais mourra, il risque d'y avoir une lutte entre ses lieutenants. Les expatriés pourraient même se retrouver en danger », explique l'eurodéputée PS, Ana Gomes. ✘



Dès 2012 le centre des affaires de Luanda se métamorphose. La capitale et sa croissance attirent les Portugais.

Immigration

LE PARADIS DÉÇU

Les rues étroites de Cova da Moura, l'un des quartiers les plus pauvres de Lisbonne, accueillent l'autre facette des migrations vers le Portugal.

■ Texte et photos Damien Renoulet, João Vasconcelos e Sousa et Yoann Boffo

Il y a peu, les rues de Cova n'étaient pas goudronnées.



La pente est raide. Cova da Moura est une colline. Sous la pluie, des petits torrents se forment dans le labyrinthe anarchique des ruelles. Les flots érodent le béton. Les bâtisses chancelantes et les jardinets d'herbes folles de cet ancien bidonville surplombent Lisbonne. D'ici, la ville paraît être un rêve inaccessible. Angolais, Brésiliens, Cap-Verdiens, Mozambicains, tous fraîchement arrivés et sans le sou, s'entassent les uns sur les autres. Beaucoup ont immigré dans les années 1980 et 1990. Juste après les indépendances coloniales et le début des guerres civiles. Aujourd'hui, la crise les frappe plus durement que les autres. Les habitants de Cova da Moura travaillent majoritairement dans la construction ou comme employés de maison. Des secteurs où les licenciements se succèdent. Leur idylle avec le Portugal a viré au cauchemar.

Beaucoup voudraient fuir mais ne le peuvent plus : rentrer au pays est bien trop coûteux.

Détresse sociale

La drogue et la délinquance gangrènent le quartier. « Ici tout est agressif », confirme une vendeuse qui s'empresse de rentrer chez elle après le travail. « Il y a des zones du quartier où je ne suis jamais entrée, et je ne permets pas à mes fils d'y aller. Ils le savent bien », explique Claudia Tomas, une habitante. Impossible de pénétrer à Cova sans un guide. « Les voyous n'habitent pas ici. Ils viennent simplement s'y réfugier et maintiennent la réputation sulfureuse du lieu », précise Arlindo Monteiro Lima.

Arrivé il y a 40 ans du Cap-Vert avec ses onze frères et sœurs, l'homme est une figure locale, un « ambassadeur », comme il aime se définir. Il a connu l'époque où les rues n'étaient même pas asphaltées et a porté

la voix des habitants de Cova lors des élections de secteur. La municipalité de Lisbonne et l'État les délaissent. La police gravit rarement la colline.

Arlindo est de ceux qui améliorent le quotidien. Avec son association sociale et sportive, il organise des distributions de vêtements, accueille les gosses du quartier. Chaque décembre, l'homme à l'allure avenante et à la voix forte endosse même le costume rouge et la bedaine du Père Noël.

« Mon travail consiste à faire bouger les gens », explique Arlindo. Pour cet employé auxiliaire de l'école Damaia, l'immobilisme est la pire des choses. Dans le local de l'association, il affiche fièrement un plan de modernisation et de réhabilitation du quartier mis au point par les étudiants de la faculté d'architecture de Lisbonne. Les rues sont ordonnées, des espaces verts sont prévus. Il espère voir le projet d'école devenir un jour réalité. ✕



Arlindo et son association améliorent le quotidien.



Claudia Tomas a quitté l'Angola pour trouver du travail.

LE REMÈDE INSOLITE DE BARRANCOS

Dans la commune la moins peuplée du pays, la mairie a instauré un système de rotation d'emplois publics pour lutter contre le chômage. De quoi freiner l'émigration, mais pas le fatalisme de ses habitants.

■ Texte et photos Thomas Saint-Cricq & Diogo Cunha





**« S'ILS ONT UN TRAVAIL
C'EST GRÂCE À LA MAIRIE,
S'ILS N'EN N'ONT PAS, C'EST
LA FAUTE DU MAIRE. »**

Isabel Sabino
maire-adjointe

Il dit être venu chercher le « respect » à Barrancos. Une cité de 1 834 âmes où l'on vouvoie encore ses parents. Les siens, émigrés portugais, habitaient une cité HLM à Rouen, là où il a grandi et se faisait « *trailer d'Arabe* » par les Français. Luis Godinho, teint hâlé et frisettes poivre-et-sel, a préféré quitter la Normandie à 16 ans pour un drôle de village, où les habitants l'appellent "Don Luis". Car ici, en Baixo Alentejo, à 250 km au sud-est de Lisbonne, on est un peu Espagnol aussi.

Comme Luis, aujourd'hui fringant quadra, ils sont nombreux, anciens émigrés de Suisse, de France ou plus simplement de Lisbonne, à être revenus vivre dans cette espèce d'Andalousie portugaise où les forêts d'oliviers et les chênes s'enchevêtrent à perte de vue. Zé Maria, le premier vainqueur du show télé Big Brother – le Loft Story local – en a fait son refuge pour fuir les médias. La raison ? « *On y vit bien. Il n'y a pas d'argent, mais une qualité de vie incomparable* », comme dit Don Luis, brandissant pour preuve un panier d'Aminata, sorte de cèpes locaux qui foisonnent l'hiver dans les chênaies.

La cité attire, fascine ou fait rire. En 2001, Barrancos la rebelle faisait la une des journaux nationaux. Même le quotidien français *Libération* dépêchait un envoyé spécial sur les lieux. Faisant fi de la Constitution, la bourgade était alors en train de modifier la loi pour organiser ses propres corridas. Avec mise à mort, comme chez le voisin espagnol, une pratique interdite dans le reste du pays.

L'exception législative reconnue par le pouvoir attirait chaque été jusqu'à 30 000 aficionados et autant de touristes à Barrancos. Un hôtel trois étoiles était même construit sur les contreforts de la cité. L'un des hommes les plus riches du pays, le businessman Americo Amorim, s'y déplaçait régulièrement en hélicoptère pour

visiter son usine de charcuterie de luxe fraîchement inaugurée.

C'était il y a treize ans. Une époque de croissance économique, où les gros sous de l'Union européenne inondaient de subventions les régions de l'Europe méridionale. De l'Algarve au Péloponnèse, l'Europe venait bâtir des infrastructures modernes jusque dans les coins les plus reculés du pays.

Émigration zéro

Aujourd'hui, une autoroute payante relie Lisbonne à Évora, la capitale régionale. En revanche, les routes sinueuses qui mènent au village sont criblées de nids de poules. « *On ne reçoit même plus d'argent du gouvernement pour réparer tout ça. Les services techniques se contentent de cailloux pour boucher les trous...* », peste Isabel Sabino, 43 ans, maire-adjointe communiste de la commune, le regard déterminé sous sa frange noire.

Car Barrancos est bien loin du gouvernement central. Perchée à 330 m d'altitude sur les collines orientales de l'Alentejo, la minuscule ville est un symbole de ce Portugal rural, où gambadent cochons noirs et moutons gris depuis la nuit des temps. Autoproclamée capitale du jambon, c'est aussi la cité la moins peuplée du pays. Elle a perdu la moitié de ses habitants en 40 ans.

Pourtant, plus personne ne songe à quitter le village. Comme un pied de nez de plus au reste du pays, qui se vide chaque mois de 10 000 habitants partis monnayer leurs diplômes à l'étranger.

« *La crise ? Ne pas avoir d'argent pour un plein d'essence, ce n'est rien. Ne pas avoir assez pour se payer une soupe, ça c'est grave.* » Inês Santos, 25 ans, est bouchère dans le village. Avant d'enfiler quotidiennement son tablier rayé sous sa polaire, son rêve était d'étudier la psychologie à l'uni-

DÈS
L'ADOLESCENCE,
UN JEUNE A
INTÉGRÉ LE FAIT
QU'IL N'AURA
PAS DE TRAVAIL.

Isabel Sabino
maire-adjointe

versité. À 14 ans, elle est partie louer seule une chambre à Moura, à 45 minutes de là. Moura, Évora, ou même Lisbonne sont des passages obligés pour tous les gamins du patelin qui poursuivent leur scolarité. Louer un studio, acheter une voiture pour se donner une chance de poursuivre des études : le système D a duré un temps pour les jeunes Barranquenses. Tant qu'il y avait assez dans le porte-monnaie pour faire le plein d'essence.

Vanessa Rubio, 23 ans, a arrêté l'an passé ses études en management touristique à l'Université d'Algarve. Trop chères à financer pour des parents alors sans emploi. Ils travaillent aujourd'hui à la mairie. Elle aussi. Cette brune souriante accueille chaque matin les administrés d'une voix douce dans une cage vitrée en guise de réception.

C'est la réponse qu'a trouvée l'exécutif local au déclin économique qui secoue le Portugal depuis 2008. Le gouvernement limite à 100 le nombre d'employés publics à temps plein pour



La mairie
concentre 70 % des
emplois des moins
de 30 ans.



À l'heure de la sieste, le village semble abandonné, mais les habitants qui se connaissent tous se retrouvent le soir dans les nombreux troquets.

une commune de cette taille. Alors, la mairie a instauré un système de rotation des contrats. Stages pour les moins de 25 ans, CDD pour les autres. Rémunérés jusqu'à 660 € par mois, soit 30 % de plus que le salaire minimum en vigueur ailleurs, les titulaires de ces contrats peuvent au moins subsister.

Terra Única

L'objectif est simple selon Isabel Sabino : « *Qu'aucun ne meure de faim. On aide toujours au minimum une ou deux personnes par famille dans le besoin. On ne regarde même plus le CV ni l'expérience.* » Le dispositif couvre 70 % des emplois des moins de 30 ans. C'est un soutien « *nécessaire, pas une solution définitive* », avance la mairie.

Mise à part l'usine de fabrication du jambon – créée par Amorim et rachetée depuis – qui fait travailler 60 personnes, la commune n'attire aucun autre employeur. « *L'initiative privée a disparu. On a même plus de coiffeur pour hommes* », déplore l'adjointe.

La crise a tué l'emploi, mais aussi l'ambition. « *Comment voulez-vous voir loin quand les médias répètent sans cesse qu'il n'y a pas d'avenir. Ici, dès l'adolescence, un jeune a intégré le fait qu'il n'aura pas de travail* », analyse-t-elle.

On est loin du slogan ambitieux "Barrancos, porte ouverte vers l'Europe", souvent mis en avant il y a quelques années. Aujourd'hui, la mairie, sur son site internet, affiche partout le *Terra única*, réflexe identitaire salubre pour ses habitants.

Car Barrancos est bel et bien une terre unique. On y parle un dialecte mixant le portugais, le latin et le castillan. Avec ses 24 cafés, restaurants ou locaux associatifs, le petit *pueblo blanco* aux murs décrépis compte un bar pour 75 habitants. Jeunes, vieux, on vit ensemble dehors, ou au comptoir. Jamais chez soi. On dit bonjour à chaque badaud croisé dans ces ruelles pentues impeccablement pavées. Tout ça a un air de Provence d'autrefois, façon Pagnol, les cigales en moins. Si l'on en croit un officier de police, rares sont les maisons fermées à clé une fois la nuit tombée.



Inès, la jeune bouchère, s'épanouit dans cette atmosphère. Elle ne s' imagine pas vivre ailleurs, sauf « *en France, pour ramasser des pommes* », au cas où un jour elle serait mise à la porte. « *Il n'y a pas besoin de fête pour faire la fête ici* », explique-t-elle. Sur ses vingt amis d'enfance rencontrés sur les bancs de l'école primaire, six étudient encore à Évora, Lisbonne ou en Algarve voisine. Tous reviennent chaque week-end au village. Sans exception.

Dans le bistrot de Don Luis, carrelage ocre, comptoir en bois, télé branchée sur la corrida puis le Benfica, ces jeunes-là tripotent leur iPhone. Ils échangent un regard complice avec les pépés d'à côté. Eux jouent aux dominos jusqu'à la nuit tombée.

Bastion communiste

Leurs vies quotidiennes ont peu de choses en commun dans un village « *passé en 40 ans de la charrue à l'ordinateur* », selon le mot de Luis Godinho. Les jeunes ont connu l'Europe et la

crise économique, les vieux le régime de Salazar. « *Ils étaient trois à se partager les terres pour toute la région. Ils pouvaient te faire travailler de l'aube jusqu'à la nuit, ou venir chez toi violer ta femme devant toi, tu acceptais. C'était ça la dictature.* »

Si le village élit systématiquement un maire communiste depuis 1976 – sauf un intermède socialiste de trois ans en 2002 – pas de quoi en faire un peuple révolutionnaire. Les citoyens pensent local, vivent local, et c'est à peu près tout. Pour Isabel Sabino, « *s'ils ont un travail c'est grâce à la mairie, s'ils n'ont pas de travail c'est la faute du maire.* »

Inès est peu intéressée par la politique nationale. La jeune bouchère se dit fière de ce qu'elle a accompli jusqu'ici. Chez elle. Dans une cité où « *les seuls qui ne connaissent pas [son] nom sont les plus anciens atteints d'Alzheimer* ».

À Barrancos, les désirs d'ouverture ont été balayés en quelques années. Pour l'instant. Dans ce marasme économique, ses habitants, de nouveau isolés, se consolent avec une quête simple, celle du respect. ✕

72 HEURES AVEC LES VENTRES CREUX

Chaque soir aux alentours de 21 h, ils sont là. À Re-Food, pour récupérer gratis un sac rempli de nourriture. Rita Vieira et Manuel Semedo font partie de ceux qui bénéficient de ce système de redistribution du surplus des restaurants de la ville.

■ Texte et photos Ludovic Ferro & Antony Milanese

Jeudi soir : local Re-Food

« Pourquoi il gueule ? » Un vieillard presque édenté braille, gesticule et harcèle les bénévoles pour réclamer du gâteau. Derrière lui, tout le monde l'ignore. Bienvenue à Re-Food, sorte de Restos du Cœur lisboète. Aux côtés de ce vieux à fleur de peau, une poignée d'ombres fait le pied de grue un sac à la main. Il y a Ana Cristina, femme de ménage blagueuse, Tiago, étudiant en photographie plein de tics nerveux, Orlando, ancien constructeur de routes aux États-Unis, et Rita. Rita Vieira est avenante, élégamment vêtue, la coiffure en pétard. « Mes cheveux sont blancs depuis que j'ai 16 ans », sourit-elle. Elle n'a pas le temps de nous expliquer comment elle vit ici. Il faut qu'elle rentre, ses deux filles de 10 et 14 ans l'attendent, surtout la plus jeune qui est hyperactive. Le rendez-vous est pris pour le lendemain. Rita a beaucoup de temps libre à défaut d'avoir du travail. Depuis presque une heure, les habitants du coin et des quartiers voisins défilent à la porte de Re-Food. Du pain, de la soupe, des plats chauds et des gâteaux... plus de 200 sacs sont remplis chaque soir par une dizaine de bénévoles. Manuel est l'un des derniers à arriver. Grand, noir et silencieux, il pose son vélo, tend son sac, le récupère et dit au revoir. Il est 22 h, fin du service. Et pas de rab. Tout ça, c'est grâce à Hunter Halder. Costard bleu ciel, belle barbe blanche et panama. En trois mots : un séxagénaire cool. Cet Américain pas banal est venu s'installer à Lisbonne après s'être marié avec la guide touristique qui lui a fait visiter la ville. Le 9 mars 2011, il crée Re-Food. Un nom universel pour un concept simple comme *Bom dia* : récupérer chaque soir la nourriture gâchée des restaurants à la fin de leur service, et la distribuer aux habitants fauchés. Au départ, Hunter trimbalait le tout sur le porte-bagages de son vélo et le répartissait chez lui dans des sacs. C'est un fou de bicyclette. Seul, il a sillonné pendant des années son quartier à tout berzingue pour son association. Aujourd'hui, des dizaines de bénévoles font tourner l'asso à sa place. Hun-

ter est devenu gestionnaire. C'est ainsi que 15 000 repas sont distribués chaque mois dans la capitale portugaise. Une dizaine de points Re-Food ont ouvert, jusqu'à Porto, et d'autres vont même bientôt voir le jour en Espagne. Le local originel où Rita, Manuel et les autres se rejoignent cinq



**RITA PARLE TROIS
LANGUES. ELLE
ESPÈRE BIENTÔT
DÉCROCHER UN JOB
À L'AÉROPORT**

jours sur sept est situé dans un bâtiment prêté par l'église Nossa Senhora Fatima, dans le quartier du même nom, au centre de la ville.

Vendredi : l'hypercentre avec Rita

« Parfois je me sens désespérée mais je dois me battre chaque jour, chaque jour, chaque jour », confie Rita. Comme beaucoup de Portugais, elle paye la crise. Se battre pour survivre, nourrir ses deux filles Helena et Inês, et surtout chercher désespérément un travail : elle ne le cache pas, elle souffre. Le taux de chômage est passé de 8,2 % en 2008 à 15,7 % en 2013, et, en perdant son job de commerciale en 2012, elle a mordu la poussière. « Le coût de la vie est plus cher et on gagne moins d'argent », conclut-elle. À peine ces mots prononcés, une mauvaise reprise de *Money* des Pink Floyd résonne dans la playlist du Brown's Coffee Shop, le bar chic où nous sommes attablés. Rita a choisi l'hypercentre de la ville pour nous parler. Elle a commandé un café et se confie, le sourire accroché à ses fines lèvres. Elle touche à peine 360 € d'aides de l'État pour trois. Heureusement, elle peut compter sur quelques fidèles amis, un ex-mari (âgée de 48 ans, elle est séparée, presque divorcée, mais porte toujours son alliance), l'école de ses filles qui l'aide à payer les bouquins, et bien sûr, Re-Food. Rita assume : « Les gens avec qui je parle devant le local ont parfois honte de leur situation. Mais pourquoi avoir honte ? Je suis heureuse qu'on me soutienne. » Même si la « soupe est souvent immonde », impossible de se payer le luxe de cracher sur les repas gratuits, en tout cas pas avant d'avoir trouvé un travail. « J'ai besoin de faire quelque chose », piaffe Rita. Pas étonnant que ses amis la surnomment « l'ouragan », elle qui a encore tant d'énergie, d'envies et de rêves, même si son dernier petit plaisir date de décembre, un cinoche, un film dont elle a oublié le titre. Helena et Inês voient rarement leur père parti s'exiler en Algarve, à l'extrême sud du pays, ce qui réduit les occasions de faire la fête pour Rita. Mais quand les chats ne sont pas là, la souris danse : « Quand mes



PARCEIRO
DE UMA COMUNIDADE
+ SOLIDÁRIA
RE-FOOD

**250 SACOS EN DEUX HEURES :
LES BÉNÉVOLES DE RE-FOOD
NE CHÔMENT PAS.**

LES MAUVAIS MOIS, SI TU PAYES L'EAU, TU NE MANGES PAS

✎ Manuel Semedo

filles partent en vacances, mes amies m'appellent immédiatement pour me sortir. Et là je m'amuse ! » Rita aime son pays. Le gouvernement, l'Union européenne... Elle ne leur en veut pas. « *Je dois me battre chaque jour... Mais je suis heureuse !* », dit-elle simplement. La galère fait partie du jeu. Elle ne voit pas vraiment d'avantages à rester au pays, mais le Portugal c'est chez elle, elle y reste. « *C'est comme ça.* »

Vendredi soir : Re-Food

« *Certains se plaignent de la qualité ou de la quantité des rations qu'ils reçoivent* », confie une autre Rita, une belle brune d'environ 35 ans. Elle travaille au service publicitaire de *Time out Lisboa*, un journal local, et offre son aide à Re-Food au moins deux heures par semaine. Deux heures, c'est le minimum d'investissement hebdomadaire demandé aux bénévoles pour collecter les denrées, stocker, livrer à domicile, faire la cuisine, la plonge, etc. Peu d'hommes en cuisine, pas mal de femmes d'âge mûr qui s'activent avant l'arrivée des bénéficiaires. Ce soir, ils seront moins nombreux qu'à l'accoutumée. « *Il y a toujours moins de monde les soirs de pluie* », analyse la jeune femme. Le local, caché au pied de l'église, est lugubre. Glauque. Plus d'Ana Cristina, plus de Tiago, plus de queue à la porte du local de Re-

Food. Trois types à la dégaine de *mafiosi* des années 1950 (gomina, belles sapes et *tutti quanti*) discutent juste à côté des portes. Le vieux aux trois dents aperçu jeudi est de retour, bien plus calme que la veille, comme rincé par la pluie. Il reste seul à attendre on ne sait quoi, adossé au mur, et propose aux rares présents de se faire servir avant lui. Il finit par prendre ses provisions et s'en va. « *Boa noite.* » On ne sait pas s'il a obtenu plus de gâteaux qu'hier. Voilà Manuel qui arrive, quasiment à la même heure que la veille, toujours à vélo. « *C'est un ami qui me l'a prêté* », dit-il. Sa voix est posée, son anglais approximatif mais parfaitement compréhensible. Il fait de grands gestes à chacune de ses phrases. « *On peut se parler demain matin. Vous m'appellez quand vous êtes à la station de métro Bela Vista, je viendrai vous chercher.* »

Samedi : Barrio do Armador

L'appartement de Manuel Semedo, au cinquième étage d'un immeuble d'une cité populaire de l'est de la ville, est spacieux et propre. Le garçon a pris soin de peindre les murs lui-même en vert et orange. Ses parents sont arrivés du Cap Vert pour trouver une vie

meilleure ; lui subsiste avec moins de 400 € par mois. Dans la famille Semedo, il y a sa femme Tatiana, Fatima, 13 ans, Hugo, 12 ans et Matilde, 4 ans, copie conforme de sa sœur aînée.

Sans travail depuis trois ans, l'homme de 1 m 90 n'a qu'un seul but : en trouver un, n'importe lequel. Il rit jaune quand il entend que les chômeurs profitent des aides sociales et sont des assistés. Chaque semaine, les Semedo vont pointer au Pôle emploi local. « *Les mauvais mois, si tu payes l'eau, tu ne manges pas. Et nous avons un prêt à rembourser, pour les meubles qu'on a acheté en 2008.* » 2008, mauvaise année pour investir dans le mobilier et l'immobilier. Aujourd'hui, le plus urgent serait de remplacer le frigo qui fonctionne sur courant alternatif, histoire de ne pas gâcher la nourriture, acquise principalement grâce à Re-Food. Ce matin, Manuel a fait quelques courses pour tenir tout le week-end, mais il ne se voile pas la face. Sans Re-Food, sa fragile situation serait « *dramatique* ». Malgré cette aide vitale, il garde une certaine rancœur envers les services sociaux de sa ville : « *L'assistance ne nous aide pas du tout, Re-Food, je l'ai trouvé tout seul sur internet.* »

Bang bang. La cadette nous tire dessus avec un pistolet en mousse. Sa mère l'engueule puis s'en va, avec ses deux filles. Manuel va dans la cuisine et nous offre de l'*ice tea* premier prix. Malgré le sentiment d'être comme un lion en cage dans sa propre ville, sans perspectives, sans argent ni permis de conduire, et ses envies d'étranger, Manuel ne peut pas partir et laisser sa famille. « *Je n'aurais pas aimé que mon père me fasse ça, alors je reste.* » ✕



Les bénévoles sillonnent le quartier pour récupérer la nourriture des restaurants.



À Lisbonne, Hunter Halder fait souffler un vent nouveau sur la solidarité.

RETRAITE DORÉE

D'ici deux ans, Catherine et Louis* seront les nouveaux visages du pays. Classe sociale aisée, bientôt retraités, ces Français s'installeront sur les bords du Tage pour raisons fiscales.

■ Damien Renoulet & Morgane Thimel

L'ovée dans son grand canapé, belle maison bourgeoise et piscine au fond du jardin, Catherine s'apprête à quitter la France. Avec son mari, Louis, médecin au Samu, ils ont fait leurs comptes. La retraite s'approche et pour en profiter pleinement, ils ont choisi l'exil : une belle bâtisse en location au cœur de l'Algarve, le soleil jetant ses rayons sur le terrain de golf à proximité où Louis pourra travailler son swing. Plus que le charme du pays, c'est sa politique fiscale qui a séduit le couple. La nouvelle législation les a convaincus. Louis profitera pleinement de ses 6 000 € de retraite mensuelle. Catherine délocalisera son job dans les cosmétiques sur les bords du Tage. Leur pouvoir d'achat, lui, devrait être multiplié par trois environ. Le sentiment de préserver leur capital retraite les réjouit. « *Il faut être*

un peu décomplexé pour évoquer ce genre de choses. C'est très français de se cacher derrière un voile. » Apprêtée avec classe dans son tailleur noir encre, coupe à la garçonnette, cette femme à la taille de guêpe n'éprouve pas la moindre culpabilité à quitter la mère patrie. « *Les retraités sont victimes d'un matraquage fiscal sans le moindre retour sur investissement. On veut simplement disposer d'un meilleur niveau de vie sans être totalement dépayés.* » Plier les voiles, Catherine et son mari en rêvent depuis une dizaine d'années. Leur fils de 13 ans, lui, restera en France.

Les envahisseurs

Tout comme eux, une centaine de couples français envisage de prendre le large. Dans quelques mois, ils grossiront une colonie déjà forte de 2 000 retraités. Ce chiffre pourrait être multiplié par dix d'ici deux ans. Au siège de l'antenne locale de l'Union des Français de l'étranger, les bénévoles recensent déjà une cinquantaine de demandes de renseignements depuis juillet 2013. Françoise Conestabile, la présidente de l'association, tempère cet engouement naissant. Le rêve de ces nouveaux colons, souvent mal informés, peut virer au cauchemar. Il est indispensable de maîtriser un minimum la langue et d'anticiper d'éventuels problèmes de santé. « *Si le système était meilleur, les Portugais installés en France reviendraient tous à la retraite. Pourquoi ne reviennent-ils pas ?* » La médecine locale roule à deux vitesses. D'un côté, un service public où le médecin traitant est désigné au patient, avec des listes d'attentes interminables. De l'autre, un secteur privé offrant plus rapidement des soins, mais onéreux. Catherine et Louis ont choisi une troisième option : continuer à cotiser en France à l'assurance maladie et revenir s'y faire soigner. Au Portugal, la prise en charge sanitaire des personnes âgées apparaît toutefois comme un bon filon pour l'avenir. La population grandissante des retraités étrangers attire un nouveau type d'investisseurs : les maisons médicalisées. Leur promesse : des coûts deux à trois fois moins élevés qu'en France à prestations de qualité équivalente. ✕

* Prénoms modifiés.

Dix ans nets d'impôts

Le pays fait figure de nouvel Eldorado depuis l'entrée en vigueur d'une circulaire du 1^{er} janvier 2013 qui autorise une défiscalisation totale. Celle-ci est réservée aux retraités européens du secteur privé. Aucun ne doit avoir habité le Portugal depuis cinq ans. Ensuite, on exige du candidat, soit de résider au moins 183 jours sur place, soit de bénéficier d'un logement à l'année, propriété ou location. Il suffit alors de remplir une demande auprès des services fiscaux locaux, avec ou sans l'aide d'un avocat. Le dispositif est valable dix ans. À l'issue du temps imparté, deux possibilités s'offrent : soit quitter le pays (pendant cinq ans), soit passer au régime régulier, celui des résidents portugais de longue date, l'Imposto sobre o Rendimento das pessoas Singulares).

Les premiers effets de cette mesure se sont déjà fait sentir. Fortement ébranlé par la crise économique (-30 % entre 2008 et 2012), le marché immobilier reprend des couleurs. « *Le marché s'est accru de 7,5 % en 2013. Sa croissance va se poursuivre cette année* », assure Carlos Vinhas Perreira, président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-portugaise. Le ministère du Tourisme espère l'arrivée massive de retraités européens qui pourrait rapporter un milliard d'euros. Le secteur pèse aujourd'hui près de huit milliards d'euros de recettes annuelles. ✕



Morgane Thimel

UNE FRONTIÈRE QUI NE PASSE PAS

Depuis 1801, Olivenza, 10 000 habitants, est espagnole. Auparavant, elle était portugaise. Pendant cinq siècles. Et pour une poignée d'irréductibles, elle doit le redevenir.

■ Texte et photos Malik Tefahi-Richard





DE CE CÔTÉ DU FLEUVE,
LE PORTUGAL.
EN FACE, L'ESPAGNE.
OFFICIELLEMENT.

D'un pas nerveux, l'homme, presque chauve, ventripotent, aux lunettes ovales et à la moustache poivre et sel, pénètre dans le Musée ethnographique. Il entend bien démontrer que les racines de la ville d'Olivenza sont portugaises. Dès l'entrée, il peste devant la statue de Manuel Godoy, le duc espagnol qui a infligé une défaite cuisante aux troupes venues de Lisbonne en 1801, et s'est emparé de la cité. Tout au long de la visite, l'homme s'extasie devant les céramiques et les anciens instruments de musique. Portugais, bien sûr. Il parle fort et à tout le monde, interpelle les guides et les touristes espagnols dans sa langue, comme pour marquer son territoire.

L'homme s'appelle Carlos Luna, 58 ans, viscéralement Portugais. Il aime Georges Moustaki et écrire des sonnets. Il parle portugais, espagnol, français, anglais, un peu allemand, un peu italien, et souvent de sa femme. Professeur d'histoire dans un lycée d'Estremoz, ville portugaise voisine, il a déjà écrit plusieurs livres sur l'histoire d'Olivenza. Il se dit d'extrême gauche (« marxiste mais pas léniniste ») et « un peu dilettante ».

Comme chaque semaine, Carlos a roulé 60 km pour se rendre à Olivenza et défendre sa cause. Elle tient en trois mots : « *Oliveira à Portugal* » (« Olivenza, c'est le Portugal »). Depuis vingt-six ans, Carlos fait partie de la direction du « *Grupo dos amigos do Oliveira* » (740 membres), basé à Lisbonne, qui milite pour le rattachement de la ville et des hameaux adjacents (12 000 habitants au total) au Portugal.

Sur les cartes portugaises, si l'on jette un coup d'œil 200 km à l'est de Lisbonne, on peut en

effet voir un drôle de trou dans la frontière. Le gouvernement portugais n'a officiellement jamais reconnu le tracé de 1801. Dans une lettre datée de 2007, le ministère des Affaires étrangères réaffirmait sa position en vertu de l'article 5 de la Constitution : « *La politique que suit le ministère, et les instructions que donne le ministère aux départements d'État, est qu'aucun arrêté, accord ou solution quant à cette question, ne doit impliquer la reconnaissance par le Portugal de la souveraineté espagnole sur Olivenza.* »

Entretenir la flamme

« Si le gouvernement renonce et dit qu'Olivenza est espagnole, on n'ira pas faire la guerre à l'Espagne, on n'est pas fous ! Mais j'ai été contre le colonialisme en Angola et au Mozambique, alors pourquoi devrais-je l'accepter à l'encontre de mon propre pays ? », poursuit Carlos Luna. Luna a aussi fondé, en 1988, le sous-groupe « *Oliveira portuguesa* », avec trois amis, historiens comme lui. Ils distribuent gratuitement des dictionnaires, des CD, des bandes dessinées, des livres de jeunesse, des livres d'histoire aux Oliventinos, les habitants d'Olivenza. Le tout en langue portugaise. « *Ma femme me dit chaque fois : "Tu es fou ! Tu dépenses beaucoup trop d'argent avec tout ça". C'est vrai. Mais je ne bois pas, je n'ai pas d'autres femmes, alors je peux me le permettre !* », ricane-t-il. Avec ses amis, il espère ainsi interpeller les Oliventinos, entretenir la flamme portugaise.

Officiellement, pourtant, il n'est pas le bienvenu. En 2003, le conseil municipal l'a désigné à l'unanimité *persona non grata*. À l'heure de l'Union européenne et de l'abolition des contrôles aux frontières, cette décision est sans effet pratique.

Alors Carlos préfère en rire : « *J'ai été accusé de manquer de respect à la couronne d'Espagne, car j'étais contre la reconstruction, par les autorités espagnoles, du pont Ajuda.* » Ce pont de pierre très ancien, à moitié détruit depuis 1709, pendant la guerre de Succession d'Espagne, se trouve sur le fleuve Guadiana. Ses eaux tracent « la frontière naturelle » entre les deux pays, d'après l'État espagnol. Pour Carlos, accepter que ce pont soit reconstruit grâce à des fonds espagnols aurait signifié *de facto* que le pont fut espagnol, que le Guadiana constitue la frontière officielle, et qu'Olivenza appartienne à Madrid.

Le pont est toujours en l'état. Lisbonne et le groupe des Amis d'Olivenza ont empêché le projet de voir le jour en brandissant toutes les armes juridiques imaginables : problèmes environnementaux, problèmes techniques, atteinte au patrimoine historique. À la place, un pont moderne a été bâti juste à côté par le Portugal en 2000.

Carlos sort du musée, s'allume une Camel, et se retrouve sur la place centrale Santa Maria, dans l'enceinte des murailles médiévales de la cité. Il contourne l'église, dans laquelle un nom familier est gravé sur les dalles sépulcrales : « *GAMA* ». Une partie de la famille du navigateur portugais Vasco de Gama est en effet originaire de la ville.

Mémoire sélective

74 rues, dans le centre d'Olivenza, ont à la fois un nom en espagnol, et un nom en portugais. Cas unique au monde : ces noms ne coïncident pas, ce ne sont pas des traductions. Alors que Carlos arrive au niveau de la rue Hernán Cortés (en espagnol), ou Antigo Largo do Castelo



(en portugais), il fulmine, dit que le nom de ce conquistador n'a rien à faire là, qu'il n'a rien à voir avec l'histoire d'Olivenza, et que c'est pareil pour plein d'autres noms encore. Les prénoms et noms de famille sont par ailleurs systématiquement adaptés à l'orthographe castillane.

Soudain, sa route croise celle d'un rouquin, coiffé au gel, rasé de près, la chemise bleu ciel rentrée dans son jean, un sac plastique rempli de livres reliés à la main. Ils se connaissent. La conversation s'engage en espagnol.

— *Tu peux demander à n'importe qui, les gens ici se sentent Espagnols !*

— *Alors si tu en es si sûr que ça, on n'a qu'à faire un référendum !*

— *Tout ça, c'est à cause du franquisme. Les gens ont la mémoire sélective. C'est le franquisme qui a inoculé aux Oliventinos le virus du "Je connais l'Histoire que je dois connaître".*

— *Mais non, les gens ne connaissent rien à l'Histoire, ils ne connaissent même pas Vasco de Gama, tu peux leur demander.*

Ils font de grands gestes, Carlos fait semblant de partir, puis revient à la charge plusieurs fois. L'homme roux ne se débîne pas, il sourit.

En aparté, il se confie. 47 ans, marié, deux filles. Il dirige la banque Caja de Extramadura d'Olivenza. Cet Espagnol qui a toujours vécu ici n'a, à sa connaissance, aucun ancêtre portugais. « *La nostalgie de Carlos et de ses amis me les rend sympathiques. Mais ils ne veulent pas comprendre que l'Olivenza d'il y a deux siècles, qu'ils affectionnent tant, qu'ils idéalisent, n'existe plus* », lâche l'homme qui a lui aussi déjà publié plusieurs livres sur la cité, dont *La Historia de Olivenza*, à compte d'auteur. « *L'Histoire ne s'est pas arrêtée en 1801 comme ils le*

pensent, reprend-il. *Je veux bien qu'ils disent que la question historique, diplomatique, reste ouverte. Mais ils veulent faire exister à Olivenza un problème qui n'existe pas. Imaginez, c'est comme si un groupe allemand des "Amis de l'Alsace-Lorraine" réclamaient aujourd'hui cette région, sous prétexte que l'architecture est allemande, que les noms de famille sont allemands, et qu'il reste quelques traditions allemandes.* »

Dans ses livres, Carlos Luna écrit que le traité de paix de Badajoz, dans lequel le Portugal cède la ville, a été violé par l'invasion conjointe, en 1807, de la France et de l'Espagne. Le prince régent du Portugal a alors dû s'exiler au Brésil. Dans le traité de Vienne de 1815, qui a mis fin aux guerres napoléoniennes, l'invalidité du traité de 1801 est reconnue. À l'article 105, l'Espagne s'engage à rétrocéder Olivenza au Portugal. Cela n'a jamais été fait. En termes de droit international, les revendications portugaises sont donc légitimes. D'après l'historien pro-espagnol Luis Alfonso Limpo Piriz, si l'Espagne n'a pas rendu Olivenza, c'est parce qu'au même moment, en Amérique du Sud, le Portugal a annexé 90 000 km² qui appartenaient à l'Espagne, au sud du Brésil (l'actuel Uruguay).

Si l'État portugais n'est prêt à aucune concession, il reste néanmoins timide pour ne pas se froisser avec son voisin. « *Aucun membre du gouvernement portugais n'est jamais venu réclamer Olivenza. Mais je comprends qu'en politique, il est nécessaire d'avoir un sujet comme celui-là pour détourner l'attention des citoyens et éviter de parler des vrais problèmes* », lâche le maire de la ville, Bernardino Piriz, du *Partido popular* (droite espagnole, actuellement au pouvoir). Le festival de corridas d'Olivenza, qui accueille en moyenne 80 000 visiteurs et ouvre la saison des festivités taurines en Espagne, est l'une de ses plus grandes fiertés. Du côté de son père, tous ses ancêtres viennent du pays de la morue. Il se dit « *citoyen du monde* » et hostile à l'idée de frontière. Il dit aussi pouvoir parfaitement tenir une conversation dans la langue de Camões, mais s'interdit de le faire en public. « *Ici, il n'y a personne qui veut qu'Olivenza redevienne portugaise. Au mieux, sur les 12 407 habitants de la communauté urbaine, vous allez trouver un cas* », s'esclaffe l'homme dont le regard transpire d'ambition. Mais la langue portugaise, elle, est loin d'être morte ici.

Politique « linguicide »

D'après une étude du programme européen Euro-mosaïc de 2003, 34 % des Oliventinos parlent encore aujourd'hui portugais. Ils étaient 60 % jusque dans les années 1960. Ce déclin s'explique par une politique active d'hispanisation. « *Linguicide* », c'est ainsi que la direction des Amis d'Olivenza la qualifie.

Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, l'enseignement et l'usage du portugais étaient interdits ici, même à titre privé. Depuis, les Oliventinos ont tendance à considérer que « *le portugais est simplement une langue d'expression orale, propre au monde rural et aux classes populaires, alors que l'espagnol est perçu comme le meilleur moyen de promotion sociale, étant associé aux classes privilégiées sur le plan économique et culturel* », relève le rapport.

« *La langue portugaise a été chassée de l'administration publique, de l'école, de l'Église et des médias*, raconte la linguiste lisboète Fátima Matias. *Elle n'a pas*



AVANT, ÉCRIRE OLIVENÇA AVEC UN "Ç", C'ÉTAIT PERÇU COMME UNE RÉVENDICATION TERRITORIALE.

👉 **Joaquim Fuentes**
président de l'association culturelle Além Guadiana

pu se maintenir comme première langue surtout parce que parler et écrire espagnol assurait un bon emploi, loin de la rusticité, du travail dur des champs. » Carlos Luna renchérit : « *Les habitants ont besoin de faire confiance à leur interlocuteur pour parler portugais. Au début, ils ont un blocage psychologique, ils ne veulent pas.* » Selon lui, ce sont surtout les habitants les plus à droite sur l'échiquier politique qui s'y refusent.

Aucune politique officielle n'a été mise en place afin de garantir la présence du portugais dans les médias locaux. Néanmoins, les Oliventinos peuvent capter les chaînes et les stations portugaises. L'étude européenne souligne toutefois un effet pervers : « *La distance entre le portugais standard des émissions et la variante parlée à Olivenza renforce le sentiment des locuteurs : ils trouvent que leur langue est très corrompue et qu'il est inutile de vouloir la transmettre aux jeunes.* »

Et l'étude de conclure, un brin alarmiste : « *Selon toutes les données dont nous disposons, le portugais parlé à Olivenza est clairement en voie de disparition et les spécialistes ne lui donnent pas plus de 30 ans de vie.* »

Détruire les liens familiaux

Dans le coffre de sa Citroën Xsara, Carlos stocke des cabas entiers de documentation et d'archives historiques. Parmi eux, une liste de noms de famille, dont certains ne sont plus lisibles. « *C'est un notaire, qui travaillait ici il y a*

« Tu peux demander à n'importe qui, les gens ici se sentent espagnols ! » lance Gregorio Torres Gallego, directeur de banque espagnol (à gauche), à Carlos Luna, professeur d'histoire portugais (à droite).

quelques années, qui a trouvé ça par hasard. Il consultait le registre municipal, et dans un vieux livre de 1922, il a lu : "Liste des noms modifiés". Il en a discrètement fait des photocopies et les a données à quelques personnes », assure le professeur d'histoire. Il consent à en faire une copie, cinq minutes avant la fermeture du cyber-café où siège l'unique photocopieuse de la ville. En préambule, un avertissement : « Ceci est une copie des registres d'Olivenza de 1922 ou 1924 qui a été transmise de manière secrète (clandestine). Elle ne doit être divulguée qu'à des personnes de confiance. Elle montre comment les noms de famille portugais ont été modifiés et espagnolisés ! Peut-être avec l'intention de diviser les familles et de détruire les liens familiaux ! » Puis, sur la deuxième page, on peut lire la liste de 27 noms de famille portugais ainsi que les 27 noms castillans qui les auraient remplacés : les Anilla, Borba, Caramelo, Frute, Sayal et Tabarro seraient par exemple devenus des Rodriguez. Tandis que les Clayo et les Canas seraient devenus des Carvallo. Depuis qu'il a découvert ce document, Carlos n'hésite plus à parler d'« oppression ».

La question de la double nationalité a été rouverte récemment par Além Guadiana, une autre association créée il y a cinq ans. Ce groupe « exclusivement culturel » de 30 membres vise à promouvoir la culture portugaise dans la ville. « C'est un mouvement citoyen, qui n'est pas imposé de l'extérieur. Ce sont les habitants qui se sont mobilisés d'eux-mêmes. Parce que depuis toujours, quand ça venait du Portugal, c'était considéré comme de l'ingérence », explique Joaquín Fuentes Becerra, le président. C'est à Além Guadiana que les habitants doivent les doubles noms de rue. « Avant, c'était un sujet considéré comme politique, nous avons réussi à en faire quelque chose de naturel. Avant, écrivie

Olivença, avec un "ç", "à la portugaise", c'était une revendication territoriale. Nous en avons fait quelque chose de tout aussi naturel que d'écrire Olivença », se réjouit le bel homme, à la voix bien timbrée, qui assure avoir de bonnes relations avec tous les partis politiques.

Joaquín a récemment demandé la nationalité portugaise, mais « pas pour le bout de papier. C'est un acte symbolique, enrichissant, et très affectif pour ceux qui, comme moi, ont eu des grands-parents qui parlaient portugais et venaient du Portugal. C'est aussi un engagement pour retrouver une partie de son identité et un moyen de rendre public son engagement. » La nationalité portugaise permet notamment d'accéder aux pays lusophones sans visa, et, pour les jeunes, c'est un moyen d'aller étudier dans une université de l'autre côté du Guadiana beaucoup plus facilement.

Légalement, les Oliventinos qui ont des ancêtres portugais peuvent déjà demander la nationalité portugaise.

« Mais il y a un impôt à payer à l'État de l'ordre de 250 €, précise Joaquín Fuentes. Nous, nous demandons au gouvernement qu'ils ne nous fassent pas payer cette taxe, pas pour une raison financière, mais parce que nous considérons qu'il s'agit non pas d'une acquisition, mais d'une récupération de la nationalité. Notre cas est à l'étude, car nous avons demandé un traitement spécial pour les Oliventinos. Nous voulons rouvrir le droit à la nationalité portugaise pour tous ceux qui viennent après. Nous ne voulons plus du "cas par cas". »

D'après Além Guadiana, environ 200 habitants (600 selon Carlos Luna, à peine 100 selon le maire) ont collectivement demandé la nationalité portugaise. « Il y a notamment des personnes âgées, très croyantes, qui savent en leur for intérieur

EXTRÊME DROITE : LE POISON DE LA RUMEUR ET LA RÉALITÉ

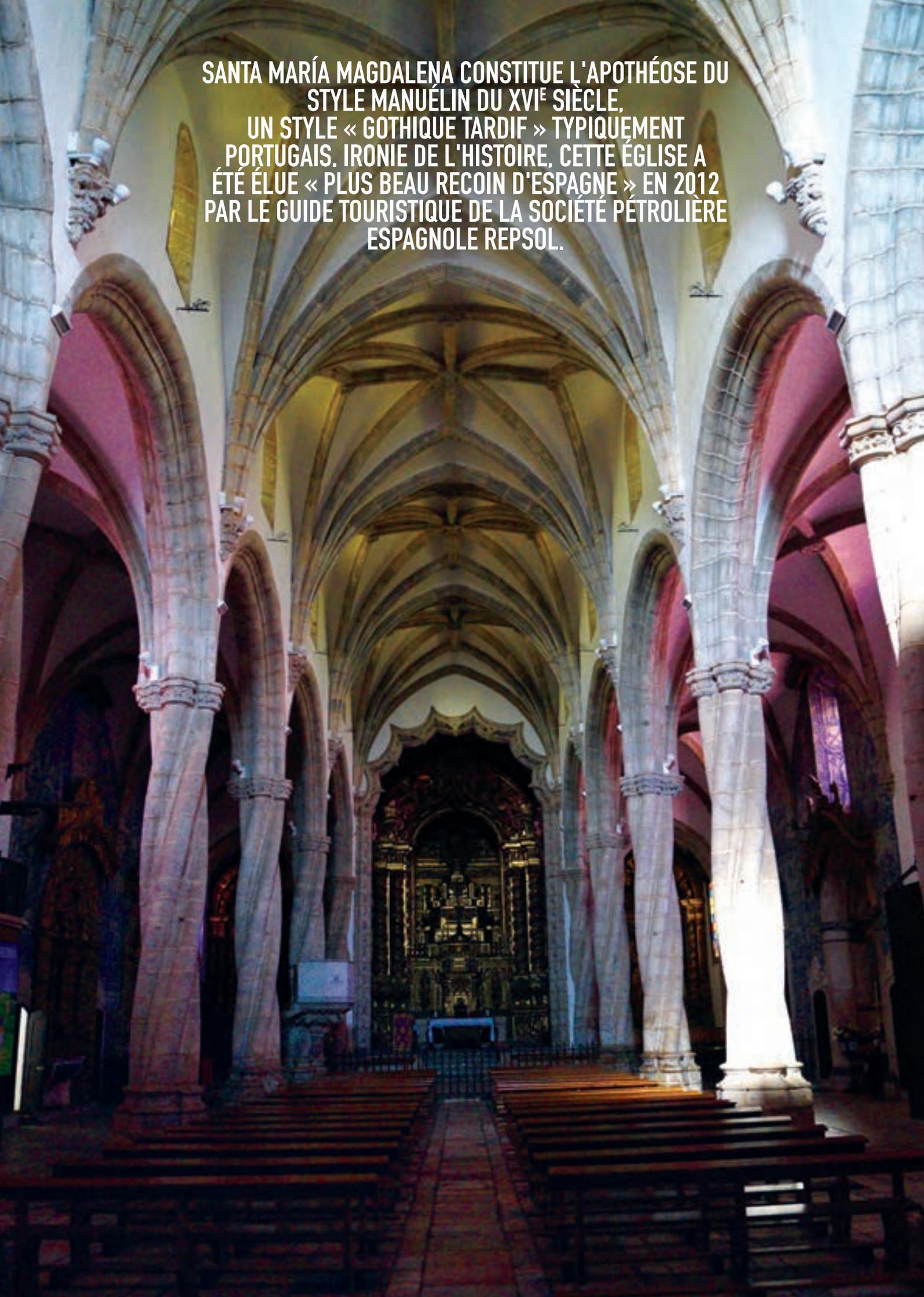
De nombreux interlocuteurs interrogés par Visó se sont accusés mutuellement d'être d'extrême droite. De fait, il existe bien des mouvements d'extrême droite portugais qui revendiquent la ville. En janvier 2007, le mouvement nationaliste et monarchiste "31 da Armada" a mené une « opération coup de poing » à Olivença. Deux hommes portant des masques de Dark Vador se sont filmés, de nuit, en train d'étendre un drapeau du Portugal en haut des remparts de la commune. Le 1^{er} décembre 2013, à l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance portugaise de 1640, un bus d'une cinquantaine de membres du Partido Nacional Renovador, dont le logo est une flamme qui ressemble étrangement à celle du Front national français, était lui aussi venu brandir des drapeaux et chanter un hymne aux relents nationalistes. ✕

qu'elles ont trahi leurs grands-parents. Alors, elles ont demandé la nationalité portugaise, avant de mourir, pour se faire pardonner de Dieu », raconte Carlos Luna. Le ministère de la Justice devrait délibérer dans les mois à venir. ✕



Soixante-quatorze rues d'Olivenza ont un nom en espagnol et un autre en portugais.

**SANTA MARÍA MAGDALENA CONSTITUE L'APOTHÉOSE DU
STYLE MANUÉLIN DU XVI^E SIÈCLE,
UN STYLE « GOTHIQUE TARDIF » TYPIQUEMENT
PORTUGAIS. IRONIE DE L'HISTOIRE, CETTE ÉGLISE A
ÉTÉ ÉLUE « PLUS BEAU RECOIN D'ESPAGNE » EN 2012
PAR LE GUIDE TOURISTIQUE DE LA SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE
ESPAGNOLE REPSOL.**





Real
República
Práctico

BELFARI
1890

WIKI MÚSICA
LIFE TRAINING 08

JUNE

NUN BASTOS
NUN PRONTOS

VISADO
P/LA
CELEBRAR DUBIA

SOLSA BASTOS VIVO!

THANK YOU
WIKI MÚSICA
LIFE TRAINING
A 2011

JEUNESSE AUTOGÉRÉE

Elle donne l'impression de ne tenir que par miracle. Biscornue. Chancelante. Lorsque la maison apparaît au détour d'une des rues, c'est la proue d'un bateau qui se détache du reste des habitations. La bâtisse, baptisée « Prà-Kys-Tao », est le territoire de l'une des 26 *republicas* de Coimbra, ces maisons communes réservées aux étudiants que l'on retrouve un peu partout dans la ville.

Instituées au XIV^e siècle par le roi Dinis, leur création devait permettre aux jeunes membres de l'université de réduire leurs dépenses. Le tout grâce à un loyer avantageux fixé par des comités composés de gentilshommes et d'étudiants.

Aujourd'hui, ils sont neuf à vivre en permanence à Prà-Kys-Tao. Pour devenir « *republico* » (membre de la communauté), pas besoin de passer par un bizutage ou de revêtir une cape, le vêtement traditionnel encore porté dans certaines congrégations. Ici, plus de chef, comme ce fut le cas pendant des années. Toutes les décisions sont prises à l'unani-

mité. Pour être accepté, une seule règle doit être respectée : il faut « ressembler » au lieu et s'entendre avec ses habitants. Longtemps considérées comme le terreau de la contestation du régime de Salazar, les *republicas* ont été au cœur des mouvements sociaux qui ont marqué l'université portugaise dans les années 1970. Irrévérencieuses, bohèmes, elles sont indissociables de Coimbra, la plus vieille ville étudiante du pays, dont elles constituent l'identité.

Depuis 1951, date de fondation de Prà-Kys-Tao, plus de 150 personnes se sont succédé entre les murs colorés de la *republica*. Dans chaque recoin de « Casa Da Nau » (la maison du bateau) comme les « Pràs » surnomment leur repère, des jeunes gens venus des confins du Portugal et de l'Europe ont laissé un dessin sur un mur, un objet, un souvenir. Et perpétuent la légende des *republicas* de Coimbra. ✕

■ Textes et photos Charlie Duplan

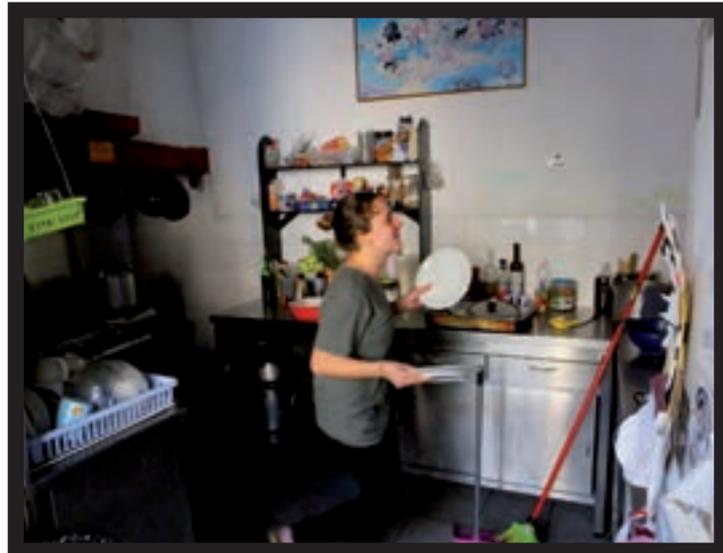
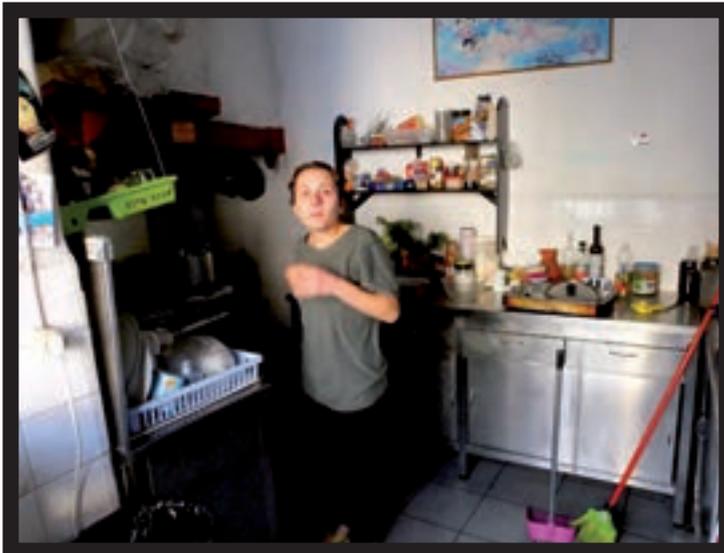


Dans la maison, trois livres renferment les autoportraits de dizaines de *republicos* passés par là. Depuis 1998, les pages ne sont plus remplies. Certains membres ont donc décidé de relancer l'idée en établissant une base de donnée détaillant leur parcours. Ils ont réuni 154 bouts de vie pour le moment.



DEUX SEMAINES À DEUX ANS D'ESSAI

Alexandra est *comensal*, « mangeuse » en français. Sans dormir à Prà-Kys-Tao, les comensals dînent tous les jours dans la maison. Passage obligé avant de devenir republico, être *comensal* signifie avoir un pied dans la communauté. Ils font le ménage, la cuisine, la vaisselle, vont et viennent dans la maison comme les autres mais ne paient pas le loyer. À Prà-Kys-Tao, ils sont six. Certains restent *comensal* deux ans, d'autres deux semaines, tout dépend de leur personnalité et des chambres disponibles.



CHAÎNE ALIMENTAIRE

Chacun son régime alimentaire. Il y a les végétariens qui ne veulent pas faire souffrir les animaux. Ceux qui refusent de manger de la viande pour ne pas encourager « les pratiques de l'industrie agro-alimentaire ». Et puis il y a les carnivores. Alors à table, on discute. On s'engueule aussi.

Chaque jour, un membre prépare le dîner, en tablant à chaque fois sur une assemblée de quinze convives. C'est le moment le plus important de la journée, le rendez-vous où *comensals* et *republicos* se retrouvent. Aidés par les services sociaux de l'Université de Coimbra, ils reçoivent chaque semaine des provisions livrées à moitié prix.



LES FONDATEURS ONT ÉTÉ BANNIS

Sur les onze membres fondateurs de Prà-Kys-Tao en 1951, plus aucun n'a le droit d'y remettre les pieds. Tous ont fait le choix de soutenir la dictature de Salazar en rejoignant sa police politique ou en devenant informateur. Dans les années 1970, Prà-Kys-Tao a connu un tournant politique marqué à gauche. Depuis, autogestion et refus de la hiérarchie y sont les maîtres-mots. Et les aïeux n'y sont plus les bienvenus.



UNE FAMILLE SANS PARENTS

Si l'ambiance et les centres d'intérêts varient en fonction des générations, la ligne directrice reste la volonté d'échanger. Plus qu'une simple colocation, l'idée est de recréer une véritable unité familiale pour des étudiants loin de leur ville natale.

**Ici,
le temps ne s'écoule pas
comme ailleurs.
Tous les 27 janvier depuis
1951, la republica fête son
centenaire. Car « chaque
année passée ici équivaut
à cent ans passés dehors ».**





« QUAND TU QUITTES
CET ENDROIT, TU
L'EMPORTES AVEC TOI. »
CRISTOF, 23 ANS, ÉTUDIANT
EN GÉOGRAPHIE.





UN MODÈLE EN DANGER

Locataires, les republicos paient le même loyer qu'en 1951, ce qui leur revient à une centaine d'euros par mois et par personne. En 2004, le propriétaire de la maison est décédé. Depuis, impossible de savoir qui a hérité. La seule information parvenue

aux étudiants : les successeurs potentiels seraient 34. En attendant, aucune restauration ou rénovation n'a été prise en charge par les ayants droit. Classée monument historique, la maison a été déclarée dangereuse à habiter par la municipalité. Mais les republicos restent. Pour réparer le toit,



INDÉPENDANCE

« Je ne crois pas dans le système tel qu'il est aujourd'hui. La republica est un espace où on grandit énormément. Pour moi c'est une école en dehors de la société. J'ai appris à cuisiner, à faire le ménage, à faire ma lessive. J'ai trouvé une deuxième famille avec laquelle je me suis créé une zone de confort et de protection. Je peux y être moi-même sans que l'on me juge. J'ai appris à faire avec des personnalités très différentes, à être plus ouverte. Cette dynamique de groupe m'apporte énormément », raconte Maria, 20 ans.



ils ont besoin de 24 000 €. Pour l'ensemble du bâtiment, le devis atteint 208 000 €. Si quelques-uns, avec l'aide d'anciens étudiants, ont réussi à acheter leur maison, ce n'est pas le cas de beaucoup d'autres qui restent locataires. En 2012, le gouvernement portugais a fait passer une réforme

autorisant les propriétaires à renégocier les loyers dont les contrats remontent avant 1990. Une mesure qui inquiète du côté de Coimbra, où une republica a dû fermer l'année dernière après que leur propriétaire a réclamé une augmentation de 6 000 % du loyer.



LA FABRIQUE UTOPIQUE

Ricardo est republico depuis un an. L'un des plus anciens de Prà-Kys-Tao. « *Les republicas sont comme les êtres humains. Il n'y en a pas deux pareilles. Certaines sont marquées à gauche, d'autres à droite, d'autres se foutent de la politique. Personnellement, je ressemble à ma maison. On est à une étape importante de nos vies : l'entrée dans l'âge adulte. C'est un moment où tu imprimes tes idéaux, et ici on est très influencés par l'atmosphère de Prà-Kys-Tao. J'ai 22 ans, mais quand je croise d'anciens republicos de 60 ou 70 ans, je me rends compte que je leur ressemble beaucoup. Un passage ici, ça marque.* »

— Eduardo Lourenço —

« NOUS PASSONS NOTRE VIE À ATTENDRE DES MIRACLES »

À 91 ans, Eduardo Lourenço s'impose comme l'une des plus grandes consciences morales et culturelles du pays. Ce philosophe, essayiste, écrivain et théoricien de l'Europe est avant tout un libre-penseur, profondément humaniste.

Après avoir enseigné en France durant de nombreuses années, il revient dans son pays natal sur lequel il pose un regard lucide et engagé.

Rencontre avec la mémoire la plus vive
du Portugal.

« LE PORTUGAL S'EST
FAIT DU DEHORS VERS
LE DEDANS. CE SONT
LES DÉCOUVERTES
QUI ONT DÉFINI LE
PROFIL HISTORIQUE
DE NOTRE PAYS. »

🗨️ Eduardo Lourenço



Eduardo Lourenço a écrit plus d'une vingtaine d'ouvrages, tels que "L'Europe introuvable", "Le labyrinthe de la saudade", ou encore "Pessoa, l'étranger absolu".

Dans votre Mythologie de la Saudade, vous citez Pessoa : « Toutes les nations sont des mystères, et chaque nation, pour elle-même, un autre mystère ». Quel est donc celui de votre nation ?

Le Portugal est une vieille nation qui a les mêmes frontières depuis le XII^e siècle. Nous avons eu du mal à soutenir cette indépendance. C'est pourquoi les Portugais ont cette idée que le pays est là par une espèce de miracle continu. Notre premier roi était l'enfant d'un comte de la maison de Bourgogne. La péninsule ibérique était constituée de plusieurs petits royaumes comme le Portugal, la Catalogne ou la Galice, avec les mêmes capacités guerrières et économiques. Au XIV^e siècle, les Portugais sont les premiers à explorer l'océan Atlantique, des mers que l'on ne connaissait pas. Les marins modernes sont d'abord les Portugais, en tant qu'Européens. On a contourné le Cap de Bonne-Espérance jusqu'aux Indes, où nous sommes arrivés les premiers au XV^e siècle. Et ça, les Portugais ne s'en sont jamais remis. Ce qu'ils ont fait dans l'Histoire, c'est ça. Et ils savent qu'ils ne pourront jamais faire quelque chose de plus important que ça. L'âge d'or du Portugal est derrière nous.

Cela revient-il à dire que le pays a perdu de son aura depuis les grandes découvertes ?

Le monde a beaucoup changé entre temps. L'histoire de l'Europe est celle d'une guerre civile entre

des nations qui se disputent l'hégémonie du continent. Comment ces nations, qui se voulaient les plus cultivées du monde, en sont-elles arrivées à la Première Guerre mondiale ? Parce que depuis que les Portugais sont arrivés aux Indes, les nations européennes n'ont pas cessé d'en dominer d'autres pour devenir les maîtres de nouvelles terres. Cela mène au drame absolu qu'est la Seconde Guerre mondiale, et qui marque, d'une certaine façon, la fin de l'Europe en tant que puissance hégémonique du monde. Pour le Portugal, ce fut le siècle de la décolonisation. Les nations colonisées en ont alors profité pour se libérer de notre tutelle. Nous avions des colonies en Afrique : l'Angola d'un côté, le Mozambique de l'autre. Quand j'étais au collège, il y avait une carte de l'Europe avec cette inscription : « *Le Portugal n'est pas un petit pays* ». Lorsqu'on projetait la surface de nos colonies sur la carte, notre pays couvrait toute l'Europe. On était alors content, parce que si on était petit, ici dans le coin de la carte, on était quelqu'un aux yeux des autres européens. Mais le Portugal a perdu ses colonies, et cela a marqué la fin du régime de Salazar.

Vous évoquez un souvenir d'enfance. Est-ce là la manifestation de la saudade si chère aux Portugais ?

Saudade est un mot d'origine latine un peu étrange. C'est un concept-sentiment qui renvoie à tout ce qui relève du souvenir, du



passé. C'est devenu le comportement mental d'un peuple préoccupé par son rapport avec le temps et le bonheur. La *saudade* est spontanée. Même les gens qui sont analphabètes l'utilisent. Les mots ne se limitent pas à leur définition purement intellectuelle. Ils sont aussi la porte de sentiments difficiles à définir, comme l'amour. Si on ne l'a pas éprouvé un jour, on ne sait pas de quoi on parle ; et si on l'a éprouvé, on n'a pas besoin de l'expliquer. Les Portugais vivent la *saudade* avec une espèce d'ambiguïté, une tristesse, une nostalgie positive. Éprouver la perte de quelqu'un et ne pas l'accepter est le plus haut sentiment que l'on puisse ressentir... Alors là, vous êtes dans la *saudade*, quelque chose de personnel, d'intime, qui peut aussi s'étendre à un lieu de vie. C'est un sentiment absolument universel auquel les Portugais attachent une espèce d'obsession. Lorsqu'on dit *saudade*, ils s'entendent entre eux. C'est comme le mot de passe d'une culture.

La saudade serait donc un élément de la « portugalité ». Comment pourrait-on définir cette identité, historiquement et culturellement ?

La « portugalité » est ce vécu du Portugal en tant qu'acteur historique. Le Portugal s'est fait du dehors vers le dedans. Ce sont les découvertes qui ont défini le profil historique



LE TERME DE SAUDADE EST COMME LE MOT DE PASSE DE NOTRE CULTURE

↳ Eduardo Lourenço

de notre pays. Le peuple portugais n'avait qu'une chose hors du commun, et il a perdu son empire. On avait toujours quelque chose sur lequel se reposer. On avait le Brésil, on l'a perdu. Il n'était pas à nous, mais il était nous. Mais les colonisations, quelles qu'elles soient, laissent toujours quelque chose de positif ou de négatif. Surtout quand on partage une langue. Ce n'est pas nous qui sommes le sujet de la langue, c'est la langue qui est notre sujet. Quand je suis à l'aéroport et que j'entends quelqu'un parler portugais, je tourne la tête. Et lorsque je vois un métis, je me dis que nous n'avons pas tout perdu. Malheureusement, maintenant, nous importons nos mythologies, alors même que nous étions exportateurs de mythologies. C'est comme si on n'avait plus ce dehors. Nous sommes confinés. C'est ce que les Portugais sont en train de vivre et nous sommes malades à cause de ça.

Pour vous qui êtes la mémoire intellectuelle de ce pays, quel bilan peut-on faire de l'entrée dans l'Union européenne en 1986 ?

Après la Révolution des œillets en 1974, tous nos rêves se sont substitués à un projet compensatoire : l'Union européenne. Les gouvernements démocratiques élus après le 25 avril 1974 voulaient que le Portugal entre dans l'Europe, qui était en voie de construction. Nous ne savions pas encore quel était le rêve de l'Union, mais ce projet existait. L'Europe était un rêve. Nous y sommes entrés en 1986 avec l'Espagne. Adhérer à l'Union européenne, c'était enfin entrer dans une maison riche. Dans les premières années, on nous a apporté de l'argent, des subventions pour construire des routes. Aujourd'hui désertes. Nous n'étions pas le pays le plus riche d'Europe et nous avons bénéficié d'une aide extraordinaire. Le Portugal croyait qu'un Eldorado s'ouvrait devant lui. Des dépenses considérables ont été faites. Et au bout du compte, depuis la crise de 2008, l'Europe

« Ce ne fut pas une révolution »

Le 25 avril 1974, jour de la Révolution, Eduardo Lourenço est en France. Il croit à un coup de l'extrême droite. Il découvre en fait un « complot militaire ».

« Cette révolution a changé le destin de beaucoup de gens. Il ne faut pas se leurrer, le régime de Salazar était loin d'être démocratique, ils ont fait des choses inacceptables. Tous les mécanismes du fascisme étaient en place : rationnement, censure, police politique... Il y a quarante ans, la génération à laquelle j'appartiens supportait mal ces privations. Pendant deux ans, les capitaines ont organisé la Révolution, ou plutôt un complot militaire. C'est une libération qu'on attendait depuis longtemps dans la péninsule ibérique. Pourtant, à l'époque, l'ère des révolutions européennes était terminée. Nous savions que nous nous trouvions à la fin d'un cycle. Nous, on rêvait d'être comme Cuba ou quelque chose comme ça. Les militaires ont fait un coup qu'eux seuls pouvaient faire. Ils avaient les armes, ils étaient d'accord entre eux. On pensait pourtant qu'ils allaient garder le pouvoir plus longtemps. Le motif de leur mécontentement originel était la guerre d'Angola, qu'ils refusèrent de supporter plus longtemps. Elle a duré treize ans. De simples civils et des miliciens pouvaient devenir capitaines en très peu de temps, pour combler les effectifs manquants dans l'armée et soutenir cette guerre honteuse. C'était donc un mélange de considérations idéologiques et corporatistes. Pour les militaires du cadre permanent de l'armée, cette guerre indigne en Angola n'était pas à la hauteur de toute la mythologie portugaise. Ils se sont retournés contre le gouvernement de la métropole, incapable de trouver une solution. À partir de là, le Parti communiste, qui avait milité clandestinement contre le régime, a été très actif. L'extrême gauche a développé ses capacités insurrectionnelles et politiques. Le simple fait que l'extrême gauche puisse être là et s'exprimer est un miracle. Le pays est tout de suite devenu révolutionnaire à la suite des capitaines. C'était incroyable de voir ça. Parmi les auteurs du complot, certains ont accompli des choses extraordinaires, comme Otelo Saraiva de Carvalho (lire page 24), qui est un personnage très attachant. Toute une série de facteurs, portugais et humains, ont permis d'éviter l'affrontement sanglant. Et on a pu organiser des élections. C'est devenu la Révolution des fleurs. Pourtant, les révolutions ne se font pas avec des fleurs. Mais cette révolution sanglante n'est pas vraiment inédite. Elle correspond à une manière de faire portugaise à ma connaissance sans précédent. Ce ne fut pas une révolution. Elle aurait pu l'être, elle avait les conditions pour l'être, mais seulement si les militaires avaient gardé le pouvoir. Ils ont discuté longtemps sur la finalité de ce coup, qui était d'abord un complot militaire, et non une révolution proprement populaire. Ils savaient très bien quoi faire. Et ce fut là, quelque chose d'exemplaire. » ✕

panique. La France et l'Italie ont des déficits énormes, mais le Portugal est plus faible encore et prend conscience de ses dettes.

Cette prise de conscience semble douloureuse. Les Portugais désignent-ils des coupables du doigt ?

Là-dessus, tout le monde est coupable. Une culpabilité qui se comprend très bien pour nous. C'est sûr, en ce moment, on traverse une très mauvaise période, et c'est regrettable. Ce n'est pas l'Allemagne en tant que telle qui nous a mise dans cette position, c'est nous qui avons fait des dettes inconsidérées. Maintenant personne ne veut être le responsable de cette faute, mais il y en a bien eu un. Tout ce qu'on peut essayer de faire, c'est trouver des conditions plus justes, plus raisonnables, pour différer ce paiement de façon à ce qu'il soit supportable et n'aggrave pas une crise déjà sérieuse ici. Les Portugais savent très bien cacher les choses. En Algarve, tout semble inchangé. Mais ça, c'est en surface. En dessous, il y a des choses dramatiques. Des familles qui ne peuvent pas subvenir aux besoins de leurs enfants. Et surtout un gouvernement qui ne peut pas faire autre chose que ce qu'il fait et qui est très maladroit dans sa façon de vendre ses dettes et le coût de l'opération d'assainissement. Le pays n'est plus le même. Nous

soit la solution. Le Portugal est le pays des miracles et tout peut arriver. Nous passons notre vie à attendre des miracles. Comme si Fatima [la Sainte Vierge du Portugal, ndr] ne nous suffisait pas ! La solution viendra de l'Europe. C'est ma croyance, je ne peux pas la justifier intellectuellement. Je me comporte comme un Portugais, moi aussi j'attends un miracle.

Selon vous, face à l'eurosepticisme, le projet de la construction européenne a-t-il encore un sens ?

L'Europe se distingue par son idéologie de la laïcité, de la moderne liberté de croyances et de la liberté de penser. Toutes les nations dépendent les unes des autres, et partagent toutes cette tradition. À l'heure actuelle, il y a une espèce de consensus sur le fait que l'Europe est en train de s'inventer et de se découvrir à partir d'une base démocratique. La démocratie est aussi ce qui nous unit culturellement et politiquement. C'est un continent qui a des traditions historiques, qui s'inscrit dans la continuité d'une révolution humaniste, d'illumination, comme la Révolution française. Nous sommes ici tous concernés par un destin commun, non seulement en Europe, mais dans le monde entier. Pourtant on revient encore en arrière.

l'identité la plus complexe du monde, mais pas la plus puissante. Il faut s'en faire pour elle aujourd'hui.

Vous êtes connu pour être pro-européen. Est-ce encore facile d'assumer cette posture ?

Absolument ! Je suis presque le dernier, parce que le pays va vraiment très mal. Il reste beaucoup de choses à faire au Portugal, surtout en ce moment. Mais ce n'est plus uniquement notre problème, c'est celui de tout le continent européen. Il n'y a pas d'alternative. Toutefois, des Portugais, minoritaires pensent que nous devrions sortir de l'Union européenne pour ne pas avoir à régler notre dette. Je ne suis pas économiste mais je sais qu'il est impossible d'en sortir. Ce serait une catastrophe. Je suis encore de ceux qui ne voient à l'horizon aucune issue pour l'Europe que l'Europe elle-même. Aucune. Vous savez, un pays qui a 900 ans d'existence comme le Portugal ne peut pas disparaître. La réponse nous viendra de l'Europe. Les pays responsables vont tenir compte de la situation des pays du Sud en général. Les Grecs aussi se défendent assez bien, d'une façon plus agressive. Au Portugal, nous avons une tradition plus pacifiste. Mais une révolte peut toujours éclater. La déception est immense, parce qu'on pensait qu'on y était, qu'on était Européens « classe unique » au même titre que les pays importants, et plus de deuxième ou de troisième classe. Mais même l'Espagne est traitée comme ça. Regardez au niveau diplomatique comment on traite les pays lorsqu'il se passe des choses sérieuses. Ils sont tous solidaires jusqu'à ce qu'il faille décider. Seuls quelques-uns se réunissent pour arbitrer. Il y a eu une régression quant à l'attention apportée au Portugal. Une espèce de condescendance. Nous ne volons l'Europe de personne. Nous sommes des Européens même si, avec la crise, nous ne sommes plus des Européens comme les autres. On continue à vouloir être dans ce rêve. Le Portugais, c'est un Européen.

LES PORTUGAIS CONTINUENT À VOULOIR ÊTRE DANS LE RÊVE EUROPÉEN

🗨️ Eduardo Lourenço

sommes tombés de haut. Il n'y a qu'à voir le Service national de santé. Autrefois, si vous étiez malade, vous creviez dans votre coin et puis c'était tout. Dans mon enfance, je voyais des femmes qui mourraient en couches. C'était presque le Moyen-Âge dans la modernité. Voilà pourquoi les gens sont indignés. Et ceux qui sont trop misérables, trop pauvres, n'ont plus la force de s'indigner. Je ne trouve rien ni personne pour apporter une solution à cela.

Les jeunes sont nombreux à partir à l'étranger. Comment voyez-vous l'avenir du pays ?

Cet exode des jeunes est épouvantable. Ce n'est pas la première fois que le Portugal connaît ça. Déjà, dans les années 1960, les gens ont émigré pour des raisons économiques. À l'époque, l'Europe pouvait absorber ces flux. 800 000 Portugais ont émigré en France dans ces années-là. Je connais bien la question, j'ai vécu pendant 50 ans en France et j'ai d'ailleurs longtemps été leur interprète lors d'entretiens d'embauche au sein d'entreprises françaises. Mais maintenant, c'est la crème du Portugal qui émigre. C'est une perte sèche. Nos jeunes font ce qu'ont fait les autres par le passé. Ils traversent les Pyrénées pour arriver en France. Maintenant nous attendons des jeunes qui partent dans d'autres pays, comme les ingénieurs, qu'ils envoient de l'argent. Mais je ne suis pas sûr que ce

Croyez-vous que ces liens s'effritent et que nous perdons cette idée de destin commun propre aux peuples européens ?

Malheureusement, l'Europe piétine depuis quelques temps pour diverses raisons. Et on attend un changement. Avec les prochaines élections européennes, je ne sais pas si celui qui va succéder à notre Barroso pourra apporter ce changement. Il n'y a aucune histoire de l'Europe. Pourtant il en faudrait bien une, c'est un minimum pour savoir qui sont les autres peuples. Notre plus grande richesse est la connaissance d'autres langues. Les Anglais ne parlent qu'anglais, forcément. Si les Français parlent deux langues, c'est déjà bien. Les Allemands sont plus cosmopolites car leur langue est difficile. La meilleure façon d'avoir accès aux autres, c'est d'apprendre leur langue. Le reste, peu importe. Car toutes les nations sont comme des ghettos repliés sur eux-mêmes. Il y a des communications, bien sûr, mais surtout culturelles. On a appris les uns des autres, voire même plus des uns que des autres, ça dépend. Il y a des divisions qui viennent du passé. L'Europe est un corps plein de meurtrissures, de plaies. Avec les guerres mondiales, tous les pays ont des histoires sinistres les uns avec les autres. L'Europe est un continent extraordinaire, mais où chacun vit encore comme s'il voulait être tout seul. C'est pourquoi l'Europe est si difficile à faire. C'est

Qu'est-ce qui attise encore votre curiosité et votre intérêt ?

Je devrais m'intéresser à mon propre passé mais je n'y arrive pas. Je suis trop fatigué. J'ai gâché trop de choses. Je lis énormément. J'imagine ce que sera le futur proche, par exemple. Mais je n'ai plus beaucoup de temps pour ça. Cette année, je vais publier un essai que j'ai écrit autrefois, au temps de l'ancien régime. J'avais rédigé cet ouvrage pour qu'il puisse servir avant la Révolution des œillettes, car j'avais compris qu'on ne pouvait faire de critique de la guerre d'Angola qu'en démystifiant ce qui en était le fondement. Je n'aurais jamais pu le publier sous Salazar, car je n'aurais pas pu revenir au Portugal. C'est un constat sur l'histoire des Portugais en tant que colonisateurs, tardifs, non tardifs, réussis, non réussis. Et tout ça se termine avec la perte d'un empire vieux de 500 ans. Toute notre histoire avait un rapport avec la colonisation, et maintenant nous sommes sans emploi. Mais je reste positif, il y a encore beaucoup de choses à faire dans ce pays. Avec cet essai, je sers mon présent d'autrefois. ✕



**« JE SUIS ENCORE DE
CEUX QUI NE VOIENT À
L'HORIZON AUCUNE ISSUE
POUR L'EUROPE QUE
L'EUROPE ELLE-MÊME. »**

✉ Eduardo Lourenço



À LISBONNE, LE
FADO EST DANS LES
MUSÉES ET LES
GALERIES. MAIS
LE VRAI, LUI, VIT
DANS LA RUE.

UN FADO PEUT EN CACHER UN AUTRE

On le croyait perdu. Formaté, trimballé de musées en concerts folkloriques, le vieux chant mélancolique de Lisbonne est presque exclusivement devenu une marchandise pour touristes. Mais le « vrai » fado, lui, est ailleurs.

■ Textes et photo Amandine Sanial

Au cœur de l'Alfama, l'un des quartiers populaires de la ville, A Tasca do Chico ressemble à n'importe quel bistrot du quartier. Ni beau, ni moche, une simple ardoise accrochée à la devanture, avec l'inscription « Fado Vadio » griffonnée à la craie. De l'extérieur, on entend à peine les voix des *fadistas* qui s'échappent par éclat. Le son explose, et s'arrête, net. Les mains claquent, les sifflets fusent. La porte finit par s'ouvrir. Un homme massif en costume noir, la cravate rouge posée sur un ventre énorme, fait entrer la foule au compte-gouttes. À l'intérieur, la déco est kitsch : des dizaines d'écharpes de foot pendent du plafond, donnant au bar plein à craquer des airs de PMU les soirs de match.

À côté des guitares portugaises suspendues par le manche, les affiches des stars du fado recouvrent les murs : la reine Amália Rodrigues, Fernando Mauricio, Esmeralda Amoedo... Sur des photos encadrées, les tenanciers de la boutique posent aux côtés des révélations de la nouvelle scène : Katia Guerreiro, la blonde platine Mariza ou encore l'idole Camané. Les mêmes barmen essuient des verres à la va-vite sur un coin de table, râlant contre des clients assoiffés. Quand le musicien attrape sa guitare, seuls les nouveaux venus osent encore éclater de rire. Trois accords, plus un bruit. Les lumières s'éteignent. Les derniers rayons des lampadaires pénètrent dans la salle par l'entrebâillement de l'immense porte en bois, avant que le patron ne la verrouille. Le spectacle peut commencer.

« Ça sent bon, ça sent Lisbonne »

Dans l'obscurité, une vieille aveugle s'avance doucement en tenant un enfant par la main. Le garçon l'accompagne au milieu de la pièce, et lui pose délicatement la main sur le dossier d'une chaise. La guitare s'efface, on ose à peine

respirer. D'abord timide, la *fadista* murmure quelques mots en portugais, tortillant nerveusement ses mains déformées par l'arthrose. On devine ses mouvements, les bras tendus en avant, quand arrive le refrain : la vieille se met à crier dans les aigus, la voix chevrotante, et c'est toute la salle qui chante et tape dans ses mains : « *Cheira bem, cheira Lisboa !* ». La *fadista* s'emporte, laisse exploser sa nostalgie avant d'éclater de rire quand la foule l'acclame.

Les lumières se rallument, et le brouhaha reprend de plus belle. Le barman s'énerve, la bière déborde et les verres tintent à nouveau. Entre deux morceaux, les *fadistas* alpaguent le patron pour être la prochaine sur la liste. À peine le temps de faire son choix, et le tenancier replonge le bar dans le noir.

La deuxième n'a pas vingt ans. Elle est élève à l'école de fado de Lisbonne, et chante tous les soirs sur les scènes de la capitale. Les mains jointes, elle ferme les yeux. Quand sa douce voix s'élève, on sent les premiers frissons. Alors ça y est. On la reconnaît sans pouvoir la traduire : c'est la *saudade*, cette mélancolie empreinte de nostalgie. Ce vide qui remplit.

L'art d'improviser

À Lisbonne, le fado est partout. Dans les rues, les troquets, mais aussi dans les musées et les galeries. Reconnu patrimoine immatériel de l'Unesco en 2011, le chant lisboète est depuis devenu la vitrine d'un pays qui mise sur son tourisme pour sortir la tête de l'eau. Un pari plutôt réussi : sur les rives du Tage, le Musée du fado accueille chaque jour des centaines de visiteurs, les mêmes qui se pressent aux portes du Fado in Chiado, l'immense complexe culturel qui multiplie les concerts millimétrés et sans imprévu. De l'attrape-touriste aux grandes galeries, on consomme la tristesse comme du Coca dans un fast-food.

Mais même attaché, malmené, le fado n'est pas mort. Il a simplement migré. Le fado vadio, le « vrai », vit tard le soir autour d'un

verre de rouge ou au détour d'une ruelle. C'est un fado amateur, chanté à la volée et sans fioritures. Celui de la vieille qui crache en chantant, celui de la jeune femme qui fait des fausses notes, celui de tous les chanteurs qui n'en sont pas vraiment. Par essence, il est libre, frivole, improvisé. On ne retient pas les sentiments. On n'enferme pas le fado. ✕

Les bons plans

- *A Tasca do Chico*, dans le quartier d'Alfama. Pour ne pas passer la soirée dehors, mieux vaut arriver tôt. Ou très tard.
- Situé au cœur de Mouraria, *Os Amigos da Severa* est à l'image de son quartier : petit, crasseux, mais bourré de charme. Un bar minuscule où il fait bon boire une ginjinha en profitant du fado authentique et improvisé par des amateurs.
- Toujours dans le quartier populaire de Mouraria, *Casa da Severa* rend hommage à la grande Maria Severa Onofriana, *fadista* à l'origine du genre, en organisant des bœufs et lectures autour du fado dans son ancienne maison. La musique, comme le poisson, y sont délicieux.
- *Bela Vinhos e Petiscos* tient son nom de la patronne, Anabela. À mi-chemin entre le bar, la taverne et le resto, cette « casa portuguesa » est l'endroit idéal pour terminer la nuit au son du bon fado : les soirs d'impro, il dure jusqu'à l'aube. ✕



DÉSORMAIS,
UNE TOUTE NOUVELLE
SCÈNE RYTHME LES NUITS
LISBOËTES.

COMMENT LE SON DE LISBONNE EST SORTI DE SES GHETTOS

Depuis deux ans, le label Príncipe tente de changer les mentalités en propulsant sur le devant de la scène des courants musicaux jusqu'alors dénigrés. Un pari tant social que culturel qui met au jour un des paradoxes de la société portugaise.

■ Marion Lizé

Soirée anniversaire au club le MusicBox, fin février 2014. Le label musical Príncipe fête ses deux ans et la boîte de Cais do Sodré, un quartier du sud de la capitale qui borde le Tage, affiche complet. Des jeunes de la ville, blancs, à la pointe de la mode, se mêlent sur la piste aux gamins noirs des banlieues de la capitale. Ils dansent, rient, fument, boivent ensemble. Certains finiront même par rentrer à deux, portés par la musique et probablement aussi par l'ivresse qui les gagne. On assiste presque à un moment historique. Car il y a encore deux ans, tout était semblé unimaginable.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui sur la scène musicale lisboète, il faut remonter à 2006. Marlon "Marfox" Silva est alors un gamin de 18 ans, timide et un peu enrobé, qui vit à Quinta do Mocho, à 30 minutes au nord-est de Lisbonne. Avec des copains, il poste sur Internet une compilation intitulée *DJ's Do Guetto*, des sons qu'ils ont enregistrés ensemble, pour occuper les longs après-midi passés dans la cité. Derrière les pseudos de DJ Marfox, DJ Nervoso ou encore DJ Fofuxo, ces jeunes passent des journées entières à composer dans leurs chambres des *tracks* (morceaux) mêlant kuduro, semba, kizomba et taraxinha, des genres musicaux originaires d'Angola et arrivés au Portugal en même temps que la vague d'immigration qui a suivi la fin de la dictature salazariste.

Marfox et ses potes sont loin de se douter qu'ils vont devenir les pionniers d'un nouveau genre musical. Car ils sont les premiers à mixer des musiques traditionnelles africaines à la house européenne née dans les clubs de Berlin, Paris ou Londres pendant les années 1990. Un choc des cultures naturel pour eux, puisqu'ils ont grandi avec une oreille

dans les musiques traditionnelles de leurs parents, et l'autre dans les tendances occidentales du moment.

Deux mondes différents

La musique est un passe-temps populaire dans ces zones qui ont longtemps été coupées de la capitale, aussi bien sur le plan géographique que culturel. Arrivés en masse à partir des années 1970, les immigrants originaires d'Angola, du Mozambique, de Guinée ou encore du Cap-Vert ont été parqués dans des bidonvilles situés au nord de Lisbonne, complètement isolés. Il n'y avait ni bus ni train pour rallier le centre ville, et la municipalité n'investissait pas un sou dans le développement économique ou culturel de ses quartiers. La cité et ses ghettos étaient deux mondes différents. Les gens ne se mélangeaient pas, les cultures non plus. Aujourd'hui, si l'absence de transports a été réglée, le gouffre social persiste. Marfox, qui a désormais 25 ans, constate cet enclavement : « *Les gens de la*

ville ne mettent pas les pieds ici. Ils ne voient pas les problèmes, donc ils ne se sentent pas concernés et ne font rien pour que ça change. »

Les bidonvilles ont peu à peu été transformés en « projets de logement sociaux », d'où le nom des rappers et DJ's qui forment cette nouvelle scène : on les appelle les « *gosses des projets* ». Un terme lancé par les journalistes, et perçu par les principaux intéressés comme une façon de les mettre à l'écart, encore une fois. « *Les gens du centre ne nous acceptent pas comme faisant partie du même cercle qu'eux. Ce nom qu'ils nous donnent encore aujourd'hui, "la scène ghetto", ça reste un moyen de nous faire sentir cette différence* », explique Marfox.

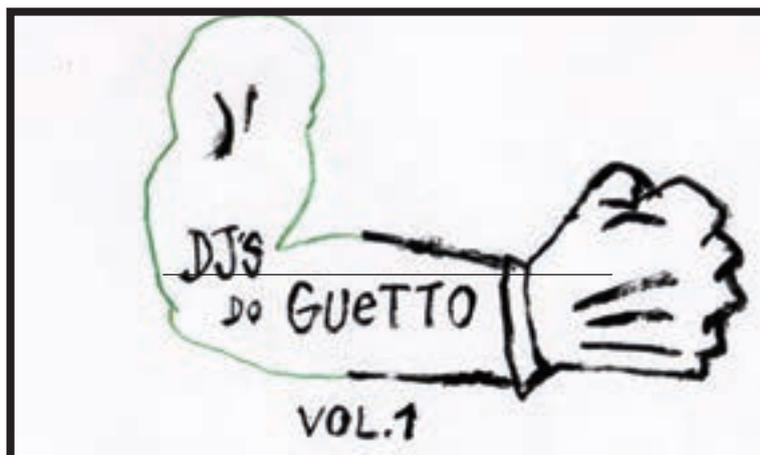
Plus fort qu'un millier de rassemblements politiques

À son arrivée en 2012, le label Príncipe a eu une double influence sur la scène ghetto. Tenter d'expliquer son incidence n'est pas simple.

Il y a bien sûr l'impact culturel, mais également social. Le journaliste Rui Miguel Abreu, qui travaille pour le magazine musical *Blitz*, déclare à propos du label : « *Príncipe a fait plus en deux ans qu'un millier de rassemblements politiques* ».

Pedro Gomes en est l'un des quatre fondateurs. Cheveux parfaitement coiffés et lunettes de soleil sur le nez alors que le soleil commence à se coucher, il explique, énième cigarette à la main, qu'ils ont été les premiers à désenclaver la musique du ghetto, pour la diffuser dans les clubs de la ville. Non sans peine.

Parce qu'avant d'y parvenir, il a d'abord fallu gagner la confiance de ces gamins, méfiants à l'idée que des blancs s'intéressent à leur musique. Marfox le reconnaît lui-même : « *La première fois que Pedro m'a abordé, c'était en 2008, après un dj set sur une scène de quartier. Je me suis dit "qu'est-ce que ces types me veulent ? Est-ce qu'ils veulent profiter de moi ?"* »



Sortie en 2006, la compilation "DJ's Do Guetto" a changé la vision de l'avenir pour toute une génération de jeunes des banlieues de Lisbonne.

J'étais persuadé qu'il y avait une arnaque quelque part. » Il leur a fallu des mois pour apprendre à se connaître, se faire confiance, avant de pouvoir travailler ensemble. Le label a signé Marfox, a sorti son premier album, et la machine était lancée. Aujourd'hui, le kuduro, le semba, le kizomba résonnent donc dans les clubs réputés de Lisbonne. Mais Pedro raconte que les musiques africaines, et notamment le kuduro, ont longtemps été décriées et moquées par les Blancs. Les mentalités évoluent lentement et pour une grande majorité de la population, il est toujours impossible de danser sur ce qu'ils considéraient comme un « sous-genre musical ».

Une vision intelligente de la musique

Pour les artistes de la scène ghetto, une toute nouvelle perspective d'avenir est désormais possible. Auparavant, ils faisaient de la musique jusqu'à 18 ou 19 ans. Mais à défaut de pouvoir entamer des études, ils se retrouvaient souvent pères très jeunes, et devaient alors arrêter de composer pour trouver un boulot à KFC, Mc Donald's ou dans le bâti-

ment. Subvenir aux besoins de leur famille. C'est le cas de DJ Nervoso, un pote de Marfox. Père d'un petit garçon de neuf ans, il a d'abord dû bosser plusieurs années sur des chantiers pour payer les factures. Mais le succès de la compilation *DJ's Do Guetto*, sur laquelle il avait composé plusieurs titres, lui a permis de sortir de l'ombre et de devenir l'une des figures de cette nouvelle scène.

Príncipe a apporté une structure à cette scène émergente, permettant à ces artistes qui s'ignoraient de faire découvrir leur musique, véritable identité de la banlieue de Lisbonne, dans des soirées organisées à Londres, Berlin, et même Nice et Toulouse. Marfox ne tarit pas d'éloges sur le label : « L'arrivée de Príncipe, ça a été le déclic. Pour la première fois, on s'est rendu compte que même si on venait des projets, même si on n'avait pas fait d'études, on pouvait voyager dans le monde, et réussir. »

Le label est 100 % indépendant et refuse les subventions de l'État et les dons privés. Lorsqu'on lui demande ce qui l'a poussé, lui et ses trois acolytes, à créer Príncipe, Pedro Gomes réfléchit, l'air grave, puis lance : « Je vais essayer de faire court parce que je pourrais t'en parler pendant cinq heures ! » Dans les grandes lignes, ils ont avant tout voulu fonder quelque chose qui manquait cruellement

à Lisbonne : une structure qui permettrait aux artistes de vivre de leur indépendance et de leur vision. Qu'ils n'aient pas de concession à faire sur leur travail. « On travaille avec ceux que l'on juge profondément indépendants et qui peuvent bénéficier de notre collaboration. » Galeries d'exposition, bars mi-teux, galeries d'art contemporain, clubs de rock, églises, institutions punk... La liste est longue, car ils ne se fixent aucune barrière, aucune limite. En plus du label, ils organisent une soirée mensuelle de plus en plus prisée au MusicBox.

Le journaliste Rui Miguel Abreu connaît bien Pedro et ses compères, et confie volontiers qu'ils font partie du peu de gens qui ont « une vision extrêmement intelligente » de la musique. Pour la première fois de sa vie, Marfox va s'envoler pour les États-Unis en mai. Il y rencontrera d'autres producteurs, qui l'ont repéré et veulent comprendre comment « fonctionne » ce son si unique, dont les rythmes restent inédits dans la musique électronique occidentale. Désormais, lorsque Marfox, Nervoso et leurs copains mettent les pieds dans un Mc Do ou un KFC, c'est à 6 h du matin, pour reprendre des forces après une nuit de mix à guichet fermé. Pas pour payer les factures. ✘



Márcio Matos



Les fondateurs du label Príncipe, de gauche à droite : Nelson Gomes, Pedro Gomes, Márcio Matos et José Moura.



Diogo Simões

DJ Marfox, l'une des valeurs sûres de la scène portée par Príncipe.

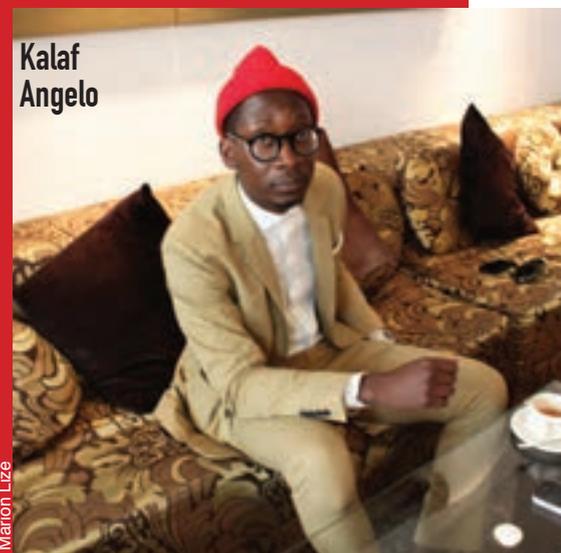
LES FRUITS DE L'EFFET BURAKA

Si la scène ghetto a pu éclore, c'est aussi grâce à un groupe qui l'a précédée. Buraka Som Sistema, formé en 2005, est un collectif de MC's et producteurs. Ils ont été les premiers à mixer du kuduro à de l'électro. Ils n'appartiennent pas directement à la scène des banlieues. Car si certains sont originaires d'Amadora (ville voisine de la capitale, tristement célèbre pour abriter les quartiers défavorisés de Buraca et Cova da Moura, où violence, trafics en tous genres et délinquance sont légion), d'autres viennent du centre de Lisbonne. Ceux de la ville les ont toujours rejetés, alors hors de question pour les gamins des ghettos de leur être associés. Le groupe connaît rapidement un certain succès hors des frontières du pays et collabore avec des pointures de l'industrie musicale comme M.I.A. ou Diplo, lui assurant une certaine visibilité internationale. Sans son essor, difficile de dire si

la création de Príncipe et l'émergence de la scène des banlieues auraient été possibles.

Kalaf Angelo, l'un des leaders de Buraka Som Sistema, revient sur leurs débuts. Tout a commencé par l'organisation d'une soirée, en 2005. « *On voulait montrer et réunir la diversité des musiques qui existaient à Lisbonne, le kuduro, le baile funk, le funaná. Le succès a été immédiat.* » La création d'un groupe était la suite logique. Selon Kalaf, le Portugal a la chance d'être au cœur d'un formidable brassage culturel. « *Lisbonne se trouve au milieu de l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Être au centre de ce triangle nous expose à des cultures extrêmement différentes. Il ne nous reste qu'à le transformer en rythmes, en sons et en mots. C'est ce que l'on s'efforce de faire.* » Et c'est la raison pour laquelle la musique lisboète ne sonne comme aucune autre.

Aujourd'hui, Kalaf est persuadé que ce n'est qu'une question de temps avant que la scène ghetto n'explose sur le plan international et que l'on retrouve les rythmes saccadés du kuduro samplés dans les hits des stars qui font danser les plus grands clubs du monde. ✕



Kalaf Angelo

Marion Lizé

À LA RECHERCHE DES CARREAUX VOLES

Les azulejos, petits carreaux de faïence peints à la main, font partie intégrante de l'identité artistique du pays. Mais depuis plusieurs années, ils sont devenus la cible des malfaiteurs.

Face à l'accroissement des vols, des personnalités combatives se dressent pour lutter contre le pillage de ce patrimoine.

■ Géraldine Robin

C'était il y a quelques années déjà. Manuel Leitao, antiquaire à Lisbonne depuis 1956, spécialisé dans les azulejos, reçoit un coup de téléphone. Un propriétaire envisage de rénover sa maison et propose de lui vendre des pans entiers de carrés en faïence. Alors que le spécialiste propose de venir avec ses ouvriers pour les retirer, l'homme refuse, arguant qu'il va s'attaquer à cette tâche lui-même. Pendant plusieurs semaines, des cargaisons de 700, 800 azulejos atterrissent dans le magasin de Manuel Leitao, en échange de quelques milliers d'euros. Une transaction pour le moins banale dans l'univers du commerce de l'art et d'antiquités. Jusqu'à ce que le soi-disant propriétaire se révèle être le fils du gardien de la maison. Revenu de vacances, le véritable bailleur porte plainte. L'antiquaire doit tout restituer, contrit, sans néanmoins récupérer son intégralité de son argent. « *Jamais je ne me serais douté qu'il ne s'agissait pas du propriétaire. Il avait les papiers, les clés. Il semblait en règle.* » Depuis, Manuel Leitao, comme bien d'autres parmi ses collègues, a appris à « être méfiant ». Surtout face à l'attrait financier que représentent les azulejos qui parsèment le pays. Impossible de passer à côté. Sur les façades des habitations, dans les stations de métro, dans l'alcôve d'une maison particulière, derrière une grille, dans les musées. Murs, plafonds, sols. Ils se voient, se découvrent ou se devinent. Mais surtout, les azulejos s'exposent. Omniprésents, ils sont pleinement intégrés dans le paysage urbain. « *Le plus beau musée de l'azulejo, c'est le Portugal lui-même* », sourit José Meco, historien de l'Art et expert international. S'il faut s'approcher pour en

apprécier les détails et les nuances, on croira forcément un panneau d'azulejos au gré de ses pérégrinations. Tantôt bien conservés, restaurés, tantôt abîmés par le temps ou fêlés. Et parfois, sur un mur, un trou. Un espace béant, plus ou moins important. Un vide qui choque le regard, tant l'œil est habitué à l'amoncellement de carreaux de faïence. Parfois, mal conservés, ils tombent. Ou s'effritent. D'autres fois, ils sont tout bonnement dérobés.

SOS Azulejos

Leonor Sà est la conservatrice du Musée de la police judiciaire de Loures, municipalité située au nord de Lisbonne. Entre les imposants murs du bâtiment s'amoncellent les objets et œuvres d'art récupérés lors des arrestations. Des faux, des imitations et des azulejos orphelins, appartenant maintenant à l'État. Faute de mieux. La conservatrice voit la collection de carreaux de faïence s'agrandir, désempalée. Depuis 2007, elle lutte contre le dépouillement de ce patrimoine qui lui tient tant à cœur. Engoncée dans son manteau de cuir noir, carré cendré, yeux alertes, ce petit bout de femme a créé sa propre « brigade », nommée SOS Azulejos. Elle a ouvert un site Internet [sosazulejos.com, ndlr] sur lequel elle et sa petite équipe diffusent des photographies et descriptions d'azulejos volés, fournies par les propriétaires eux-mêmes. « *Il fallait agir. Il y a eu une énorme augmentation des rapines dans les années 2000 et selon les statistiques, Lisbonne est la ville la plus affectée.* » Rien qu'en 2006, ce sont plus de 10 000 azulejos qui ont été déclarés volés.



« IL Y A EU UNE ÉNORME
AUGMENTATION DES VOLS
DANS LES ANNÉES 2000 ET
SELON LES STATISTIQUES,
LISBONNE EST LA VILLE LA
PLUS AFFECTÉE. »

Leonor Sá

Malheureusement, tous les propriétaires ne portent pas plainte. Même si depuis la création du site, ceux-ci prennent l'habitude de photographier leurs trésors patrimoniaux. Ils ont enfin conscience de leur valeur. « Depuis la création du site Internet, le nombre de vols a été réduit de 80 % », se félicite Leonor Sà, ravie. Mais pas encore satisfaite. La finalité : éradiquer totalement ce type de larcins. Sans aides financières, ce n'est pas si simple. Mais Leonor Sà s'est entourée de sept organismes partenaires unis par une même volonté. Et surtout, une même conviction : le combat contre le vandalisme passe aussi par l'éducation, la formation et une certaine sensibilisation de la population. « Nous menons plusieurs actions. Mais elles forment un tout logique. On espère faire bouger les choses. » Classifier les bâtiments pour les protéger. Améliorer la conservation. L'équipe est même parvenue à changer la réglementation, en avril 2013. À Lisbonne, il est désormais interdit de démolir les façades avec des azulejos, ou de bouger les carreaux pour entreprendre des travaux. « Maintenant, il faut que les municipalités de tout le pays introduisent ces règles dans leurs codes de l'urbanisme. » De son côté, le Musée national de l'azulejo participe aussi à ce combat. La directrice, Maria Antónia Pinto De Matos, est parfois alertée lorsque des propriétaires se

font voler. Et son institution travaille en lien étroit avec la police. « Régulièrement, nous organisons différents cours, auxquels participent des membres de la police judiciaire. » Malgré toutes ces précautions, la tâche reste ardue. Et par-dessus tout, il faut identifier les voleurs et leurs réseaux...

Crime organisé ?

L'azulejo s'intègre et se démarque à la fois des habituels courants de l'histoire de l'Art. Dans son dessin, on retrouve les procédés décoratifs de la fin du XVI^e siècle, la turbulence et les sophistications du Baroque, l'emphase du Rococo, la sobriété du Néo-classicisme ou les ornements végétales de l'Art nouveau. Comme pour les toiles de maîtres, certains ont une valeur inestimable, d'autres ont été travaillés en série, dans des ateliers. Si tous les mandrins ne sont pas des historiens de l'Art, Leonor Sà et les membres de la brigade des œuvres d'art de la police judiciaire sont convaincus qu'il existe bien un crime organisé. « Certains malfaiteurs sont de petits toxicomanes, qui volent quelques azulejos par-ci par-là, pour se faire des sous. Mais quand des panneaux entiers du XVIII^e sont dérobés, je pense qu'il s'agit de la commande passée par un connaisseur », avance la conservatrice. De nombreux édifices sont

abandonnés, vidés. Hôpitaux, anciens palais, maisons. Malgré les précautions prises par la police pour barricader ces espaces, la plupart sont pillés. « Les malfaiteurs sont méthodiques : ils étudient le lieu, choisissent le meilleur moment pour opérer. Et connaissent la valeur de ce qu'ils dérobent. » Les précautions prises pour l'hôpital da Flamenga, par exemple, n'ont pas été suffisantes. « Les fenêtres et portes étaient cloîtrées. Mais un trou a été foré derrière la chapelle et tous les carreaux sont partis », soupire José Meco. La police judiciaire essaye de lutter. « Nous avons fait en sorte que les forces de police soient plus présentes dans la rue, plus vigilantes, explique Leonor Sà. On a encore du travail... »

Dur d'être antiquaire

Teresa d'Orey Capucho, antiquaire installée depuis 2008 dans sa large boutique, plisse les yeux lorsque le sujet du vol apparaît dans la conversation. « Il y a plusieurs années, peut-être y a-t-il eu quelques problèmes, admet-elle. Mais aujourd'hui, je suis très scrupuleuse avant d'acquiescer un lot. Je demande des papiers, un titre de propriété. » Dans son magasin, difficile de faire un pas sans craindre de renverser un panneau d'azulejos. Dans l'arrière-boutique, des carreaux s'entassent, à l'unité. Les prix varient.

1 • Au détour d'une rue, des azulejos mal conservés s'effritent, faciles à dérober.

2 • Sur le site SOS Azulejos, les propriétaires diffusent des photographies de leur façade vandalisée.

3 • Dans la boutique de Teresa d'Orey Capucho, les carreaux colorés s'entassent.





Géraldine Robin

Beaucoup. D'où proviennent-ils ? « *Je n'achète que dans des grandes ventes aux enchères, le risque de tomber sur des pièces volées est moindre avec toute la réglementation.* » Son confrère, Manuel Leitao, n'est pas de cet avis. « *Les commissaires priseurs ne sont pas policiers. De nombreux azulejos à la provenance douteuse sont vendus aux enchères !* » La faute à un marché parallèle, obscur. L'un dérobe pour revendre. L'acheteur le vend à son tour, pourquoi pas à l'étranger. Puis soudainement, l'azulejo est à nouveau cédé contre une somme alléchante. Difficile de retrouver sa trace dans de telles conditions. Pire : Manuel Leitao a retrouvé des panneaux qu'il a lui-même cédés, mis en vente sur eBay. Il admet aussi avoir déjà eu en sa possession des azulejos dérobés. A plusieurs reprises. « *Trois semaines après l'ouverture du site SOS Azulejos, j'ai découvert que j'avais acheté un panneau entier qui avait été volé il y a quelques années.* » Immédiatement, il appelle la police. Des histoires ubuesques. Il y a quelques années, son ouvrier s'est retrouvé sur une maison à Coimbra, à retirer des dalles précieuses, avant que cinq personnes différentes ne débarquent et ne revendiquent la propriété du lieu.

S'il convient que Leonor Sà fait un travail extraordinaire, il déplore le peu de photographies publiées sur le site. « *Lorsque j'étais président de l'association des antiquaires, je recevais chaque semaine de nombreuses photos provenant du cabinet portugais d'Interpol.* » Depuis, il a quitté cette fonction. Et il est devenu encore plus prudent : « *Les propriétaires doivent absolument porter plainte... Pour le voleur ce sera alors plus difficile de vendre.* » Au marché aux puces de Lisbonne, les samedis et dimanches, les chineurs peuvent trouver de nombreux carreaux à l'unité. Impossible d'en connaître la provenance. José Meco se souvient avoir reconnu un pan entier provenant d'une chapelle de la ville, mise en vente lors d'une exposition d'antiquités. « *J'ai informé le vendeur. Ensuite, c'est toujours pareil, on prévient la police.* »

« *lier qu'ici* », avance José Meco. Cet art est un tout. Quelle que soit la taille des panneaux. Leurs formes, leurs couleurs ou leurs iconographies. Les azulejos forment un ensemble qui induit une esthétique bien particulière et fait directement appel à l'imaginaire portugais. Pour Maria Antónia Pinto De Matos, la directrice du Musée national de l'azulejo, cet art décoratif est une véritable caractéristique identitaire : « *Ils sont là pour changer l'espace et pas pour faire tapisserie. Si on retire ne serait-ce qu'un carré, l'œuvre entière perd tout son sens.* » Comment protéger un patrimoine aussi présent ? Tous s'indignent. Et espèrent une prise de conscience de l'importance de ce patrimoine de la part de la population, des institutions et des pouvoirs publics. Leonor Sà sourit. « *Notre combat continue.* » ✕

L'intégrité de l'oeuvre

Au Brésil. En Hollande. En Espagne. Les touristes peuvent contempler des azulejos dans plusieurs coins du monde. Mais au Portugal, leur portée symbolique est tout autre. « *Dans aucun autre pays, ils n'ont joué un rôle aussi particu-*



Frederik Vercrusysse

FLIRT AVEC L'ART CONTEMPORAIN

« *Le meilleur moyen de connaître la création contemporaine d'azulejos, c'est de prendre un ticket de métro* », souligne le conservateur du Musée national de l'azulejo, João Pedro Monteiro. Dès la seconde moitié du XX^e siècle, les goûts s'expriment différemment et les artistes s'affranchissent des conventions esthétiques habituelles. Un nouveau souffle pour la création. « *Avec l'architecture moderne, les azulejos sont repensés, recréés* », s'enthousiasme José Meco. « *C'est incroyable : c'est une tradition qui ne se perd pas depuis le XV^e siècle. Elle continue, elle évolue* », précise la directrice du musée. L'expression de cette créativité contemporaine peut s'admirer dans les différentes stations de métro de Lisbonne.

Un mouvement lancé par des artistes comme Marina Keil ou Manuel Calaga qui répondent à des commandes du « *Metroropolitano* » de la ville. Chaque station propose un design inédit, revêtue de ses plus beaux atours émaillés. Bela Silva, artiste contemporaine, a réalisé une fresque dans laquelle on peut se perdre, *Station Alverde*. Son travail est brut, énergique, baroque et sensuel. Elle a commencé à travailler sur les azulejos lors de ses études à New York. « *J'ai grandi avec ces carreaux, ça a été une manière de prendre de la distance avec ma propre culture...pour finalement mieux la voir, déclare-t-elle. Je m'inspire de la mer, la nature, de mon pays. Pour moi, c'est une continuité de la tradition, plus contemporaine.* » Et une belle manière d'investir l'espace public. ✕



Inês De Medeiros

« LE CINÉMA EST VICTIME D'UNE POLITIQUE MÉPRISANTE »

Comédienne, actrice, réalisatrice, députée en charge des affaires culturelles et des médias... À 45 ans, Inês De Medeiros est l'une des icônes culturelles du pays. L'intellectuelle revient sur la situation du cinéma lusitanien.

Filmographie sélective

• *La bande des quatre*, Jacques Rivette (1989)

• *L'enfant de l'hiver*, Olivier Assayas (1989)

• *Adieu Princesse*, Jorge Paixao da Costa (1992)

• *Casa de Lava*, Pedro Costa (1994)

• *Emmène-moi*, Michel Spinosa (1994)

• *La ville*, Yousry Nasrallah (1999)

Elle agite beaucoup les mains lorsqu'elle parle, quand son débit s'accélère. « *Je suis parfois un peu excessive* », concède cette femme brune, à la beauté lumineuse, brûlante. Chez Inês De Meireiros, tout déborde. Les mots, la pensée, les idées, la passion. Elle peut citer comme source d'inspiration des monstres du cinéma tels que Dreyer, Cassavetes, Rossellini, Fellini avant d'embrayer sur les films noirs américains ou sur Claire Denis et Abdellatif Kechiche. Dans l'un des somptueux bureaux de l'Assemblée nationale de Lisbonne, elle s'installe confortablement dans un large fauteuil. Puis réfléchit, sourit, avant de revenir sur sa vie cinématographique, sur son parcours aussi bouillonnant que son esprit. Elle a tourné pour Jacques Rivette, Pedro Costa. Pour ne citer qu'eux. Surtout dans des films d'auteurs, à l'époque de la Nouvelle Vague. Il faut dire que l'actrice est issue d'un milieu d'artistes et de lettrés. Un père compositeur, une mère journaliste et même une grand-mère femme de lettres. Alors, elle se lance dans une carrière de comédienne. C'est ce qui l'a plongée dans le septième art, lui a « *appris la vie*. » Et a fait du cinéma son sacerdoce. « *Il y a quelque chose de magique dans cet art. Le réalisateur veut raconter une histoire, qu'il doit partager avec toute son équipe. Le cinéma, c'est un mélange entre une volonté personnelle et la nécessité du collectif.* » Mais très vite, cela ne lui suffit plus. « *J'ai voulu expérimenter tous les corps de métier du cinéma. J'ai réussi!* », s'exclame-t-elle en riant. Elle s'est donc lancée dans la réalisation. Une fiction, pour commencer, avant de se tourner vers le documentaire. Une manière pour elle de se laisser dépasser par l'authenticité, par la réalité. *Un costume trois pièces* en 2001, *Lettres à un dictateur* en 2006, notamment. Des documentaires pour Arte et sur Lisbonne aussi, « *la ville qu'elle a choisie* », même si, née en 1968 à Vienne, elle n'est arrivée au Portugal qu'en 1975 et à vécu 17 ans à Paris. Inês aime poser des questions. « *Pour moi, l'art est fait pour ça. Interroger.* » Cette fois-ci, elle se prête au jeu de la réponse. Avec un franc-parler qui lui est propre.

Comment caractériseriez-vous le cinéma portugais ?

Il a une profonde liberté ainsi qu'une grande diversité. Sa particularité, c'est aussi sa persévérance. Il y a toujours eu un problème de sous-financement endémique et il n'y a pas de marché national. Pire : il y a au niveau national, une agressivité contre le cinéma portugais. Et pas seulement le cinéma d'auteur ! Les gens se méfient, cela ne les intéresse pas. Mais du coup, cela assure aux auteurs une grande liberté créative.

Pourtant il a su s'exporter sur le marché international, comment l'expliquez-vous ?

Dans le circuit des festivals créatifs, il a un poids et une présence très importante. Nous avons une quantité incroyable de bons films qui s'exportent à l'international. Les très bonnes années, nous produisons dix films par an. Une année lambda, cela tourne autour

de cinq. Et il y a une diversité de propositions très étonnante. À l'étranger, les films intimes marchent bien, plus que la comédie du dimanche, qui a du mal à s'exporter, se vendre. Certaines parviennent à dépasser le territoire national mais c'est rare. Il y a certes peu de moyens... Mais surtout une quantité d'auteurs créatifs qui ont su se faire une vraie place dans le cinéma, impressionnante par rapport aux moyens et capacités de production dont nous disposons.

Une nouvelle génération de cinéastes a récemment marqué les esprits : Miguel Gomes ("Tabou") ou Joao Salaviza ("Rafa"). Comment voyez-vous l'avenir du cinéma portugais ?

Curieusement, avec beaucoup d'espoir. Au niveau créatif, nous avons de grands noms, comme Manoel De Oliveira, Pedro Costa, Paulo Rocha, etc. Les nouveaux visages aussi : Miguel Gomes, Teresa Villaverde. À chaque génération il y a une flopée d'auteurs qui apparaissent. Avec de nouvelles valeurs, de nouvelles propositions. Le problème se situe au niveau des financements, des structures et c'est assez lassant. Je crois qu'il y a une forme de découragement chez les gens du cinéma. Mais en même temps, nous avons une telle capacité ! Nous allons continuer dans le schéma de la débrouille. Résister.

C'est donc un cinéma en souffrance, actuellement...

En effet, il est victime d'une politique méprisante. Pour moi cela n'a rien à voir avec la conjoncture économique, mais avec des manques de mesures concrètes et du mépris manifesté par les gens en charge de la culture. Le cinéma, au Portugal, n'a jamais été financé par l'État et survit grâce à une taxe prélevée sur la publicité. Avec les nouvelles plateformes, Internet par exemple, la situation a changé. Il y a eu une première loi pour faire jouer ces nouveaux acteurs des médias. [loi n°55 du 6 septembre 2012, visant à financer le cinéma et l'audiovisuel via des taxes payées par les opérateurs du câble, ndlr]. Mais ils ne veulent pas payer. Ils ne veulent pas participer à la production nationale. Donc la loi est en train d'être révisée. Par pure lâcheté de la part du gouvernement. Il semblerait que l'on ne puisse même pas demander aux plus grandes entreprises du pays de participer à un effort national. Le gouvernement se propose même de payer de sa poche cette taxe qu'ils n'ont pas payé durant un an. C'est l'immoralité absolue. Et surtout, cela remet en question l'indépendance du cinéma.

Des mesures vont-elles être prises par le gouvernement ?

Quand il n'y a plus eu de ministère de la Culture, en 2011, le discours était que le secrétaire d'État, en lien avec le Premier ministre, allait devenir un défenseur de la culture. Encore faudrait-il que l'on soit sûr que le Premier ministre en question ait un

jour lu un livre ! Le mépris est absolu à tous les niveaux. La culture et le patrimoine, sont pris avec une telle incurie, une telle légèreté. Après, quand on le veut vraiment, on peut toujours faire quelque chose. Mais plus le monde du cinéma est affaibli, moins il a de pouvoir...

En 2013, la cinémathèque de Lisbonne a été menacée de fermeture. Est-ce là une des énièmes conséquences de la crise ?

La cinémathèque n'a tout simplement plus d'argent. Comme le cinéma, elle tire l'essentiel de son financement d'une part infime des recettes publicitaires de la télévision : 4 % au total - 3,2 % pour la création et 0,8 % pour la cinémathèque. Et malgré notre loi, elle a été exclue des renforts de financements. En quatre ans, elle a perdu 50 % de son budget. Il y a un Musée du cinéma, des archives, des laboratoires... des subtilités déjà trop compliquées pour ceux qui nous dirigent actuellement. Mais on se retrouve aujourd'hui avec une cinémathèque qui n'a plus les moyens de garantir les sous-titrages, d'envisager des partenariats, avec une climatisation qui ne marche plus, des machines qui vieillissent. Il est urgent de créer un plan de financement pour cette cinémathèque. Sa fermeture est inimaginable. Et si elle est toujours ouverte, c'est qu'elle a bénéficié d'une aumône du gouvernement. Un financement largement insuffisant.

Vous êtes chargée des affaires culturelles et des médias à l'Assemblée nationale, mais appartenez aussi à ce milieu que vous défendez. Votre combat prend-il une ampleur différente ?

C'est mon obligation. Je suis ici en tant que députée, pour défendre le statut des créateurs. Avec mon attachement au cinéma, naturellement, ce combat me tient encore plus à cœur. Mais la situation est délicate. On aimerait voir un milieu culturel mieux organisé, plus solidaire et cohérent. C'est aussi un milieu particulier, avec des gens solitaires et une dynamique concurrentielle. Je crois que finalement, c'est un milieu qui a du mal à se penser lui-même. ✕

MA FAMILLE PASSE APRÈS MON CLUB.

O Barbas



LE ROI DE BENFICA

La véritable star du club n'a jamais foulé la pelouse du stade de la Luz, si ce n'est pour y brouter l'herbe fraîche du centre du terrain. Il ne s'agit ni d'un joueur, ni d'une chèvre, mais d'un supporter : António Ramos, dit O Barbas.

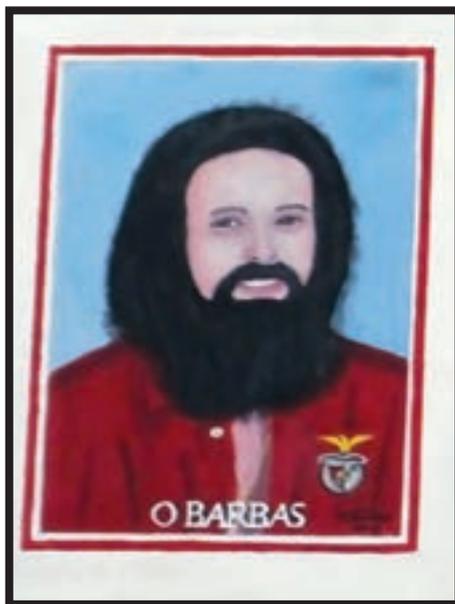
■ Texte et photos Ludovic Ferro

Le staff de son restaurant nous a prévenus, il ne donne pas d'interview à la presse. Après une quinzaine d'appels sur son portable, il répond enfin : « Venez samedi à 16 h précises. Pas de retard, je suis très occupé ! » Samedi 16 h 15, toujours pas de trace d'O Barbas (les barbes en portugais) dans son restaurant de Costa da Caparica, petite station balnéaire à 15 km au sud de Lisbonne. Le temps de faire le tour du propriétaire et se rendre compte que le supporter a deux amours dans la vie : le Benfica et... lui-même. Des photos le mettant en scène, accompagné de gloires, anciennes ou actuelles, du club de son cœur, ornent la totalité de son royaume, sobrement nommé « O Barbas ». Trois commerces côte-à-côte, au bord de l'océan, portant la même enseigne : un restaurant donc, un bar et une académie de surf. Le magnat de la côte caparicienne apparaît enfin, avec trente minutes de retard. Chemise blanche, liserés rouges, avec l'écusson de Benfica sur le cœur, et un mini portrait d'Eusebio de l'autre côté. Sa chevelure est imposante, tout comme son ventre rebondi. António Ramos respire la passion. Tombé amoureux dans son enfance du club lisboète créé en 1904, alors qu'il habite Oleiros, petit village à 200 km de Lisbonne, il vient dans la capitale à douze ans pour découvrir la folie Benfica.

Depuis un demi-siècle, il n'a pas raté un seul match à domicile et fait presque tous les déplacements européens. « Pour moi, Benfica est au-dessus de tout. Ma famille sait qu'elle passe après, elle a pris l'habitude », rigole le sexagénaire, toujours fringant.

"Partout en Europe, les gens veulent me parler"

Un jeune d'une vingtaine d'années fait irruption dans le restaurant. Il veut absolument se faire photographier avec le maître des lieux et l'obtient sans aucune difficulté. António est familiarisé aux demandes répétées, presque accroc. « Je ne peux pas me montrer en public sans être reconnu. » Il l'as-



Le Benfica ne perd jamais, ce sont les autres qui gagnent

↳ O Barbas

sure, sa notoriété dépasse même les frontières de son pays : « Partout en Europe, les émigrants portugais, les radios, les télé veulent me parler. Des chaînes de Chine, du Japon, d'Afrique du Sud, et de bien d'autres pays m'ont contacté pour une interview. Mais pourquoi tout le monde me prête-t-il cette attention ? » Certainement pour son charisme et la tendance des caméras à se braquer sur lui dans les tribunes lors des matchs du Benfica et de la sélection portugaise. Peut-être aussi en raison de sa dégaine reconnaissable parmi les 200 000 autres « socios » benfiquistes du club. Sa barbe est son identité, sa marque de fabrique. « Je ne la couperai jamais, même si Benfica gagne la Ligue des Champions, assure António. Sous Salazar, personne ne portait barbe

et cheveux longs. Après le 25 avril, l'époque était plus libre et j'ai tout laissé pousser. Ma femme ne m'a jamais vu sans ! »

Marche à pied, broutage de gazon et crise cardiaque

Jeudi 24 février 2011, Benfica joue à Stuttgart en match à élimination directe de ligue Europa. Comme toujours, O Barbas est du voyage. Les Aigles ne se sont jamais imposés en Allemagne après 18 confrontations. Avant la partie, avec quelques uns de ses amis, il fait le pari de rentrer à l'hôtel à pied si leur club gagne. Une victoire 2-0 plus tard, une marche de plus de quatre heures ne parvient pas à entamer son enthousiasme : « On ne pensait pas que l'hôtel était si loin ! Cela peut paraître étrange, mais on l'a fait pour Benfica », sourit-il. Autre exemple de son extravagance : lors de l'inauguration du stade de la Luz, António se place au milieu du terrain pour y mâchouiller l'herbe. « Je voulais faire passer le message aux joueurs : il faut se battre sur la pelouse*. » Autour de l'écrin lisboète, de nombreuses plaques sont dédiées aux supporters du Benfica, moyennant quelques centaines d'euros. António Ramos possède évidemment les siennes. L'une à son nom et à ceux de sa femme et ses enfants. L'autre avec son surnom, tout près de la statue d'Eusebio. Benfiquiste jusque dans la mauvaise foi, O Barbas ne veut pas admettre la défaite des siens. « On ne perd jamais, ce sont les autres qui gagnent. » Présent dans les moments de bonheur comme dans les pires défaites. « J'ai pleuré lors du 7-0 encaissé à Vigo en 99. » Et même lors des drames. En janvier 2004, Miklos Féher, attaquant du club, décède à 24 ans d'une crise cardiaque pendant un match face à Guimarães. Le barbu suit la dépouille du joueur jusqu'en Hongrie et dépose un drapeau du Benfica dans son cercueil lors des funérailles. Sa dévotion demeure intacte. À la question : « Envisagez-vous de vivre sans votre club ? », il vous fusille du regard : « Impossible ! ». On ne badine pas avec le Benfica. ✘

*En portugais, l'expression "manger la pelouse" signifie laisser ses tripes sur le terrain, se battre jusqu'à épuisement pour son équipe.

ROUGE PASSION

Ils ne vivent que pour le club le plus populaire du Portugal, l'un des plus supporté au monde. Avant le match de Coupe d'Europe contre Tottenham, nous avons rencontré les « Benfiquistas ».

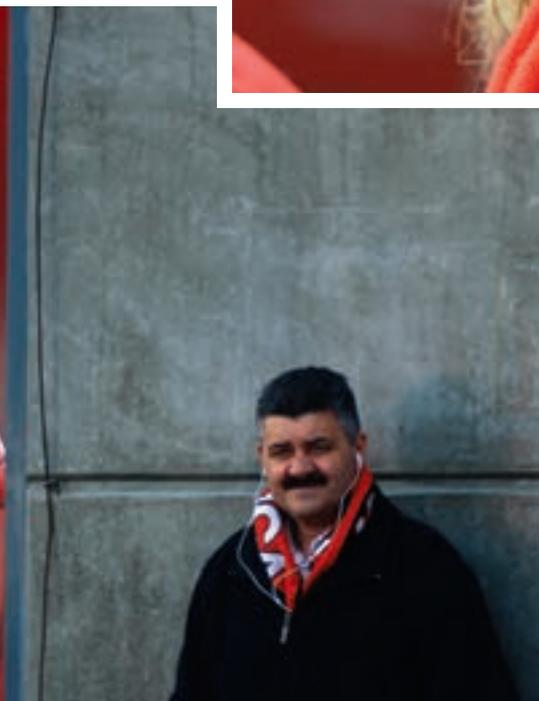
■ Damien Renoulet, Jeremy Jeantet & Ludovic Ferro



Eagleman, fan emblématique du club.

- 1 • « Dans ma famille, c'est une obligation de suivre le Benfica de Lisbonne. Il fait vraiment partie de mon ADN. »
- 2 • « Je suis pour Benfica depuis toute petite parce que j'ai toujours aimé le rouge. »
- 3 • « Si mon fils ne supporte pas Benfica, je l'abandonne. »
- 4 • « Je peux changer de voiture, je peux changer de maison, je peux changer de femme, mais je ne peux pas changer de club. »
- 5 • « C'est la première fois que mon fils va au stade. J'ai même demandé à l'école pour qu'il sorte plus tôt. »





JOURNALISTES SOUS HAUTE TENSION

Pris dans l'étau des pouvoirs politiques et des intérêts économiques, les journalistes portugais exercent leur profession en terrain miné.

■ Mathieu Lehot

Au Portugal, la liberté d'expression existe. Ce qui est important, c'est de savoir si elle est exercée dans les meilleures conditions et si la liberté de la presse est totalement garantie. » Interrogé dans le cadre d'auditions réalisées en 2010 par le Parlement, José Manuel Fernandes, journaliste et ancien directeur du quotidien de référence *Público*, pose ainsi les termes du débat sur la situation des médias portugais. Le rapport issu de ces auditions est accablant. Conflits d'intérêts, ingérence des pouvoirs politiques et économiques, précarité des journalistes. La liste des obstacles à la liberté de la presse donne le vertige. Ces auditions ont débuté au lendemain de l'éclatement de l'un des plus gros scandales politico-médiatiques qu'ait connu le pays ces dernières années. Une vaste opération de reprise en main des médias qui aurait été orchestrée par des proches de José Sócrates, chef du gouvernement socialiste de 2005 à 2011.

TVI censurée

L'affaire a été révélée par l'hebdomadaire *Sol*, en février 2010, à partir d'extraits d'écoutes réalisées en 2009, à la demande d'un juge d'instruction d'Aveiro, une ville du centre du pays, dans le cadre du procès Face oculta. Une affaire de corruption qui implique notamment Armando Vara, alors numéro deux de la banque privée BCP Millennium, mais surtout ancien ministre socialiste et frère d'armes de José Sócrates, depuis leurs débuts en politique. C'est en écoutant Vara que les policiers interceptent des conversations avec le chef du gouvernement. Les enregistrements révèlent, entre

autres, que José Sócrates suit de très près la tentative de rachat par Portugal Telecom (PT) de 30 % de Media Capital, la maison mère de la chaîne de télévision privée TVI. L'objectif de l'opération étant d'évincer le patron José Eduardo Moniz et son épouse, Manuela Moura Guedes, présentatrice du Journal national. Un programme très critique de la politique du gouvernement socialiste, qui disparaîtra de la grille en septembre 2009, quelques jours après l'exfiltration, moyennant finance, de Moniz de la direction de TVI. Ces soupçons d'ingérence sont aussitôt réfutés par José Sócrates. Ils resteront sans suite, tout comme



Acculé par les affaires, Miguel Relvas a fini par quitter le gouvernement en avril 2013.

les révélations de *Sol* en février 2010.

Dans une note interne du 23 juin 2009, le procureur d'Aveiro, João Marques Vidal, avait pourtant dénoncé « un plan gouvernemental de contrôle des moyens de communication visant à limiter la liberté d'expression et d'information, afin d'influencer le vote des électeurs au moyen d'un réseau installé dans les grandes entreprises et le système bancaire ». Mais les supérieurs hiérarchiques du procureur d'Aveiro en ont jugé autrement. Le président de la Cour suprême, Noronha Nascimento, a ordonné que les écoutes soient détruites, dans la mesure où elles auraient dû être autorisées préalablement par la Cour. Une tâche dont Pinto Monteiro, le procureur général de la République, s'est chargé lui-même en coupant les retranscriptions aux ciseaux.

Forcée au silence

L'affaire des écoutes de Sócrates n'est pas le dernier cas d'ingérence du pouvoir politique dans les médias. En mai 2012, une journaliste de *Público* a été poussée à la démission après avoir subi de graves pressions de la part du numéro deux du gouvernement de Pedro Passos Coelho, l'actuel Premier ministre social démocrate (droite portugaise). Maria José Oliveira, la journaliste, enquêtait alors sur des liens présumés entre Miguel Relvas, le ministre des Affaires parlementaires, et Jorge Silva Carvalho, l'ex-directeur des renseignements portugais (SIED), au cœur d'une polémique pour avoir fait fuiter des informations classées top secret. La curiosité de la journaliste de *Público* n'a pas été du goût de Relvas. Lequel a appelé directement la rédactrice pour lui demander de ne pas publier son article. Miguel Relvas l'aurait alors menacé de saisir l'ERC (le CSA portugais), de mettre en place une « omerta » sur *Público* et de révéler sur Internet des détails de sa vie privée. Également jointes par téléphone par le ministre, Leonete Botelho, la rédactrice en chef du service politique et Bárbara Reis, la directrice du journal, ont finalement décidé de ne pas publier l'article. Et chose plus étonnante, de ne faire aucune mention des menaces de Relvas dans leurs pages.

L'affaire a tout de même fini par fuiter dans les jours qui ont suivi, poussant la direction

**J'AI PERDU CONFIANCE
EN MA DIRECTION**

✉ Maria José Oliveira



HUITIÈME AU
CLASSEMENT DE
REPORTERS SANS
FRONTIÈRES, SUR LA
LIBERTÉ DE LA PRESSE,
EN 2007, LE PORTUGAL
EST AUJOURD'HUI À LA
TRENTIÈME PLACE. LA
FRANCE EST CLASSÉE 39^e
CETTE ANNÉE.

de *Público* à s'expliquer publiquement. Dans une déclaration publiée le 25 mai, Bárbara Reis reconnaît que Miguel Relvas a tenté d'intimider le journal, mais réfute avoir cédé aux pressions. Si l'article n'a pas été publié, c'est parce que « le texte n'apportait pas de nouvelles informations », affirme la direction. Mais Bárbara Reis ne se contente pas de défendre l'intégrité de son journal. Dans sa rectification, la direction de *Público* dévoile également que, parmi les menaces émises par Relvas, figurait la divulgation de l'existence d'une relation entre la journaliste Maria José Oliveira et un homme politique de l'opposition. Une information pourtant niée par l'intéressée, qui finit par démissionner quelques jours plus tard. « La façon dont l'affaire a été gérée m'a fait perdre confiance en ma direction », explique-t-elle alors dans un SMS envoyé à un journaliste de Lusa, l'agence de presse portugaise. Débutée par l'ERC, qu'elle avait saisie dans la foulée, Maria José Oliveira est aujourd'hui au chômage.

Des journalistes dociles

« C'est la rançon des journalistes qui osent s'opposer à leur hiérarchie », analyse Filipe Montargil, politologue à l'École supérieure de com-

munication sociale de Lisbonne (ESCS). « Le Portugal est un pays qui, traditionnellement, n'aime pas le conflit. Les journalistes sont donc plus aptes à poser des questions complaisantes et à adopter des positions conservatrices qu'ailleurs. Car s'ils provoquent trop de remous, ils risquent de se faire renvoyer et personne ne voudra les recruter derrière », explique l'universitaire. Une menace que les journalistes prennent d'autant plus au sérieux que les places sont de plus en plus chères dans les rédactions. Comme en France, la presse portugaise n'a pas été épargnée par la révolution numérique. En octobre 2012, Sonacom, la holding qui détient entre autre *Público*, dévoilait un plan social qui a débouché depuis sur le départ de 48 salariés, dont 36 journalistes. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail se voient quant à eux proposer des contrats qui n'en sont pas vraiment. Recrutés comme travailleurs indépendants, beaucoup sont payés au lance-pierre et ne bénéficient d'aucune sécurité de l'emploi. Un phénomène vivement critiqué par le Syndicat des journalistes qui dénonce « des conditions propices à l'autocensure ».

« Les gens sont obligés de faire tout ce qu'on leur demande. C'est très difficile de mener ses propres initiatives, de traiter ses propres sujets. Il y a une

perte de mémoire dans les rédactions. Les anciennes plumes sont en train de partir et les jeunes qui les remplacent ne sont pas en position de force. Ils doivent accepter tout ce qu'on leur demande », s'inquiète Joaquim Vieira, président de l'Observatoire de la presse du Portugal. Rédacteur en chef adjoint de *L'Expresso* dans les années 1980, grand reporter au magazine *Visão* en 1995, puis directeur des programmes de RTP, la télévision publique, Joaquim Vieira est aujourd'hui journaliste et écrivain. L'homme s'est distingué dans sa carrière par son indépendance. Une attitude qui lui a coûté sa place à plusieurs reprises. Mais Joaquim craint que ce type « d'écarts » ne soient plus possibles aujourd'hui. « Je me souviens qu'à *L'Expresso*, il y a peut-être 15 ans, ils publiaient des articles d'opinion très critiques sur la banque *Espírito Santo*, qui était aussi un de leur plus gros annonceurs. En réaction, la banque a retiré toutes ses publicités dans le journal. Ça représentait une perte importante, mais on pouvait se le permettre. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. » Pour lui, ces nouveaux comportements sont un vrai pas en arrière. « Je suis de ceux qui n'ont pas peur de mordre la main de celui qui lui donne à manger », s'amuse-t-il. Reste à la jeune génération de prendre la relève. ✕



« Aujourd'hui, dans les rédactions, les jeunes journalistes ne sont pas en position de force. Ils doivent accepter tout ce qu'on leur demande », regrette Joaquim Vieira, président de l'Observatoire de la presse du Portugal.

UNE FONDATION POUR LAVÉ SON NOM

Ouvert en 2010, le centre de recherches de la fondation d'António Champalimaud réunit les plus grands experts de la planète. Une belle vitrine pour le Portugal et pour un homme qui a toujours suscité la controverse.

■ Jérémý Jeantet



Champalimaud Foundation

C'est un point de modernité dans un quartier partagé entre lieux historiques et touristiques, barres HLM et hangars portuaires laissés à l'abandon. À deux pas de la tour de Belém, sur la rive nord du Tage, se dresse le Champalimaud Centre for the Unknown.

Au rez-de-chaussée, une clinique accueille des patients atteints de cancer. Tout est mis en œuvre pour leur confort. Un immense jardin apporte de la couleur aux halls et couloirs où le blanc règne en maître. Entre les palmiers et les fleurs aux couleurs arc-en-ciel, des cabines permettent aux patients de subir leur chimiothérapie à l'extérieur. Une salle de prière et un jardin d'enfants disposent de baies vitrées qui donnent sur le jardin.

La crise économique s'est arrêtée à la porte d'entrée. Au 31 décembre 2012, le total des actifs de la fondation atteint 956 millions d'euros. Dès les premiers pas, le complexe, qui s'étale sur un terrain de 60 000 m² affiche ses moyens démesurés. Comme la fondation, il porte le nom du singulier António de Sommer Champalimaud, l'homme le plus riche du pays, décédé en 2004 (voir encadré).

« Nous souffrons de l'image que renvoie le nom de Champalimaud. C'était un homme très riche et les gens pensent que les consultations ici coûteront cher, alors qu'elles sont de 50 € pour la première séance, 40 € pour la deuxième », explique Maria Joao Vilas Boas, membre de la fondation.

À l'entrée trônent les drapeaux des 30 nationalités de chercheurs qui y sont représentées. Parce qu'au-dessus de la clinique, c'est toute une clique de chercheurs qui s'active.

Dès sa création, la fondation s'est orientée vers des recherches de pointe. Ses spécialités : la lutte contre le cancer, mais aussi les neurosciences. L'étude de la psychologie comportementale en particulier.

Des conditions idéales

Plusieurs équipes travaillent actuellement à comprendre quelles parties du cerveau s'activent lors du processus de prise de décision, notamment à travers des expériences menées sur des rats.

Immenses chambres froides, laboratoires ouverts à l'américaine, tout est mis en œuvre pour assurer des conditions de travail optimales. Même les murs sont griffonnés de formules mathématiques et formes géométriques, au cas où les chercheurs auraient une idée lumineuse en se rendant à la machine à café.

Dehors, un immense amphithéâtre romain à ciel ouvert donne sur le fleuve. La fondation y tient une cérémonie annuelle durant laquelle elle remet un prix d'un million d'euros, le Vision Award. Les années paires, il récompense une équipe de chercheurs qui s'est particulièrement distinguée dans le domaine de la vue. Les années impaires, il consacre une action de terrain. L'an dernier, il est revenu à plusieurs instituts ophtalmologiques au Népal.

Dans un quartier qui, à l'image du Portugal, ne vivait plus que par le tourisme, le centre apporte un dynamisme nouveau. Il se veut le symbole d'un pays en reconversion, capable de relever de nouveaux défis. ✕

C'ÉTAIT LE "ROI DU BÉTON"

António de Sommer Champalimaud est né en 1918. Il a fait fortune sous Salazar dans la production de ciment. Dans les bonnes grâces du dictateur, il se voit offrir un monopole

d'État de dix ans en 1955. Voyant ses entreprises nationalisées suite à la Révolution de 1974, il s'envole pour le Brésil et rebâtit son empire grâce, là encore, à ses bonnes relations avec la dictature militaire. Il ne revient au pays que dans les années 1990, après une campagne de privatisations imposée par la Communauté européenne. Il négocie son retour avec le gouvernement de l'époque, dirigé par Cavaco Silva, l'actuel président de la République, en échange du contrôle de ses anciennes entreprises et d'un dédommagement de 59 millions de dollars. Le ministre des Finances, Jorge Braga de Macedo, déclare à ce moment-là ne pas savoir « qui du Portugal ou de Champalimaud a le plus profité de ce retour ». Devenu l'homme le plus riche du pays, il pâtit d'une réputation de traître depuis 1974. Pour beaucoup, sa fondation, à laquelle il a légué la majorité de sa fortune, est un moyen de redorer son image. Un faux procès pour sa proche Maria Joao Vilas-Boas. « C'était un homme formidable mais avec la crise, les gens riches sont souvent stigmatisés. » La réussite du centre associe désormais le nom Champalimaud avec l'excellence dans le domaine médical. Il en faudra beaucoup plus pour qu'il soit un symbole de fierté pour les Portugais. ✕



Champalimaud Foundation

LE JOUR OÙ LA TERRE TREMBLERA

Le Portugal se situe sur une faille, une cassure dans la Terre qui menace à tout moment de trembler. À Évora, des chercheurs auscultent le sol. Objectif : comprendre comment les terrains se modifient. Et anticiper une catastrophe.

■ Morgane Thimel

Dans un coin du laboratoire de géophysique, la grosse masse noire pose négligemment laisse perplexe. Outil ou oublié ? Que fait ici cet énorme marteau ? « *C'est un objet très utile*, commente Mourad Bezzeghoud, regard bienveillant derrière ses petites lunettes transparentes. *Il nous permet de frapper la terre. L'impact crée une onde, grâce à elle, on peut déterminer la nature des sols.* » Cela peut paraître empirique et désuet, mais c'est un fait : ici, on interroge la Terre à grands coups de maillet. L'univers du professeur Bezzeghoud se situe au cœur du bâtiment de briques blanches du département scientifique de l'université d'Évora, 130 km à l'est de Lisbonne. Dans son antre, le directeur de ce centre, et deux de ses collègues, les professeurs José Borges et Bento Caldeira, préparent l'équipement pour aller sur le terrain. La pièce est vide, le couloir jalonné de caisses, prêtes à l'emploi. Sondes sismiques, capteurs électromagnétiques, antennes GPS... Tout un arsenal

scientifique, pour savoir exactement ce qui se passe sous nos pieds. Chaque outil est emballé comme une relique. Ce précieux matériel est tout entier tourné vers un but commun : en savoir le plus possible sur les futurs séismes. Car le Portugal est sur une zone à risques. Une faille sismique menace en permanence le pays. Lisbonne, par exemple, détruite en 1755 par l'un des plus grands séismes de l'Histoire (voir encadré), pourrait subir à tout moment de nouvelles secousses.

Le chant de la Terre

Mourad Bezzeghoud et ses collègues ont un terrain de jeu qu'ils auscultent depuis plus de seize ans : la vallée du Tage et le sud du pays. Après être passé par l'Algérie, la France et l'Espagne, ce natif d'Oran a choisi l'une des plus vieilles universités portugaises pour conduire ses recherches : Évora. « *Ici, tout était à faire : construire un réseau de veille, coordonner le travail autour du risque*

sismique... C'est très motivant ! » Aujourd'hui, ils font partie d'un maillage local, Western Mediterranean, qu'ils ont aidé à construire avec des scientifiques espagnols et un réseau international. EVO, leur station sismique située à 12 km d'Évora dans un lieu calme, participe à assurer une veille sur le territoire portugais. Comme une trentaine d'autres. Ses informations sont mutualisées dans de vastes bases de données mondiales. Des chercheurs japonais peuvent travailler sur leurs relevés. À l'inverse, eux réalisent des projections numériques des séismes de Sumatra ou du Chili à partir d'informations indonésiennes ou sud-américaines. Dans une salle dédiée de leur laboratoire, un super-calculateur analyse en permanence ces milliers de chiffres collectés à travers le monde.

Au plus près du sol

Ce matin, l'équipe se rend à Benavente, une petite ville proche de la vallée du Tage, à 130 km au nord-ouest. Exit le pantalon de velours marron, le treillis est bien plus adapté au terrain, les bottes aussi. Pour effectuer les relevés de données, Monsieur Bezzeghoud et ses hommes passeront plusieurs heures à genoux pour planter les capteurs des sondes, les balises GPS... « *On étudie le bruit sismique, le langage de la terre. Elle émet en permanence de petites ondes. Le vent, la mer, les racines ou les branches... Tout ça la fait bouger. Mais on a besoin de créer une secousse de référence, plus forte pour nos observations.* » D'où la masse ! De l'élan. Outil à l'épaule, José Borges s'apprête à frapper la terre à un point précis. Le départ de l'observation.

Bento Caldeira a déjà la balise GPS dans les bras. « *On dessine des sortes de grilles. Chaque point est géolocalisé à l'avance, sur papier, au centimètre près.* » Un vrai « piège à bruits » est donc méticuleusement tendu, dont le but est d'attraper toutes les ondes en fuite. L'impact de la masse crée des vagues dans la terre,

1755 : une catastrophe et une énigme

Le grand tremblement de terre de 1755, qui a dévasté Lisbonne et une partie du pays, reste une énigme. Un cas à part dans l'histoire de la sismologie. Survenues le 1^{er} novembre, aux alentours de 9 h, les trois répliques ont duré environ dix minutes. Dix longues minutes d'enfer. S'en est suivi un tsunami qui a submergé une partie de la capitale deux heures plus tard. Environ 50 000 à 70 000 victimes. Son retentissement fut mondial, les écrits multiples, comme *Candide* de Voltaire. Encore aujourd'hui, les chercheurs estiment qu'il s'agit du plus fort séisme que l'Europe du Nord connut, de mémoire d'homme. Et pourtant, aucune certitude sur ses origines. Cet événement reste un casse-tête pour les chercheurs. « *Selon toute logique, ce séisme n'aurait jamais dû avoir lieu à cet endroit* », reconnaît le professeur Mourad Bezzeghoud. Les secousses comme celle-ci – très forte magnitude et tsunami – frappent généralement des zones où une plaque glisse sous une autre, comme au Japon ou à Sumatra. C'est comme un caillou plongé dans un verre d'eau. Les morceaux de plaques qui se brisent créent une onde de choc très forte et génèrent des vagues géantes. Mais, au large du Portugal aucune explication apparente ne justifie ce phénomène. Les secousses sont, en général, moins fortes et ne provoquent pas de tsunamis.

Plusieurs chercheurs ont étudié les documents d'époque et la nature de la croûte terrestre sans pour autant arriver à des conclusions qui satisfont l'ensemble de la communauté scientifique. Dernière hypothèse en date : la plaque eurasiennne se fissurerait au large des côtes portugaises. Pas de panique, si c'est confirmé, ça ne devrait pas se produire avant 20 millions d'années. ✕



D.R

tel un caillou jeté dans l'eau. Celles-ci vont passer successivement par les différents détecteurs. Vitesse de propagation, taille de la vibration... les chercheurs pourront déduire de multiples valeurs de leurs relevés. Et déterminer la nature du sol, sa sensibilité.

Roche dure ou sable, les tremblements ne se déplacent pas à la même vitesse. De la même façon qu'il est plus facile de courir sur terre que dans l'eau, certains matériaux freinent la progression et la taille des ondes. Toutes les régions et les villes ne sont donc pas égales face au danger. Lisbonne, par exemple, se trouve sur une zone à fort risque, comme une épée de Damoclès. Indice après indice, Mourad Bezzeghoud et ses collègues accumulent les observations pour en dégager des vérités scientifiques et alerter le public sur leurs conséquences. ✘

CHEVAUCHER LE DANGER

Plus d'une dizaine de séismes secouent le pays chaque année. Sous les pieds des Portugais, la terre s'active, se brise, mais tout ça est relatif. La plupart des secousses sont de faible magnitude, de 1 à 4. Pas de quoi effrayer la population, mais le risque d'un « big one » n'est pas exclu. Car le Portugal se trouve sur une faille sismique, juste à la limite entre deux plaques. Elles constituent une même croûte terrestre tout en étant séparées : eurasienne et africaine. Très lentement (environ 4 mm par an), ces plaques se rapprochent et se jettent l'une contre l'autre. La péninsule ibérique d'un côté, le Maghreb de l'autre. Ces morceaux d'écorce terrestre, qui se heurtent et se chevauchent, « flottent », accrochés à un matériau comparable à du chewing-gum. Lorsque la plaque tire, il se déforme jusqu'au moment où la tension est trop forte : il casse et... ce peut être l'apocalypse. Le mécanisme est en perpétuel mouvement, imperceptible par l'homme, sauf en cas de plus gros tremblements. La région située au large de Cap-Saint-Vincent est particulièrement sensible : séisme de magnitude 6 en 2007 et 2009, 8,1 en 1969, et magnitude située entre 8,5 et 9 en 1755 (voir encadré), signe de mort et de destruction massive. Pour Mourad Bezzeghoud, ces indices montrent qu'un nouveau très gros séisme pourrait se produire dans cette région, mais, pour le moment, il est impossible de savoir quand. ✘



Morgane Thimel

**LES SONDES
SISMQUES PORTABLES
SONT INDISPENSABLES
AU TRAVAIL DE
MOURAD BEZZEGHOUD
(PREMIER PLAN) ET
BENTO CALDEIRA.**

DEPUIS PLUS DE
20 ANS, LES CADETS SE
SUCCÈDENT À BORD DU
"POLAR" POUR APPRENDRE
LES BASES DE LA NAVIGATION.



À L'ÉCOLE DES MOUSSES

À bord du voilier *Le Polar*, ils sont douze. Dix garçons, deux filles. Tous étudiants à l'École navale de Lisbonne. En cinq ans, ils vont devenir des officiers de la Marine portugaise et perpétuer la tradition maritime du pays.

■ Textes Morgane Thimel, photos Jérémy Jeantet & Morgane Thimel





José Nurta-Cunha est entré à l'École navale à 18 ans.



Les lunettes *Ray-Ban*, uniforme bleu marine et barre au poing, José, 20 ans, concrétise un rêve de gosse. Aujourd'hui, il dirige le *Polar*, l'un des voiliers d'étude de l'École navale de Lisbonne. D'une main assurée, le jeune homme pilote ces 30 m et 77 tonnes de métal, bois, cordage et voile. Il entraîne les dix-huit autres membres de l'équipage vers l'estuaire du Tage. Son physique athlétique et sa peau, légèrement bronzée, indiquent des heures passées sur l'eau. Dans son dos, le port militaire du quartier d'Almada, sur la rive sud du fleuve, s'éloigne. En longeant les quais, le bateau effleure les immenses frégates et croiseurs de guerre de la Marine portugaise. José se sent minuscule. Le grand mât du *Polar*, 20 m, une allumette. Les voiles de lin blanc ne sont pas encore levées. Le ronronnement du moteur masque le clapotis des vagues, un murmure pour ses

oreilles. L'air s'écrase en un souffle régulier sur son visage et à l'horizon, le miroir de l'eau lisse se confond avec le ciel.

José est conscient de sa chance : pouvoir vivre de sa passion. La mer est son élément. Ce fils de soldat, petit-fils de marin pêcheur, a grandi à son contact. Petit, il a été bercé d'anecdotes militaires et d'histoires de campagnes de pêche à la morue, de mers déchainées, de tempêtes. Si certains auraient été effrayés, lui en redemande et décide de créer ses propres souvenirs. « *Ça s'est complètement imposé à moi, je ne pouvais pas imaginer faire quoi que ce soit d'autre.* » La dernière digue dépassée, les onze autres cadets se déploient comme une volée d'étourneaux à leur poste. L'uniforme s'impose. Polo bleu marine cintré de rouge, treillis assorti, casquette logotée. Les gants et lunettes sont optionnels. En deuxième ou troisième année, chacun connaît la tâche qui lui incombe. Deux étudiants lèvent

le foc, la première voile à l'avant du bateau, tandis qu'à leur suite, trois autres enroulent les cordages devenus inutiles. Plus en retrait, certains déploient les écoutes, les câbles qui maintiennent la grand-voile et la déploient.

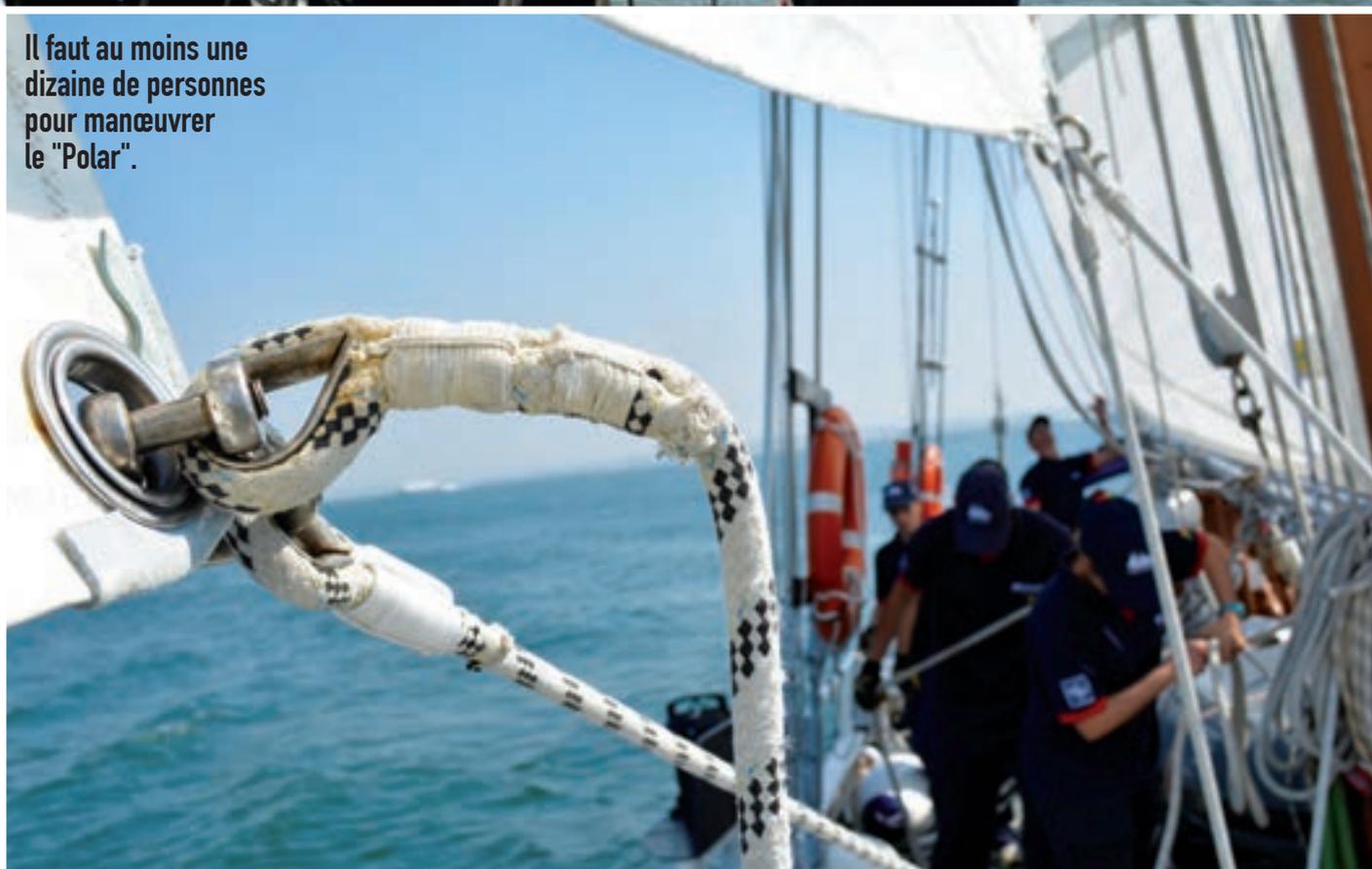
Ancrés dans la tradition

L'école navale de Lisbonne forme 60 futurs officiers de la marine portugaise chaque année, lieutenant, capitaine ou amiral plus tard. José espère participer au commandement d'une frégate, être officier d'opération. Très humblement, il décrit le métier de ses rêves qu'il imagine fait de stratégie, de voyage, au plus près de l'action. Les sorties sur le *Polar* sont un avant-goût. Au cours de leurs cinq années de formation, les cadets prendront le large une vingtaine de fois à son bord. Ils remontent tantôt le fleuve vers Alverca do Ribatejo, à la naissance de l'estuaire, tantôt descendent vers Cascais, là où

Cet après-midi,
direction le pont du
25-Avril, dernier
repère avant de
rejoindre l'océan.



Il faut au moins une
dizaine de personnes
pour manœuvrer
le "Polar".



gronde l'océan Atlantique. Deux jours de navigation, par gros temps ou sur une mer d'huile. Ils passeront une nuit à bord, mais à l'ancre, dans un port. Dormir en pleine mer serait trop dangereux, le bateau étant trop petit pour résister en cas de fortes intempéries. La navigation à voile peut paraître désuète, mais elle fait partie des piliers de l'enseignement. À la poupe, derrière le jeune barreur, Carlos Isabel, le capitaine du *Polar*, s'efface, tout en maintenant une présence rassurante. Ce cinquantenaire ressemble à ses élèves, cheveux courts, barbe rasée, physique athlétique. Il a passé vingt-six ans à commander des frégates avant de se tourner vers l'enseignement. « *La vieille école est mieux pour eux. Sentir le vent, la mer, le bateau. Et surtout, ressentir le reste de l'équipage comme une équipe.* » José se place ainsi dans les pas de ses pairs, au sein d'une institution pratiquement millénaire – elle date de la naissance du Royaume indépendant du Portugal au XII^e siècle. Ses valeurs et traditions se sont transmises de marins en marins, de professeur à élèves. Celles-là mêmes que Carlos Isabel lui enseigne. « *On maintient l'esprit, l'âme de la navigation portugaise, dans les petits bateaux et les gros.* » Les repas, par exemple, sont toujours pris de la même manière. Autour d'une table rectangulaire, le capitaine est assis au plus près des

appareils de navigation, le plus vieux des cadets à sa droite. Personne ne préside. Son premier officier est à son opposé. Chacun a sa place, depuis des siècles.

Déployer son avenir

Retour sur le pont. L'eau s'écrase en vaguelettes le long de la coque du *Polar*. Entre fleuve et mer, Lisbonne, tout autour, prend une autre dimension. Dans les yeux des jeunes marins, elle se laisse découvrir telle que les grands explorateurs la retrouvaient au retour de leurs périples. « *Um homem ao mar !* » À peine le temps de se retourner, l'un des instructeurs vient de jeter une bouée au loin : un homme à la mer ! L'exercice rappelle que l'on se trouve sur un bateau-école. Mise en pratique des théories qu'ils ont apprises. José vire brutalement à bâbord. Côté proue, ses condisciples attrapent une perche, se rapprochent de la bouée... trop loin. Finalement, il faudra utiliser le Zodiac du bateau pour la récupérer, cinq bonnes minutes plus tard. Chaque exercice rapproche un peu plus ces jeunes adultes de leur vraie vie de marin : la dureté, les sacrifices, l'éloignement de leurs familles. Leur passion est à ce prix. Mais José n'est pas dupe. Il ne se voit pas toute sa vie

sur les océans. « *Qui sait... quand je serai trop vieux, je pourrai peut-être travailler à terre, dans un poste de commandement. Il s'agit de gérer la coordination des différents bâtiments.* » À son tour, il enverra de jeunes officiers naviguer à travers le globe, leur assignera leurs missions. Mais pas avant d'avoir passé vingt ou trente ans à bord. ✕

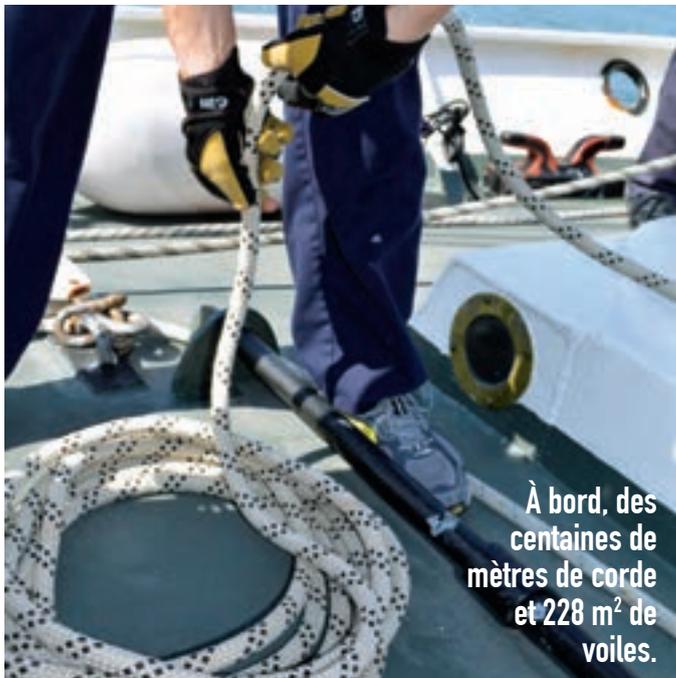
EN SUIVANT LES ÉTOILES

À la fin de leur deuxième année, les cadets partent en "voyage scolaire" à bord du *Sagres*, un trois-mâts barque de 90 m de long, l'un des 28 encore en état de naviguer dans le monde. 2000 m² de voilure (l'équivalent de plus de dix courts de tennis), des km de cordage... Le bateau, aux grandes voiles blanches marquées de la Croix de l'Ordre du Christ, est un symbole national. Une véritable ambassade flottante. Pendant un à deux mois, au début de l'été, les étudiants parcourront le globe à son bord. Brésil, Pays-Bas, Afrique du Sud... chaque promo a une destination qu'elle doit rejoindre "à l'ancienne". Le voilier ne comporte pas d'appareils modernes, juste le basique (GPS, radio, etc). L'équipage navigue en suivant le soleil et les étoiles. C'est ce que l'on appelle "navigation astronomique". Une technique mise au point par les navigateurs portugais à la Renaissance. Leur outil : un éphéméride, un indicateur d'étoiles, la mesure de l'heure exacte, des formules mathématiques et surtout un sextant, qui permet de calculer la distance entre deux points. « *Au matin, les cadets s'alignent, face au soleil, chacun avec un sextant et calculent à partir de la ligne d'horizon* » décrit Tiago Fernandes, l'un des officiers permanents du *Sagres*. À bord, une centaine de membres d'équipage encadre la cinquantaine d'étudiants. Ils apprennent à monter sur les mâts, déployer les voiles, tenir la barre... Ici, pas de tactique, que de la navigation. La mer, le vent, la pluie...

Le "Sagres" est l'un des symboles du Portugal, une véritable ambassade itinérante.



Marine nationale portugaise via Monno Rienks



À bord, des centaines de mètres de corde et 228 m² de voiles.



Manœuvre, surveillance... les cadets sont en charge de tout.



Sur le "Polar", deux étudiantes. Elles sont 36 sur les 200 officiers formés.



Après trois heures de navigation, retour au port de la base navale de Lisbonne.



LES MÉTAMORPHOSES

Lisbonne recycle ses vieux bâtiments. Ici, une conserverie de morue transformée en musée. Là, un supermarché dans un ancien cinéma. En voici une sélection, à vous d'en trouver d'autres !

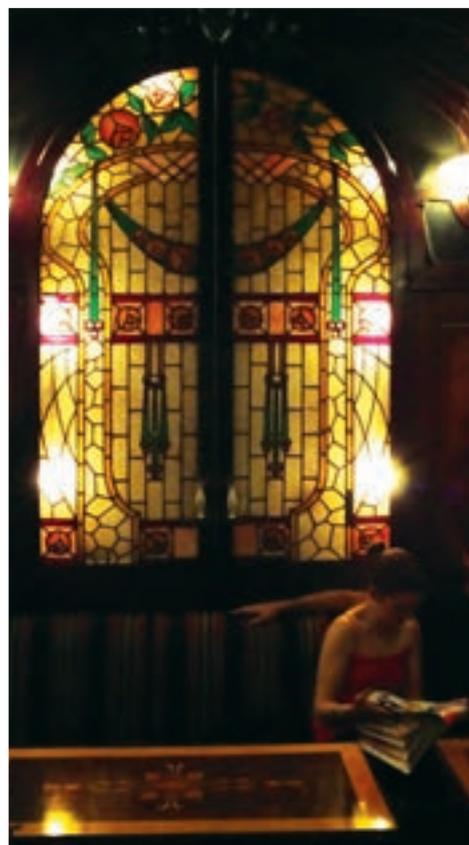
■ Textes et photos Antony Milanesi, Géraldine Robin, Amandine Sanial et Morgane Thimel

Pavilhao Chines Bar

Si vous commencez à compter les objets entassés ici sur de petites étagères, vous n'avez pas fini. Bar ou musée ? Les deux, mon capitaine ! Ce capharnaüm, savamment organisé, accumule les souvenirs de voyage de l'architecte Luís Pinto Coelho, son premier propriétaire. Poupées folkloriques, choppes en tout genre, casques, casquettes militaires... et un garde royal anglais à l'entrée se côtoient dans une ancienne boutique de thé et épicerie fine. Boire un verre, thé, café ou autres cocktails sera l'occasion de s'immerger dans l'esprit baroque de ce doux rêveur.

89 rua Dom Pedro, 1250-093 Lisbonne. Cocktails 7 €, bière 5,50 €.

Ouvert tous les jours de 18 h à 2 h.

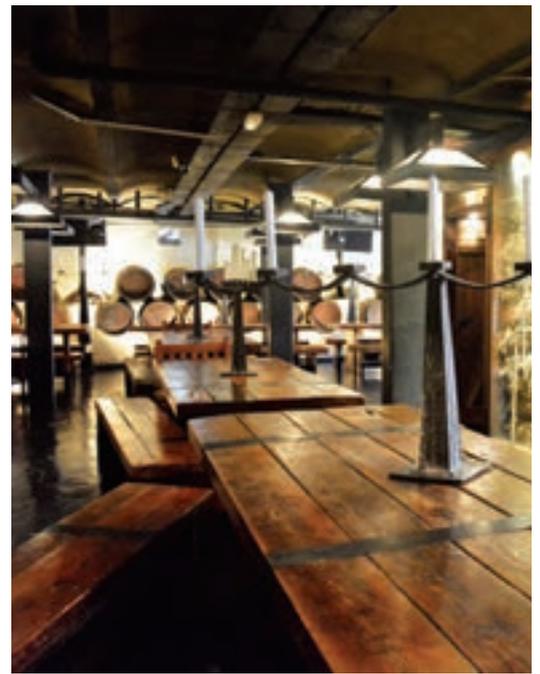




Kais

Une discothèque, un restaurant, deux cartes au choix, d'anciennes turbines hydrauliques, une immense fontaine à l'entrée, des arbres intérieurs et des chandeliers géants dégoulinant de cire fondue. Tout ça, dans une ambiance postindustrielle, se mêle à des tablées aux accents champêtres, sur les bords du Tage. Ancien espace de manutention pour les bus électriques, le Kais Restorante est un lieu hybride et surréaliste. Cette bâtisse de 17 m de haut propose aujourd'hui de la cuisine internationale plutôt raffinée – foie gras, coquille Saint-Jacques – et au sous-sol, des plats typiquement portugais. Les prix sont abordables et il n'y a qu'une porte à franchir pour aller sur le dancefloor après le repas. Que demander de plus ?

Cais da Viscondessa, Santos, 1200-109 Lisbonne. Ouvert du mardi au samedi, service de 20 h à minuit. Sur réservation.



Lisbon Old Town Hostel

Lisbonne, nid d'espions ? À en croire cette légende urbaine, la rue Ataíde a quelques souvenirs à raconter. Au coin de l'allée, dans un immeuble aujourd'hui transformé en auberge de jeunesse, l'ambassade britannique aurait installé le QG de ses services secrets pendant la période salazariste. Vraie ou fausse, cette histoire n'enlève rien à l'authenticité du lieu, fait de hauts plafonds, de portes miroirs et de parquets cirés. Au bout d'une montée (très raide) et derrière un mur joliment tagué se cache cet espace dissimulé où l'on est plongé dans une ambiance bon enfant. Mais comme le dit João, le propriétaire des lieux, « *Il faut bien monter pour accéder au paradis !* ».

26A rua do Ataíde, 1200-035 Lisbonne. De 16 € à 20 € la nuit par personne.





Museu do Oriente

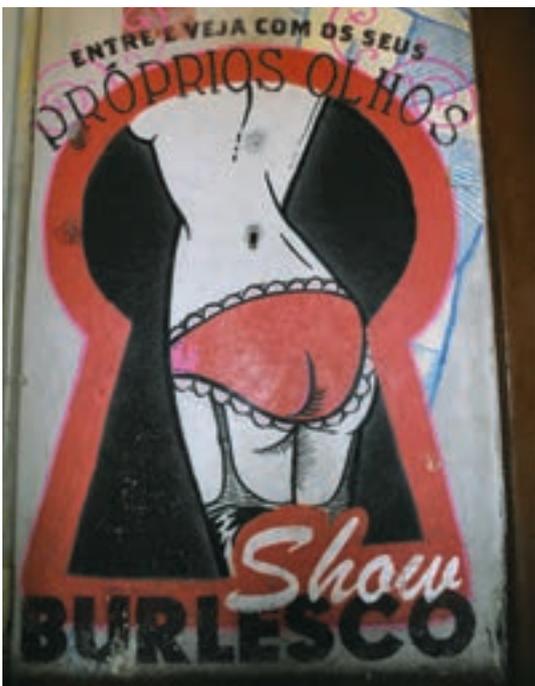
Il faut un peu de persévérance pour le trouver ! Dissimulé au sein des entrepôts, à proximité du port marchand, l'emplacement du Musée de l'Extrême-Orient a de quoi surprendre. Mais, avant d'accueillir des collections d'art chinois, japonais ou indien, l'imposante bâtisse servait d'entrepôt frigorifique. 4 800 tonnes de poissons, autant de fruits frais... Créé en 1940, déserté en 1992 et reconverti dès 2004, le musée est inauguré quatre ans plus tard. Aujourd'hui, les morues réfrigérées ont laissé la place aux carpes koï en porcelaine. Moins digeste, mais plus agréable à l'œil.

Avenida de Brasília, Doca de Alcantara (Norte), 1350-352 Lisbonne. Ouvert du mardi au dimanche, de 10 h à 18 h.

Pensão Amor

Comme les marins au XVII^e siècle, on prend un plaisir coupable à passer la porte du Pensão Amor. Au milieu de la rue Rose, le quartier chaud de Lisbonne, cet ancien lupanar est devenu l'un des bars les plus populaires de la ville. On y passe, en journée ou en soirée, pour profiter d'un verre dans une ambiance câline. Dans des fauteuils ou sur un lit, on se laisse enivrer par les suggestions aguicheuses des fresques angéliques peintes au plafond, la barre de pole-dance, les vieilles affiches burlesques, le tissu léopard... Et surtout par ses cocktails, qui valent bien toutes les passes du monde.

19 rua do Alecrim à Lisbonne. Cocktails 8 €, bière 3 €. Ouvert du lundi au mercredi de 12 h à 2 h, du jeudi au vendredi 12 h à 4 h, le samedi de 18 h à 4 h.



TRAGÉDIE FAMILIALE AU ROYAUME DE LA CERISE

Óbidos, où l'on prépare la ginjinha, une douce et épaisse liqueur de cerise, est le théâtre d'une guerre de famille qui déchire ses deux principaux producteurs, Joaquim et Dário Pimpão.

■ Jérémy Jeantet

Ils sont les derniers gardiens du temple. Ceux qui privilégient une fabrication artisanale, gage de qualité. Ce sont aussi deux des principaux producteurs de *ginjinha*, une liqueur extraite de la griotte. Pourtant, entre les sociétés Frutobidós et Oppidum, les relations sont tendues. Leurs propriétaires respectifs, Joaquim Pimpão et son neveu, Dário, n'ont pas soldé une querelle vieille de trente ans.

Rupture

C'est dans les années 1980, à Óbidos, petit village au nord de Lisbonne, que l'histoire commence. Joaquim travaille dans une exploitation de cerisiers, revendant ses fruits à une entreprise de ginjinha sur la sellette. Très vite, il se décide à produire lui-même sa propre liqueur, qu'il écoule dans les bars du pays. Il prend Dário, son neveu, sous son aile. Il lui transmet sa recette, héritée des moines bénédictins du monastère d'Alcobaça, à quelques kilomètres. Les deux hommes partagent le même amour de la nature et une passion pour la ginjinha. Jusqu'à

ce jour de printemps 1987, quand une violente dispute éclate entre Dário et son oncle, Joaquim, les membres fondateurs de l'entreprise familiale Frutobidós. La famille se déchire. Marta, la fille de Dário, travaille aujourd'hui dans la nouvelle

entreprise de son père, Oppidum. Pour elle, « *les raisons de cette brouille se sont aujourd'hui perdues dans le passé* ». Dario choisit de revendre à son oncle ses parts dans l'entreprise. Décidé à laver l'affront, il fonde Oppidum et émet un souhait : détrôner

Frutobidós et faire d'Oppidum le leader sur le marché de la ginjinha.

Rivalité

2001. Voilà près de 15 ans que Dario et son oncle sont en conflit. Mais ce dernier se fait vieux. À 78 ans, Joaquim s'apprête à passer la main. Dário aurait dû être son successeur tout désigné et nourrit d'ailleurs toujours le vœu secret de récupérer ses droits dans Frutobidós. Seulement Joaquim n'est pas prêt à pardonner. L'orgueil figure au premier rang des traits de caractère que partagent les deux hommes. Il transmet son entreprise à Marina Brás, une jeune entrepreneuse de la région, à qui il confie tous ses secrets de fabrication.

Dário le vit comme une humiliation et prépare sa vengeance. Oppidum ne doit plus seulement devenir le leader du marché. Il faut écraser Fru-



Liqueur à base de griotte, la ginjinha fait fureur dans tous les troquets du pays.

L'AUTRE PAYS DU JAMBON

Le plus savoureux jambon du monde serait portugais. Il provient d'une race antique de porc noir du sud-est du pays.

■ Texte & photos Thomas Saint-Cricq

Depuis ses collines de l'Alentejo, une région nichée entre les montagnes andalouses de la Sierra Pelada et les plages de l'Algarve, le *porco preto Alentejano* – porc noir – gambadait dans les forêts avant même les premiers peuplements humains. Plus poilu que ses frères espagnols, plus robuste que son cousin basque, il fait partie d'une des races de cochon noir

les plus pures du monde. Une race qui, comme les porcs *Jabugo* et le *Guijuelo*, les cochons noirs de luxe espagnols, n'a subi presque aucun croisement depuis sa domestication durant l'Antiquité.

Ses repas sont constitués essentiellement de glands. Il les sélectionne chaque automne dans de vastes forêts de chênes verts et d'oliviers. Pour atteindre un poids idéal de 180 kg, chaque cochon jouit au minimum de quatre hectares de forêt pour lui seul.

400 éleveurs portugais tentent aujourd'hui de lui enlever son étiquette de « *produit de luxe le plus ignoré de la planète* », selon le mot d'un acheteur sévillan. Ils en produisent seulement 40 tonnes par an.

Le *porco preto Alentejano*, le cochon noir portugais, vise aujourd'hui le titre de meilleur jambon pata negra du monde. ✕

Conseils dégustation



tobidos au passage. « Il prédisait une fin proche pour Marina. Il ne supportait pas que son entreprise soit dirigée par quelqu'un qui n'appartenait pas à la famille Pimpao », se rappelle Alexandre Oliveira, responsable de la qualité des produits chez Frutobidós. Sa haine nourrit son originalité. Il s'associe avec un producteur de petites coupes de chocolat qui serviront de verres comestibles. La « *Ginja com chocolate* » est née. Succès immédiat. Un nouveau public se tourne vers la liqueur produite par l'entreprise Oppidum. Une première victoire pour Dário. Son entreprise prend de l'importance et devient un adversaire crédible face au leader du marché, Frutobidós, même si elle ne parvient pas à rattraper son retard. Avec près de 120 000 bouteilles vendues chaque année, la société de Martina Bràs règne sur la ginja. Elle affiche en plus une bonne santé, avec une croissance de 11 % en 2012. Le développement d'Oppidum est moins rapide (+ 6,7 % en 2012), vendant environ 80 000 bouteilles chaque année.

Ressentiment

Joaquim décède en 2010, à 87 ans. Il n'aura jamais reparlé à son neveu. La nouvelle génération semble toutefois favorable à un rapprochement. Alexandre Oliveira explique que Marta Pimpão est venue le consulter pour discuter d'une alliance. « Elle voulait qu'on se regroupe, pour écraser la concurrence de tous ces petits producteurs usant d'arôme de synthèse qui donnent une image négative d'Obidos et de la ginja. Mais ce n'est pas envisageable pour l'instant. » Plus jeunes, Alexandre et Marta sont enclins à une collaboration, mais Dário n'est toujours pas prêt à oublier. Son oncle a préféré mourir avec sa fierté, il en fera de même. Le statut quo devrait perdurer. Les deux entreprises parviennent pour l'instant à maintenir une croissance positive, mais, en choisissant d'alimenter cette querelle plutôt que d'opter pour l'union, elles prennent, pour l'instant, plaisir à s'autodétruire. Au royaume de la cerise, la rancœur est tenace. ✕



Reniant son neveu, Joaquim Pimpao a confié ses secrets à Marina Bràs avant sa mort.

Frutobidós



1 Sectionnez une tranche de chair aussi fine qu'une feuille de papier. Attention à ne pas trembler car à 660 € pièce (soit 140 € le kilo), le cuisseau prêt à découper équivaut à la moitié d'un Smic français. Pour chaque morceau coupé, recouvrez la chair mise à nue de son propre gras. Un jambon de 7 kg pourra ainsi se conserver pendant au moins quatre années.



2 Choyez-le comme un grand cru bordelais. Après 48 mois d'affinage, suspendu dans une cave à la température naturelle, le jambon – on dit ici *presunto* – est scruté sous toutes ses formes. La transparence du morceau coupé assurera une bouchée juteuse et fondante. Agitez le minuscule bout de chair sous votre nez. Il doit dégager un doux parfum d'amande fraîchement pelée.



3 Prohibez le mot mastiquer. En Alentejo, le *porco preto* n'a pas suivi un régime strict gland-randonnée-gland pendant 4 000 ans pour se faire trimballer entre deux moulaires comme un vulgaire chewing-gum. Délicatement posé sur le fond de la langue, le morceau de *presunto* prend une trentaine de secondes à fondre en bouche. Le fumet acidulé se transforme alors doucement en une note fruitée qui pénètre dans le gosier.



LES BONS PLANS

Une journée à Lisbonne

■ Marion Lizé



10 heures Quiosque Ribeira das Naus

Baixa, avenida da Ribeira das Naus
Installé entre Cais do Sodré et la Praça do Comércio, ce kiosque longe la promenade du Tage. L'endroit, bien que minuscule, fait office de pâtisserie, café, bar et propose aussi de la petite restauration. Idéal pour se prélasser sur la terrasse dans un transat avec un cocktail et admirer la vue imprenable sur le pont du 25-Avril et le Cristo Rei, ou bien pour prendre le petit déjeuner avant une longue journée à la découverte de la ville.

✦ Le plus : **les playlists des serveurs, qui animent la terrasse avec, par exemple, du disco à l'heure du goûter.**

• tous les jours : 10 h à 2 h

facebook.com/RibeiradasNausLisboa



midi Cantina Cooperativa

Anjos, rua Regueirao dos Anjos, 69
C'est une cantine populaire qui dépend de l'association RDA69. Le but est simple : proposer des plats peu chers, dans une ambiance conviviale et partager un bon moment autour de la table. Très ouverts, les membres de l'association accueillent volontiers les étrangers. Et à la fin du repas, chacun fait sa vaisselle. Comme à la maison.

✦ Le plus : **les ateliers que propose l'association : réparation d'ordinateurs, de vélos, et cours de yoga ou de poterie.**

• midi : 13 h à 15 h

soir : 20 h à 22 h

• tarifs : soupe 1 €, plat principal 2 €, bière 1 €, verre de vin 0,80 €

facebook.com/CantinaCooperativa

PATRICIA DE MELO MOREIRA



du 10 au 12 juillet Optimus Alive!

« C'est Glastonbury avec le soleil et les piscines. » C'est par ces mots que le prestigieux journal anglais *Times* décrit le festival. Installé depuis 2007 dans le parc d'Algés à Oeiras, dans la banlieue de la capitale, l'événement a notamment accueilli des légendes comme Bob Dylan,

Neil Young ou encore Metallica. Cette année, les programmeurs ont fait le choix de la nouveauté en misant sur la crème des jeunes groupes des scènes rock et électro actuelles, avec Arctic Monkeys, The Black Keys, MGMT, Interpol, Foster The People, SBTRKT, Sam Smith, Caribou, Chromeo, Au Revoir Simone, Buraka Som Sistema, Cass McCombs, Nicolas Jaar...



14 heures Capela dos Ossos

Évora

À 1 h 30 de Lisbonne, dans la ville d'Évora, se trouve la Chapelle des Os. Construite au XVI^e siècle par un moine franciscain, ses murs et ses colonnes sont constitués de fémurs, tibias, clavicules et autres crânes coulés dans du ciment. Selon la légende, sa construction a nécessité quelque 5 000 squelettes, déterrés dans les cimetières alentours.

• **Le plus :** le spectacle. Glauque, mais impressionnant.

- **tous les jours :** 9 h à 12 h 45 et 13 h 30 à 17 h
- **tarifs :** adultes 2 €, étudiants 1,50 €



20 heures Santa Rita Restaurante

Alfama, rua de Sao Mamede, 24

Un restaurant style cantine. Longues tablées et brouhaha continu. Une ambiance à la bonne franquette sur les pentes de l'Alfama, à deux pas du Tage. Un tarif unique (11 €) et une cuisine copieuse, avec tapas, poisson, viande et boissons (bière et sangria) à volonté. Pensez à réserver, l'endroit est souvent pris d'assaut par les locaux.

• **Le plus :** si l'endroit est complet, le gérant vous redirigera vers un second établissement, type salle des fêtes. Folklorique.

- **tous les jours :** 12 h à 16 h et 19 h à minuit



16 heures Fado de Mouraria

Mouraria

Vous hésitez entre visiter Lisbonne et découvrir ses traditions ? Faites les deux. Depuis 2008, l'association Renovar a Mouraria organise des visites à thème du quartier aussi charmant que malfamé de Mouraria. L'occasion de découvrir le "vrai" fado en dégustant une ginjinha, et pourquoi pas, terminer la soirée autour d'une sangria et des sardines grillées dans leur local de Beco do Rosendo.

• **Le plus :** les visites organisées dans plusieurs langues : français, anglais, espagnol, allemand...

- visites quasi-quotidiennes, à 16 h
- **tarifs :** adultes 10 €, gratuit pour les moins de 12 ans



minuit Rua da Atalaia

Bairro Alto

Nichée au cœur du Bairro Alto, le quartier festif de Lisbonne, la rua da Atalaia est l'endroit incontournable où boire des verres. Des dizaines de bars minuscules se font face et s'animent lorsque les Lisboètes sortent, c'est-à-dire sur les coups de 22 h. Amis fumeurs, vous serez ravis d'apprendre que la loi Évin n'existe pas ici et qu'on peut allumer sa clope sans faire le pied de grue sur le trottoir. Comptez 6 € pour les cocktails de 75 cl (oui, vous avez bien lu), au choix : mojitos, caipirinhas, whisky-soda...

• **Le plus :** ah, et on vous a parlé des pintes à 1,25 € ?

- dès 20 h et jusqu'à 3 h



18 heures Park

Bairro Alto, calçada do Combro, 58

Ce bar, qui fait également office de jardin aménagé et de galerie d'exposition occasionnelle, offre une vue panoramique sur la ville. Pour y accéder, il vous faudra entrer dans un parking souterrain, prendre l'ascenseur et monter au cinquième étage. Sur la terrasse, de nombreuses jardinières et des tables en bois créent une atmosphère très cosy.

• **Le plus :** l'endroit est prisé à l'heure de l'apéritif, et pour cause, il offre une vue splendide lorsque le soleil se couche sur les toits rouges briques de la capitale.

- **du mardi au samedi :** 13 h à 2 h
- **le dimanche :** 13 h à 20 h

[facebook.com/00park](https://www.facebook.com/00park)



3 heures Lux-Frágil

Alfama, avenida Dom Henrique

Répartie sur trois immenses étages, c'est la boîte de nuit emblématique du Lisbonne branché. Le Lux est le lieu de rendez-vous des noctambules qui aiment transpirer sur le dancefloor. Hot Chip, Laurent Garnier, Carl Craig, Boys Noize, LCD Soundsystem, Digitalism, Paul Kalkbrenner, Todd Terje : légendes de l'électro ou petits nouveaux, les DJ's les plus influents sont tous passés par le Lux.

• **Le plus :** l'endroit où est situé le club, sur les quais, surplombant le Tage, est parfait pour admirer le lever de soleil sur la rivière au petit matin, depuis la terrasse du deuxième étage.

- **du mercredi au samedi :** de 22 h à 7 h

www.luxfragil.com

ijba

Institut de

journalisme Bordeaux

Aquitaine



Un master professionnel de journalisme

reconnu par la convention collective
des journalistes

**Un diplôme d'université :
journaliste reporter d'images
(JRI) préparé dans le cadre
de la formation continue**

Des formations "sur mesure" :

- initiation et perfectionnement
au tournage et au montage vidéo
- conception et animation
des sites web
- écriture journalistique



- entraînement à l'interview pour la presse
écrite, la radio ou la télévision
- maîtrise des réseaux sociaux
- photo, maquette et mise en page
de magazines

L'IJBA est ouvert à tous les publics.

Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine
Université Bordeaux Montaigne

Tél. 05 57 12 20 20

journalisme@ijba.u-bordeaux-montaigne.fr

www.ijba.u-bordeaux3.fr